

SUD DU PAYS

Plafonnement des tarifs des hôtels pour booster le tourisme

Lire l'article de Houari Barti page 3



RÉUNION DU GOUVERNEMENT Renforcer la lutte contre la criminalité

Lire l'article de R. N. page 2



Notre supplément
AUTOUR DU MONDE
Avec la collaboration de

P. 11 à 13

Le jeu du rattrapage de l'inflation



PAR MOHAMED A. EL-ERIAN

Président du Queen's College de l'Université de Cambridge

Ce qui est vraiment pourri au royaume du FMI



PAR JAYATI GHOSH

Secrétaire exécutive de International Development Economics Associates

Quel sera le cap fixé par Kishida pour le Japon ?



PAR TAKATOSHI ITO

Ancien vice-ministre adjoint des Finances du Japon



PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU JOURNALISTE PROFESSIONNEL

Les lauréats distingués P. 3

TIPAZA

Mise en échec d'une tentative d'émigration clandestine P. 4

SOUK AHRAS

11 employés de banque arrêtés pour détournement de fonds en devise P. 4

CHLEF

Deux morts dans deux accidents de train P. 4

Réunion du gouvernement Renforcer la lutte contre la criminalité

R. N.

Le Premier ministre, ministre des Finances, Monsieur Aïme Benabderrahmane, a présidé hier, une réunion du Gouvernement, indique un communiqué des services du Premier ministre. A l'ordre du jour de cette réunion, plusieurs textes ont été passés en revue, dont « un avant-projet de loi et deux projets de décret exécutifs introduits respectivement par les ministres de la Justice et des Travaux publics ». « En outre, trois communications ont été présentées par les ministres de l'Intérieur, du Commerce et des Travaux publics », ajoute la même source.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux a présenté « l'avant-projet de Loi modifiant et complétant l'Ordonnance n° 66-156 du 08/06/1966 portant Code pénal ». Selon le communiqué, ce texte « s'inscrit dans le cadre de la réforme de la législation pénale », et « vise à renforcer la lutte contre la criminalité » et ce « en retenant de nouvelles formes de criminalité et en aggravant les peines actuellement applicables ». Cet avant-projet de Loi sera examiné lors d'un prochain Conseil des ministres, explique la même source. L'exposé du ministre des Travaux publics était relatif à deux décrets exécutifs concernant deux projets inscrits dans le cadre de la poursuite des actions « visant la décongestion du trafic routier de la capitale ». Il s'agit du décret exécutif n°16-56 « portant déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de la desserte du centre d'enfouissement technique de Hamici et contournement

de la Résidence d'Etat de Zeralda pour le dédoublement de la RN67 et du Chemin de wilaya 212 et un autre « portant déclaration d'utilité publique, l'opération relative à la réalisation du dédoublement du Chemin de wilaya 145 entre El Hamiz et Bordj El Kiffan sur 4 km ». Le ministre des Travaux publics a également présenté une communication relative aux besoins financiers nécessaires à l'achèvement du projet de réalisation d'une pénétrante autoroutière reliant le port d'Oran à l'autoroute Est-Ouest sur 26 km dont la première tranche porte sur un tronçon de 08 km. Par ailleurs, la communication du ministre du Commerce et de la Promotion des Exportations concernait les « offres tarifaires et initiales de l'Algérie en matière de commerce de marchandises et de services dans le cadre de la zone de libre-échange continentale africaine 'ZLECAF' ». « L'exposé a porté sur certaines mesures entreprises par l'Algérie au titre de ce mécanisme africain auquel notre pays a adhéré et qui vise l'instauration d'une coopération fructueuse dans les domaines commercial et douanier ainsi que la mise en œuvre des dispositions de facilitation des échanges commerciaux entre les pays du continent africain », explique le communiqué.

Le Gouvernement a également entendu une « communication relative à la passation de cinq marchés de gré à gré simple entre les structures relevant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et des entreprises publiques dans le cadre d'acquisition de fournitures », précise le document.

Coronavirus 67 nouveaux cas et 3 décès

Soixante-sept (67) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 51 guérisons et 3 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé samedi le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 205.750, celui des décès à 5.886 cas, alors que le nombre de

patients guéris est passé à 141.129 cas. Par ailleurs, 16 patients sont actuellement en soins intensifs, a ajouté la même source.

En outre, 29 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 17 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que deux wilayas ont enregistré plus de 10 cas.

Décès à Paris de l'historien et anthropologue algérien Omar Carlier

L'historien et anthropologue universitaire algérien, Omar Carlier, est décédé vendredi à Paris à l'âge de 78 ans, a-t-on appris samedi auprès de ses proches.

Spécialiste du Mouvement nationaliste algérien et de Messali El-Hadj, le défunt était chercheur au Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle d'Oran (Crasc) et enseignant à Paris.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés à l'histoire contemporaine algérienne, dont «Le corps du leader: construction et représentation dans les pays du Sud», et son importante thèse intitulée «Socialisation politique et acculturation par la modernité, de l'étoile Nord-

africaine au front de libération nationale de 1926 à 1954".

Il avait quitté l'Algérie en 1993 pour Paris où il a occupé des postes d'enseignant universitaire à Clermont Ferrand puis à la Sorbonne avant d'être recruté comme maître des conférences à Paris 7 jusqu'à sa retraite en 2013.

Etabli en Algérie en 1968 dans le cadre de la coopération, il s'était installé à Oran comme enseignant de droit et de sciences politiques. Né en 1943 d'une famille catholique conservatrice au Val d'Oise dans la région parisienne, le défunt qui se prénommait Jean-Louis, s'est converti à l'islam en prenant le nom d'Omar.



ANALYSE

Khider Mesloub

Quand la transfiguration du peuple algérien s'opéra par le Hirak

Dès le 22 février 2019, des mois durant, l'Algérie était devenue La Mecque de la contestation. Tous les humbles regards prolétaires du monde entier se tournaient vers l'Algérie, secouée par l'irruption inattendue des forces telluriques

populaires, pour prier en chœur à la victoire du peuple algérien en lutte contre le système, l'injustice sociale, le despotisme politique, la dictature de l'argent, l'omnipotence de l'oligarchie prédatrice des deniers publics. Chaque mardi et vendredi, sur leur écran, ils dirigeaient leurs espoirs sur cette Algérie revigorée, renouvelée, portée par une jeunesse avide de liberté et d'égalité sociale. Chaque vendredi, les Algériens troquaient le tapis contre l'asphalte pour faire vibrer la rue de leurs cris de révolte entonnés en chœur contre le système. Les Algériens troquaient la prosternation religieuse contre la protestation politique. La soumission au Ciel contre le soulèvement contre les cimes du pouvoir du pharaon Bouteflika qui avait momifié l'Algérie par la dévitalisation des forces sociales et intellectuelles du pays, réduit à l'état de cadavre économique à force d'éviscérations financières opérées sur les richesses de la nation par les égarés de la République. Les Algériens troquaient le silence étouffant des salles de prière contre le grondement expressif de la révolte joyeuse piétonnière.

Le paradis céleste hypothétique impalpable contre l'Eden terrestre, réellement authentique à portée de main. La discrimination sexuelle des lieux de prière contre la mixité égalitaire humaine dans les espaces publics de liberté en lutte. Les Algériens troquaient la peur individuelle des autorités divine et étatique contre l'assurance téméraire collective du peuple désormais confiant en sa force combative inébranlable et invincible. Troquaient la résignation religieuse au sort de l'homme contre l'indignation politique pour révolutionner la vie de l'Algérien. Troquaient la controverse stérile religieuse, vectrice de division, contre le débat politique fécond ferment d'union nationale. Les discussions irrationnelles sur la taille de la barbe et la longueur du hijab contre le débat rigoureux portant sur la forme de gouvernement démocratique à établir collectivement et sur le projet de société égalitaire à instaurer en Algérie. Troquaient la tristesse déprimante d'une vie studieuse écrasée par la misère contre l'enchantement galvanisant de la nouvelle existence séduisante, animée d'une intrépide volonté de transformer la société algérienne pour une vie sociale meilleure, une scène politique assainie, une économie purifiée mise au service des besoins sociaux et non du profit, encore moins

d'une caste gouvernementale. Troquaient les domageables dissensions ethniques et religieuses préjudiciables au pays contre l'union du peuple laborieux algérien, édifée au-delà de ses artificiels clivages archaïques et crispations identitaires souvent action-

nés par un clan du pouvoir aux fins de cultiver et de fomenter la pernicieuse division, profitable qu'aux oligarques maffieux du régime pharaonique de Bouteflika. Les Algériens troquaient l'illusoire croyance en tous les partis d'opposition affidés contre l'affirmation du peuple laborieux algérien d'être l'unique véridique et probe représentant collectif oppositionnel, apte à apporter le changement, agent de la transformation socioéconomique et politique authentiquement révolutionnaire. Troquaient la focalisation du regard vers l'Orient féodal contre l'orientation de la vision sur des optiques culturelles et culturelles nationales conformes aux valeurs algériennes contemporaines et à la modernité universelle progressiste. Troquaient la propension renégate de la fuite vers l'Occident décadent, notamment la France raciste, contre la proclamation patriotique de bâtir leur destin hic et nunc dans leur propre pays révolutionné. Troquaient la mentalité du colonisé instillé et entretenu par les pouvoirs dominants locaux vassalisés contre l'esprit révolutionnaire déterminé à rendre gorge aux exploiters autochtones, et résolu à combattre les impérialistes de tous bords convoitant les richesses de l'Algérie ou animés par des vellétés de déstabilisation du pays. Troquaient la posture de pions sur l'échiquier national manœuvré par des imposants révolutionnaires des frontières contre la fonction de maîtres des enjeux politiques de la nation, résolus à se réapproprier les règles du jeu du sort du pays depuis 1962 écrasé par la loi du plus fort, parasité par l'esprit gouvernemental retors. Troquaient les mœurs patriarcales discriminatoires perpétuées perversément par les islamistes contre l'esprit d'égalité des sexes, catalyseur d'une nouvelle société algérienne fondée sur des rapports égalitaires authentiquement humains entre hommes et femmes. Troquaient la mentalité archaïque fossilisée prisonnière de traditions tribales, sous couleur berbéristes kabyles, contre l'esprit rationnel enfin mûr pour se mettre en phase avec notre époque scientifique, servant de tremplin au développement de la critique radicale, à l'épanouissement de controverses philosophiques et politiques fructueuses, vectrices de projets d'émancipation et d'égalisation sociale, de programmes économiques aptes à opérer hic et nunc l'industrialisation et la modernisation de l'Algérie.

Le Quotidien
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Sud du pays Plafonnement des tarifs des hôtels pour booster le tourisme

Houari Barti

Une commission conjointe entre le ministère du Tourisme et celui du Commerce va s'atteler à réviser les tarifs des prestations hôtelières et à leur plafonnement, avec pour finalité booster le tourisme interne.

C'est ce qu'a annoncé, avant-hier, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi, depuis Tamanrasset où il devait procéder hier au lancement officielle de la saison touristique saharienne, dans le cadre d'une visite d'inspection et de travail entamée jeudi...

Pour Yacine Hamadi, le secteur du Tourisme et de l'Artisanat repose en premier degré sur la relance du tourisme interne, à travers l'attraction des touristes et la vulgarisation des grandes potentialités touristiques des différentes régions du pays, et ce en intensifiant les voyages touristiques, la révision et le plafonnement des tarifs des hôtels.

En marge d'une inspection de l'hôtel «Tahat», qui vient de rouvrir suite à une opération de réhabilitation, le ministre a déclaré que Tamanrasset demeure « un pôle touristique par excellence et il importe d'accorder davantage d'intérêt aux potentialités dont elle dispose, étant donné qu'elle a connu une certaine récession dans l'attraction des touristes ». Répondant à des préoccupations exprimées par des opérateurs locaux, M. Hamadi a mis l'accent sur la volonté de son département d'accompagner toutes les agences, en vue de relancer leur

activité, d'autant qu'elles doivent travailler d'arrache-pied en vue d'attirer un plus grand nombre possible de touristes.

Concernant l'afflux des touristes étrangers, le ministre a précisé que « l'obtention du visa collectif est accessible à toutes les agences de tourisme agréées qui doivent initier leur demande en vue d'attirer un grand nombre de ces touristes, notamment ceux qui s'intéressent au tourisme d'aventure et culturel disponible dans la wilaya de Tamanrasset », plaidant à ce propos pour sa promotion et la commercialisation des divers produits touristiques.

Abordant le volet de la formation dans le domaine du tourisme saharienne, en réponse aux besoins exprimés par les opérateurs en matière de guides et d'accompagnateurs spécialisés, le ministre a assuré que cette question serait prise en charge par ses services en coordination avec le ministère de la Formation professionnelle à travers l'apprentissage.

Pour rappel, cette révision des tarifs, visant à promouvoir le tourisme saharien, avait également été exprimée fin septembre dernier par le ministre des Transports, Aïssa Bakkai, lequel a appelé à une baisse des prix des billets d'avion des lignes intérieures, notamment les vols vers le Sud. « Le gouvernement mise beaucoup sur le tourisme saharien pour la diversification de l'économie et des ressources du Trésor public », avait indiqué le ministère des Transports dans un communiqué.

Salon Batimatec Plus de 700 entreprises attendues à la 23e édition



Plus de 700 entreprises prendront part à la 23e édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics «Batimatec» qui se tiendra à Alger du 7 au 11 novembre, ont annoncé les organisateurs. «Batimatec 2021 compte pas moins de 400 entreprises nationales et 300 entreprises étrangères», a indiqué l'agence Batimatec Expo

sur sa page Facebook. Les organisateurs ont fait état de la participation de plusieurs pays à cette manifestation, à l'instar de la Belgique, la Croatie, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, la Libye, le Portugal, la Tunisie et la Turquie. Prévu initialement en juin dernier, Batimatec 2021 a été reporté à novembre en raison de la pandémie et des restrictions du transport aériens.

Prix du président de la République du journaliste professionnel Les lauréats distingués



Les journalistes lauréats de la 7ème édition du prix du président de la République du journaliste professionnel, présidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune et organisée sous le thème "L'information entre liberté et responsabilité", ont été distingués samedi à Alger.

La cérémonie de distinction s'est déroulée au Palais du Peuple à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la presse, le 22 octobre de chaque année, en présence du président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, du président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche, du Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), du ministre de la Communication, Ammar Belhimer, ainsi que de membres du gouvernement, de conseillers du président de la République et de hauts cadres et de journalistes.

A l'entame de la cérémonie, le Président Tebboune et l'assistance ont observé une minute de silence à la mémoire du journaliste Hafid Azouz, décédé hier vendredi. Le président de la République a décerné, par la suite, la médaille de l'Ordre de mérite national au rang de "Achir", à titre posthume, au défunt journaliste Karim Boussalem, première médaille décernée à un journaliste algérien. La médaille a été remise par le chef de l'Etat au père du défunt, en vertu du décret présidentiel n° 21-399 du 14 rabie el aoual 1443 correspondant au 21 octobre 2021, et ce en hommage au regretté qui a voué toute sa vie au service du journalisme et à sa promotion avec abnégation,

professionnalisme et probité reconnus par tous dans l'accomplissement de ses nobles missions avec objectivité et neutralité, outre ses contributions précieuses pour l'enrichissement du champ médiatique. A cette occasion, le ministre de la Communication, Ammar Belhimer a prononcé une brève allocution dans laquelle il a affirmé que l'Algérie "est résolument engagée sur la voie de la consécration de la démocratie et de l'amélioration de la performance de la presse nationale à même de contribuer à la consolidation du système des droits et des libertés inaliénables et inviolables".

Placée sous le thème "l'information, entre liberté et responsabilité", la 7ème édition du prix du président de la République du journaliste professionnel vient "réaffirmer l'attention particulière qu'accorde notre pays à la promotion de la liberté de la presse et au respect des principes de déontologie et d'éthique professionnelles et des droits et des libertés en tant que pratique impartiale, effective et responsable et non pas comme slogan vide de sens", a-t-il déclaré.

Après avoir présenté ses vœux aux lauréates et lauréats de ce Prix dans sa 7ème édition à l'occasion de la Journée nationale de la Presse, le ministre a affirmé que le choix du thème de cette édition "traduit la corrélation entre la liberté du journaliste et sa responsabilité collective et professionnelle".

Ainsi, trois lauréats de la catégorie de la presse écrite ont été distingués, à savoir le journaliste Tahar Gaid du quotidien "El Moudjahid" qui a décroché la première place pour son article sur "la déontologie de la profession de la presse et la liberté d'expression", suivi des deux journalistes du quotidien "El Massa" Sabrina Hamdioua et Asma Me-

nouar qui ont occupé la deuxième place, tandis que la troisième place est revenue au journaliste Abderraouf Harchaoui du quotidien "El Hiwar".

Pour les médias télévisés, la journaliste Amina Ben Abd Rabo de l'Etablissement public de télévision (EPTV) a remporté la première place pour son émission "khabaya el ilaam" (les secrets des médias). Le jury a décidé de ne pas décerner le deuxième prix, tandis que la troisième place a été attribuée à la journaliste Asma Torki relevant du même établissement.

Quant à la catégorie des médias radiophoniques, le premier prix a été décerné au journaliste Mohamed Ouail de la Radio Coran pour un reportage portant sur "la liberté de la presse dans l'islam", tandis que la 2e et la 3e places sont revenues respectivement aux journalistes Nacira Gharnati (Radio Oran) et Hou-da Baïra (Radio Batna).

S'agissant des médias électroniques, le jury a décidé de ne pas décerner le premier prix, tandis que la 2e place a été attribuée à la journaliste Fatma Zohra Amari de Web Tv pour le programme "Taqaci" (enquête) qui a traité la question des réseaux sociaux et des fakenews, tandis que la 3e place a été décrochée par le journaliste Abdelkrim Lounis du site électronique "Nana Tv".

Pour la catégorie photos, le jury n'a pas décerné de prix. Le prix spécial jury a été attribué aux journalistes Sakina Aalane et Souik Kamel Moussa de l'EPTV.

La cérémonie a été clôturée par la distinction des membres du jury et à sa tête Slimane Aradj.

Le président de la République a pris une photo souvenir avec les lauréats et les membres du jury avant d'échanger avec des journalistes lors d'un déjeuner offert en leur honneur.

Raïna
Raïkoum
Hadj Driss

A-t-on retenu la leçon ? Les cas de contamination et au

Covid-19 continuent de descendre. Le confinement partiel à domicile a été levé à travers tout le territoire national. Les hôpitaux ne subissent plus la pression d'il y a quelques mois. Mais doit-on pour autant dire que la bataille est gagnée ? Sûrement pas ! Les experts et autres spécialistes continuent de tirer la sonnette d'alarme en disant que les règles de prévention sanitaire doivent être respectées et la vigilance est toujours de mise.

Les prévisions de vacciner 70 pour cent de la population avant la fin de l'année sont loin de se concrétiser. Et une certaine réticence à se faire vacciner est constatée. L'affluence au niveau des hôpitaux n'est plus celle connue durant le pic de cas de contamination. Autrement dit, la peur a disparu. Du moins pour le mo-

Et rebelote!

ment. Il faudrait peut-être attendre que les cas de contamination repartent à la hausse -ce qu'on n'espère pas- pour que l'engouement pour la vaccination revienne. En fait, c'est un recommencement auquel on assiste. Pic des cas de contamination, course à la vaccination, baisse des cas, vaccination boudée.

En parallèle, les comportements dans la vie de tous les jours et tant que la vaccination n'aura pas touché les 70 pour cent de la population n'encouragent pas à prédire que les cas de contamination ne vont pas repartir à la hausse. Dans les transports et autres endroits publics, la vie est celle d'avant la survenue du Covid. D'un côté le chef de l'Etat a été clair en disant que le pays n'ira pas vers une vaccination obligatoire, de l'autre des spécialistes plaident pour l'instauration d'un pass sanitaire. Alors que faire ?

Le RCD dénonce la politique du gouvernement

Parallèlement aux préparatifs de son sixième congrès, les difficultés sur le front social et les solutions proposées par le gouvernement ont été au menu de la réunion mensuelle ordinaire du secrétariat national du parti Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), tenue le 22 octobre 2021 à Alger.

A. Zerzouri

D'emblée, ou en préambule à d'autres critiques plus véhémentes, le communiqué rendu public à l'issue de cette réunion s'attaque «avec une grande inquiétude» à la dégradation effrénée du pouvoir d'achat et des conditions de vie de l'ensemble des salariés. Considérant qu'il s'agit d'une politique antisociale pilotée par le gouvernement dont l'objectif est d'en finir de la manière la plus brutale avec la subvention des produits de base.

Et les dernières mesures engagées par le gouvernement dans la lutte contre la spéculation sont jugées populistes et ne sont destinées qu'à cacher une orientation inscrite dans le programme de l'Exécutif, consistant en la dévaluation rampante et continue du dinar et l'étranglement de l'approvisionnement en intrants de production pour juguler le déficit de la balance commerciale.

Selon les termes du communiqué, cette politique du gouvernement, qui s'articule sur la dépréciation de la monnaie et la rareté des produits, organise pré-

cisément les hausses des prix et, de fait, la spéculation. Ce «constat» fait, le RCD revient dans son communiqué sur l'accompagnement de cette politique par un «dispositif implacable de répression policière et judiciaire», qui «étouffe toute vie publique, politique, syndicale ou associative et provoque une amplification dangereuse du chômage, une recrudescence alarmante de la hargne et une insécurité grandissante dans le pays», selon le communiqué. Même la diplomatie algérienne, dont le retour avec force sur la scène internationale est souligné par de nombreux observateurs, n'est pas épargnée par les critiques du RCD, qui focalise sa vision de la situation sur «une décennie d'effacement sur la scène internationale, le déclin de son rang dans les hydrocarbures et un retard abyssal dans la révolution numérique». Le RCD, qui a annoncé sa non-participation aux prochaines élections, qualifie de «pseudo-processus électoral», initié le 12 décembre 2019. Considérant que «ce qui fait office, aujourd'hui, d'élections locales est vite réduit à une démarche de recrutement

de personnels». Non sans tomber à bras raccourcis sur ceux qui ont dénoncé ces derniers jours des irrégularités, et qui «savent d'avance que l'arbitre dans cette mascarade, comme dans les précédentes, n'est pas le corps électoral mais l'administration qui agit en amont déjà», soulignent les termes du communiqué. Et pour conclure, le communiqué du RCD a dénoncé «l'acharnement répressif et la traque judiciaire inacceptables contre des militants cadres du RCD», notamment à Tamanrasset et Bordj Bou Arréridj. Poursuivant dans cette optique, le RCD considère comme «une violation flagrante de la loi», la «cabale judiciaire honteuse» contre Atmane Mazouz, secrétaire national à la communication. «Le parti prendra les mesures nécessaires en vue de son accompagnement dans une initiative judiciaire contre tous ceux qui se sont rendus complices dans cette opération d'instrumentalisation de la justice à des fins politiques», prévient-on. Ajoutant que «cette politique qui pousse les citoyens dans leurs derniers retranchements est dangereuse pour le pays».

Souk Ahras

11 employés de banque arrêtés pour détournement de fonds en devise

Les éléments de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Souk Ahras ont arrêté 11 employés d'une banque publique pour détournement de fonds en devise forte et l'exploitation de copies de documents des citoyens dans ce crime, a-t-on appris vendredi de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps constitué.

Le responsable de la cellule, le commissaire de police, Mohamed Karim Merdasi, a expliqué que l'arrestation des inculpés est intervenue suite à des informations communiquées à la police sur des employés de

la banque qui utilisaient des copies de documents soumis par les citoyens dans le processus de l'octroi de l'allocation touristique pour retirer, plusieurs fois, des fonds en devise pour leur propre compte qu'ils revendaient au marché parallèle et gardaient la différence.

L'enquête a permis la découverte de plus de 2.000 opérations de falsification et d'utilisation illégale de copies de passeports soumis par des citoyens à la banque pour bénéficier de l'allocation touristique.

Après le parachèvement de toutes les procédures judiciai-

res, les suspects ont été inculpés pour les délits de «détournement de fonds publics», «abus de fonction», «faux et usage de faux documents bancaires par usurpation d'identité et remplacement d'autrui», «usurpation d'identité d'autrui dans le but d'obtenir des avantages» et «négligence manifeste entraînant le détournement de fonds publics».

Les suspects ont été présentés devant le parquet de Souk Ahras. Cinq (5) ont été placés en garde à vue, les six (6) autres, dont quatre (4) femmes, ont été placés sous surveillance judiciaire.

Tipaza

Mise en échec d'une tentative d'émigration clandestine

Une tentative d'émigration clandestine (par mer) de cinq personnes a été mise en échec par les services de la Gendarmerie nationale, à Tipaza, a indiqué samedi le groupement territorial de ce corps constitué dans un communiqué.

Dans le cadre du plan d'action du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Tipaza visant la lutte contre l'émigration clandestine, par mer, la brigade de recherches de la Gendarmerie nationale a ainsi arrêté cinq (5) personnes et fait échouer leur tentative d'émigration clandestine par mer, a ajouté la même source.

Signalant que l'opération a été

réalisée grâce à des informations parvenues à la brigade de recherches de la Gendarmerie nationale de Tipaza faisant ressortir que des personnes préparaient une traversée clandestine par mer, à partir d'une plage de la partie Est de la wilaya.

Les investigations menées par les enquêteurs ont permis, selon le communiqué, de déterminer le lieu fixé pour le lancement de cette traversée clandestine, à partir d'une plage de la commune d'Ain Taguourait.

Suite à quoi l'unité de recherches, appuyée par des éléments de la brigade de sécurité et d'intervention de Hameur El Ain, ont effectué une intervention

sur place. Outre l'arrestation de cinq personnes, l'opération a permis la saisie d'une barque de plaisance, dotée d'un moteur de 40 chevaux, 600 litres de carburant repartis sur 10 fûts, cinq (5) téléphones portables, 11 gilets de sauvetage, huit (8) valises à main, une boussole, une chambre à air, et des comprimés psychotropes, selon le document.

Les suspects seront présentés devant les autorités judiciaires compétentes dès parachèvement des procédures d'enquête les concernant, a précisé le communiqué du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Tipaza.

Tiaret

Trois jeunes tués par le monoxyde de carbone

El-Houari Dilmi

Le tueur silencieux vient encore de frapper. Trois jeunes, âgés entre 21 et 26 ans, ont été retrouvés vendredi sans vie, asphyxiés par des émanations de monoxyde de carbone, dans un appartement à la cité «Emir Abdelkader» de Frenda, à quelque 50 km au sud-ouest de Tiaret. Les corps des victimes ont été évacués vers la morgue de l'hôpital «Ibn Sina» de Frenda. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de ce terrible drame.



Bordj Badji Mokhtar

Reddition d'un terroriste

Un terroriste s'est rendu vendredi aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar (6e Région militaire), avec en sa possession un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, un chargeur et une quantité de munitions, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des services de sécurité de l'Armée nationale populaire, le terroriste dénommé Okbaoui Cherif, dit +Tayaa Ould Mohamed+, s'est rendu, le 22 octobre 2021, aux autorités militaires à Bordj Badji

Mokhtar (6e Région militaire)», note la même source, précisant que «ledit terroriste, qui a rallié en 2008 les groupes terroristes actuant au nord du Mali, avait en sa possession un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, un chargeur et une quantité de munitions».

Cette opération «réitérè, encore une fois, l'efficacité de l'approche adoptée par l'ANP et les efforts consentis par nos Forces armées sur le terrain afin de venir à bout du fléau du terrorisme dans le pays et asseoir la sécurité et la quiétude à travers l'ensemble du territoire national», conclut le communiqué du MDN.

Chlef

Deux morts dans deux accidents de train

Deux personnes ont trouvé la mort dans deux accidents de train survenus dans les communes d'Oued Sly et Boukadir, à l'Ouest de Chlef, indique un communiqué de la direction de la Protection civile de la wilaya.

Le premier accident a été signalé vendredi soir aux environs de 19H00 à l'entrée Est de la commune d'Oued Sly, où un homme (50 ans) a été mortellement percuté par un train de transport de voyageurs reliant Alger à Oran. La victime a ren-

du l'âme sur place. Le 2eme accident, survenu samedi matin aux environs de 8H00 à la cité de la gare de la commune de Boukadir, a fait un mort, un soixantenaire après avoir été percuté par le train Coradia, en direction d'Oran, est-il ajouté dans le même communiqué.

Une enquête a été ouverte par les services sécuritaires compétents de la wilaya pour déterminer les circonstances exactes de ces deux accidents, a conclu le document.

Illizi

Une jeune fille se noie dans une mare d'eau

Le corps sans vie d'une jeune fille (20 ans) noyée dans une mare d'eau à l'Oued Djarat, périphérie de la ville d'Illizi, a été repêché par les éléments de la Protection civile, ont rapporté samedi les services de ce corps constitué.

Les agents de la Protection civile sont intervenus suite à un appel de détresse lancé, pour récupérer le corps de la jeune fille noyée dans une mare d'eau.

Le corps de la victime a été transféré à la morgue de l'hôpital "Targui wantimidi" du chef-lieu de wilaya, selon la même source.

Les services de la Protection civile ont lancé, suite à cet incident, un appel quant aux risques de baignade dans ce genre de plans d'eau.

Les services de sécurité compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes de cet incident.

Un réseau démantelé

Escroquerie et chantage sur des hommes d'affaires

Un réseau spécialisé dans l'escroquerie et le chantage pratiqué sur des hommes d'affaires par l'usurpation de l'identité de hauts responsables de l'Etat a été démantelé à Alger, a appris l'APS auprès d'une source sécuritaire.

Cette opération de démantèlement, qualifiée de "qualitative", a permis l'arrestation de six (6)

individus et la saisie de 210 millions Da (21 milliards de centimes) et cinq (5) voitures de luxe, précise la même source, affirmant que les individus formant réseau ont été traduits jeudi dernier devant le tribunal de Bir Mourad Raïs où il a été ordonné leur placement en détention provisoire.

Washington cherche à prévenir l'escalade des tensions sur Taïwan

Les Etats-Unis ont semblé soucieux vendredi de prévenir une escalade des tensions avec la Chine, assurant que la politique américaine à l'égard de Taïwan n'avait pas changé au lendemain de l'engagement de Joe Biden à défendre l'île en cas d'agression chinoise.

Le président américain "n'an nonçait pas de changement dans notre politique", a assuré la porte-parole de la Maison Blanche Jen Psaki. "Nous respecterons nos engagements pour permettre à Taïwan de se défendre et nous continuerons à nous opposer à tout changement unilatéral du statu quo", a-t-elle ajouté. Elle faisait ainsi écho aux propos, tenus plus tôt vendredi depuis le siège de l'Otan à Bruxelles, du secrétaire américain à la Défense Lloyd Austin. "Comme nous l'avons fait dans le passé sous de multiples administrations, nous continuerons d'aider Taïwan avec tous les types de capacités militaires dont il aurait besoin pour se défendre lui-même", avait-il souligné. "Nous restons donc concentrés sur ces mesures. Et je ne vais pas m'engager dans des spéculations d'aucune sorte en ce qui concerne Taïwan", a-t-il ajouté.

Interrogé jeudi sur la possibilité d'une intervention militaire américaine pour défendre Taïwan en cas d'attaque de la Chine, Joe Biden avait répondu par l'affirmative: "Oui, nous avons un engagement en ce sens", avait-il affirmé. La déclaration du président américain paraissait contredire la politique de longue date des Etats-Unis dite "d'ambiguïté stratégique". En vertu de celle-ci, Washington aide Taïwan à cons-

truire et renforcer ses défenses mais sans promettre explicitement de venir à son aide en cas d'attaque. La Chine considère l'île de 23 millions d'habitants, qu'elle ne contrôle pas, comme une de ses provinces en attente de réunification avec le reste du pays, et les propos de Joe Biden ont été mal accueillis à Pékin. "Sur les questions liées à ses intérêts fondamentaux, comme sa souveraineté et son intégrité territoriale, la Chine ne laissera aucune place au compromis", a affirmé Wang Wenbin, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. "Nous exhortons la partie américaine (...) à agir avec prudence sur la question de Taïwan et de s'abstenir d'envoyer des mauvais signaux aux militants indépendantistes taïwanais afin de ne pas nuire gravement aux relations sino-américaines", a-t-il ajouté. Le porte-parole de la diplomatie américaine Ned Price s'est abstenu de répondre à Pékin. "Nous ne pouvons pas être plus clairs sur notre position", s'est-il contenté de dire vendredi. Ce n'est pas la première fois que les Etats-Unis s'engagent à défendre Taïwan. Joe Biden avait déjà fait cet été une promesse similaire, parlant "d'engagement sacré" à défendre les alliés de l'Otan, au Canada et en Europe, et "de même avec le Japon, la Corée du Sud et Taïwan".

UN «TON PLUS DUR»

Déjà en 2001, George W. Bush avait déclaré qu'il défendrait Taïwan "quoi qu'il en coûte". Les nouveaux propos de M. Biden, qui a une grande expérience des relations internationales et siégeait à la commission des Affaires étrangères du Sénat lors de l'adoption en 1979 de la loi sur les relations avec Taïwan, pourraient n'être qu'une réaffirmation de l'ambiguïté stratégique américaine. "Je soupçonne que Biden ne cherchait pas à annoncer un quelconque changement", déclare à l'AFP Richard McGregor, chercheur du cabinet de recherche australien Lowy Institute. "Soit il n'a pas fait attention à ce qu'il disait, soit il a délibérément voulu prendre un ton plus dur, en raison de la façon dont Pékin a renforcé son harcèlement militaire de Taïwan ces derniers temps." Les incursions d'avions de guerre chinois se sont multipliées récemment dans la zone d'identification de défense aérienne (Adiz) de l'île, notamment lorsqu'un nombre record de 149 vols ont traversé la zone de défense aérienne du sud-ouest de Taïwan en quatre jours, alors que la Chine célébrait sa fête nationale.

Interrogé sur le fait de savoir si les Etats-Unis seraient en mesure de faire face au développement des programmes militaires en Chi-



ne, Joe Biden a également répondu par l'affirmative. "La Chine, la Russie et le reste du monde savent que nous disposons de la plus puissante capacité militaire du monde", a-t-il ajouté. Il a cependant réitéré sa volonté de ne pas s'engager dans une nouvelle guerre froide avec Pékin.

Les deux pays s'opposent frontalement sur beaucoup de dossiers mais la question taïwanaise est souvent considérée comme la seule susceptible de provoquer une confrontation armée. Taïwan jouit d'un système politique démocratique. Le

territoire insulaire est dirigé depuis 1945 par un régime (la "République de Chine") qui s'y était replié après la victoire des communistes en Chine continentale en 1949, à l'issue de la guerre civile chinoise.

Les Etats-Unis reconnaissent depuis 1979 la République populaire de Chine, au détriment de Taïwan mais le Congrès américain impose parallèlement de fournir des armes à l'île pour sa défense. Le président chinois Xi Jinping a cependant réaffirmé récemment sa volonté de parvenir à une réunification "pacifique".

Liban

Deux ans après la contestation, l'opposition mise sur les législatives



Deux ans après un mouvement de contestation inédit au Liban, les militants de l'opposition espèrent que les législatives du printemps prochain pourront ébranler la classe politique traditionnelle, même s'ils reconnaissent que les chances d'un changement notable sont minces.

Le 17 octobre 2019, des centaines de milliers de Libanais étaient descendus dans les rues pour réclamer le départ des dirigeants en place depuis la fin de la guerre civile en 1990, accusés d'incompétence et de corruption. Mais les manifestations monstres se sont progressivement estompées sur fond de répression musclée, de

crise économique sans précédent, aggravée par la pandémie de Covid-19, et après l'explosion dévastatrice au port de Beyrouth l'an dernier. Pour sa part, la classe dirigeante reste soudée malgré ses divergences, notamment pour faire obstacle à l'enquête sur l'explosion qui a fait plus de 200 morts et dévasté des quartiers entiers de la capitale. Le 14 octobre, le puissant mouvement chiite Hezbollah a fait défiler ses partisans et ceux de son allié, le mouvement Amal, au cœur de Beyrouth pour réclamer le remplacement du juge chargé de l'enquête. Des manifestants ont soudainement essuyé des tirs, faisant sept morts.

UNIFIER LES GROUPES DE L'OPPOSITION

"Nous avons tout essayé face à cette classe politique: les manifestations, les sit-in, la poursuite des ministres et des députés dans les cafés et les restaurants, les blocages de route... Rien n'y fait", affirme à l'AFP Firas Hamdane. Cet avocat, défenseur de militants arrêtés lors des protestations, a eu le cœur transpercé par une balle lors de la répression d'une manifestation au lendemain de l'explosion au port le 4 août 2020. Pour lui, "les élections législatives constitueront une étape très importante dans la confrontation" entre "ceux qui veulent édifier un Etat" et une classe politique "formée de voleurs et d'assassins qui ne connaissent que le langage des armes, de la destruction et du sang".

La contestation a donné naissance à une multitude de mouvements et de partis embryonnaires, ralliant également des partis traditionnels qui se sont désolidarisés de la classe au pouvoir, comme le parti Kataeb, dont trois députés ont démissionné à la suite de l'explosion au port. Même si tous appellent à un changement politique, ces groupes ne sont pas d'accord sur le moyen d'y parvenir, et divergent sur plusieurs questions fondamentales, comme celle des armes du Hezbollah pro-iranien. Zeina Helou, membre du bureau politique d'un groupe nouvellement créé par des militants, Lana (Pour nous), estime qu'il est nécessaire d'entamer une nouvelle étape visant à unifier les groupes de l'opposition en vue des élections. Elle explique que les législatives prévues au printemps 2022 constitueront "une nouvel-

le bataille dans la guerre ouverte" contre le pouvoir. "La confrontation sera difficile", reconnaît la militante, et "ne se déroulera pas à armes égales", l'opposition ne disposant pas des moyens matériels et logistiques du pouvoir qui profite également d'une loi électorale taillée sur mesure. Certains reprochent toutefois aux groupes de l'opposition leur manque de coordination et de mobilisation en vue des élections.

FATIGUE SOCIALE

Depuis l'automne 2019, les Libanais sont soumis à des restrictions bancaires draconiennes qui les empêchent d'avoir librement accès à leur argent, tandis que la monnaie locale a perdu plus de 90% de sa valeur par rapport au dollar sur le marché noir. Près de 80% de la population vit désormais dans la pauvreté sur fond d'une inflation galopante et de graves pénuries de médicaments, de carburant et de courant. Au lieu de l'affaiblir, la crise a par ailleurs renforcé le clientélisme, les partis traditionnels distribuant des aides en tous genres à leurs partisans. La chute libre de l'économie, l'insécurité et l'effondrement des services publics de base ont aussi poussé un grand nombre de familles et de jeunes à l'émigration. Pour Hilal Khachan, professeur de sciences politiques à l'Université américaine de Beyrouth, "les gens vivent une période de fatigue sociale et ont compris que le changement ne viendrait pas facilement" alors que le pouvoir "reste solide". Et la chercheuse et professeure Rima Majed renchérit: tant que le pays est aux mains de "ceux qui détiennent les armes, l'argent et les milices, ceux qui pensent que les élections changeront le système se trompent".

AÏN DEFLA

Agressions et trafic de drogue: démantèlement d'un réseau à Djendel



Les services de sécurité d'Aïn Defla ont démantelé récemment à Djendel (44 km au sud-est du chef-lieu de wilaya) un réseau criminel composé de 6 individus versés dans les agressions, le vol et le trafic de drogue, a-t-on appris vendredi auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya (CCRP). Suite à des plaintes de citoyens, dont de nombreux mineurs de la commune de Djendel, ayant fait l'objet d'agressions et de vol de la part des membres de la bande en question, les services de

la police judiciaire de la Sûreté de daïra ont mis au point un plan pour les neutraliser, a-t-on indiqué.

Les investigations poussées ont permis aux policiers, activant en coordination avec le parquet de Khémis Miliana, d'identifier les membres du réseau, tous des repris de justice qui s'adonnaient à leurs actes répréhensibles à partir d'une habitation située au quartier «la cadette» de la ville de Djendel, a-t-on fait savoir. La mise hors d'état de nuire de ce réseau est intervenue jeudi dernier lorsque les policiers, munis d'un mandat de per-

quisition délivré par les autorités judiciaires compétentes, ont assiégé l'habitation en question avant d'y pénétrer, arrêtant les six membres du réseau, âgés entre 19 et 31 ans, a-t-on précisé.

Une quantité de kif traité, des couteaux à cran d'arrêt et une cagoule ont été saisis, lors de la même opération. Présentés jeudi devant les instances judiciaires compétentes de Khémis Miliana, les mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt dans l'attente de leur jugement, a-t-on conclu de même source.

BOUIRA

Une femme chute d'un olivier

Farid Haddouche

Les éléments de la Protection civile de l'unité secondaire de la commune de Bouderbala, sont intervenus avant-hier, en fin de journée, vers 17h, afin de porter

secours à une femme qui est tombée du haut d'un olivier.

La victime qui souffrait de multiples fractures a été évacuée par les secouristes aux urgences du Centre hospitalier «Amar Ouamrane» de Lakhadaria. Il est

à noter que c'est le premier accident qui a été signalé, à cause de la cueillette d'olives dont la campagne n'a pas encore débuté. Ces accidents vont de la simple éraflure, aux fractures et autres graves traumatismes.

Six blessés dans une collision

F. H.

Une collision entre 2 voitures s'est produite, avant-hier à la tombée de la nuit, sur la RN 62, dans la commune de Sour El

Ghozlane, situé à une cinquantaine de kilomètres au sud du chef-lieu de wilaya. L'impact du choc a provoqué des blessures à 6 personnes, âgées entre 22 et 60 ans. Les éléments de la Protection

civile de la commune de Sour El Ghozlane sont intervenus, pour porter les premiers soins aux 6 blessés et les évacuer aux urgences du Centre hospitalier des «frères Yahiaoui» de Sour El Ghozlane.

BATNA

Université : journées nationales sur la Covid-19

L'unité d'hospitalisation à domicile de l'hôpital de Batna a contribué à la prise en charge de plus de personnes infectées par la pandémie et à faire baisser la pression sur les établissements de santé, ont souligné des participants aux premières journées nationales sur la Covid-19 organisées à l'Université de Batna1.

Des participants à la manifestation qui a débuté, hier jeudi, dans la soirée, dont le professeur Makki Yahya, virologue à l'hôpital de Lyon en France, ainsi que le président de la Société nationale des maladies internes, le professeur Malik Rachid, ont souligné que l'expérience d'hospitalisation à domicile des malades atteints du coronavirus a contribué efficacement à prodiguer les soins nécessaires à domicile, et en même temps, à permettre

aux médecins d'orienter leurs efforts vers les cas hospitalisés en réanimation.

La responsable de la rencontre scientifique, responsable de l'unité d'hospitalisation à domicile des malades de la Covid-19 de l'établissement public hospitalier de Batna, le Pr Nora Riggi, spécialiste des maladies infectieuses, a relevé que «l'unité, qui est une expérience unique au niveau national, a été créée à Batna, en juillet 2020 et son objectif principal était de soigner les malades à domicile, en présence de leur famille». Elle a fait savoir que l'expérience de la prise en charge des malades à distance a contribué à rompre la chaîne de l'infection et prévenir sa propagation, d'éviter les complications aux malades et de mieux les soutenir psychologiquement au sein de leur famille.

Revenant sur la manifestation

scientifique organisée sous le thème «Covid-19, pour une meilleure prise en charge, réalités et perspectives», la même spécialiste a souligné que la rencontre a permis un échange et un partage des expériences relatives au traitement de l'infection entre des spécialistes nationaux et étrangers.

La rencontre scientifique a été organisée sous la supervision de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et en coordination avec la Société algérienne des maladies infectieuses et la Société nationale des maladies internes.

Des médecins de différentes régions du pays et de l'étranger y ont participé. En marge de la rencontre, un espace a été réservé à la vaccination contre le virus. Les spécialistes ont rappelé que le vaccin demeure le meilleur moyen de prévention contre le coronavirus.

OUARGLA

Sortie en décembre de la première promotion de médecins

La sortie de la première promotion de médecins est attendue au mois de décembre prochain à l'Université Kasdi Merbah d'Ouargla (UKMO), a-t-on appris samedi auprès des cadres de cet établissement de l'enseignement supérieur. Cette promotion est composée de 37 lauréats ayant accompli leur cursus au niveau de la faculté de médecine de l'UKMO qui a ouvert ses portes lors de la rentrée universitaire 2014/2015, a indiqué à l'APS le vice-doyen de la même faculté et maître assistant hospitalo-universitaire, Dr. Adib Nouicer, en marge d'une rencontre régionale sur le développement du système national de santé.

Ces futurs médecins ont bénéficié de l'encadrement pédagogique théorique et pratique nécessaire, en collaboration avec le secteur de la santé dans la wilaya, a-t-il ajouté. M. Nouicer a, dans le même sillage, exprimé, sa gratitude pour la contribution de l'hôpital militaire régional universitaire d'Ouargla à l'accompagnement de la faculté de médecine d'Ouargla, en matière de suivi des stages pratiques périodiques ainsi que le rôle positif du corps médical militaire dans la formation des étudiants de la faculté. D'autres praticiens ont, à cette occasion, souligné l'importance de la réalisation du projet du Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Ouargla non seulement pour promouvoir les prestations de santé dans la région Sud-est du pays, mais aussi de satisfaire les besoins de la faculté de médecine qui sera renforcé prochainement par de nouvelles installations pédagogiques, dont les travaux sont en cours d'exécution. Organisée à l'Institut national de formation supérieure paramédicale (INFSP), en vidéoconférence, la rencontre s'est déroulée en présence des praticiens de la santé publique et représentants d'organisations de la société civile de la wilaya d'Ouargla, en plus des participants issus des wilayas de Tougourt, Tamanrasset, Illizi, Laghouat, Ghardaïa, In-Salah, In-Guezam et Djanet.

La rencontre a été marquée par l'organisation de six ateliers portant sur les différents thèmes notamment le développement des activités de santé publique (prévention, promotion et protection), la gouvernance et gestion des établissements de santé, les personnels de santé (gestion des carrières), a précisé le directeur de la santé local, Tarek Belbey.

La formation et la valorisation des ressources humaines, le financement des activités des établissements publics, les médicaments et les équipements de santé sont d'autres thèmes retenus aux travaux de cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre d'une série d'assises régionales initiées par le ministère de tutelle, a ajouté le même responsable. Elle sera sanctionnée par des recommandations en prévision d'une prochaine rencontre nationale visant à débattre la mise en œuvre des dispositions de la loi sur la santé, a-t-il fait savoir.

TAMANRASSET

Ouverture de la saison touristique saharienne

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi a annoncé, vendredi, depuis Tamanrasset, la formation d'une commission conjointe avec le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, en vue de réviser les tarifs des prestations des hôtels et œuvrer à leur plafonnement, afin qu'ils soient à la portée des citoyens, dans le but de renforcer le tourisme interne. Inspectant l'hôtel «Tahat», après sa réouverture suite à une opération de réhabilitation, le ministre a indiqué que le secteur du Tourisme et de l'Artisanat repose, en premier degré, sur la relance du tourisme interne, à travers l'attraction des touristes et la vulgarisation des grandes potentialités touristiques à travers différentes régions du pays, et ce à travers l'intensification des voyages touristiques, la révision et le plafonnement des tarifs des hôtels.

Pour le ministre, Tamanrasset est «un pôle touristique par excellence et il importe d'accorder davantage d'intérêt aux potentialités dont elle dispose, étant donné qu'elle a connu une certaine récession dans l'attraction des tou-

ristes». A ce titre et répondant aux préoccupations des opérateurs touristiques locaux à Tamanrasset concernant la relance de la dynamique touristique dans la région, M. Hamadi a mis l'accent sur l'accompagnement de toutes les agences, en vue de relancer leurs activités, d'autant qu'elles doivent travailler d'arrache-pied, en vue d'attirer le plus grand nombre possible de touristes.

Concernant l'afflux des touristes étrangers, le ministre a précisé que «l'obtention du visa collectif est accessible à toutes les Agences de tourisme agréées qui doivent initier leur demande en vue d'attirer un grand nombre de ces touristes, notamment ceux qui s'intéressent au tourisme d'aventure et culturel disponibles dans la wilaya de Tamanrasset», plaidant à ce propos pour sa promotion et la commercialisation des divers produits touristiques. Les opérateurs du tourisme ont également relevé la nécessité d'assurer, au profit des jeunes, des opportunités de formation dans le domaine du tourisme saharien, à l'instar des guides et des accompagnateurs des touristes.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

17 rabie aouel 1443

El Fedjr 05h37	Dohr 12h32	Assar 15h35	Maghreb 18h03	Icha 19h22
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Bousfer et Mers El Kebir Distribution prochaine de 532 logements sociaux

D. B.

Plus de 530 logements sociaux répartis entre les communes de Bousfer et Mers El Kebir seront distribués prochainement à leurs bénéficiaires, a-t-on appris hier des services de la wilaya. Il s'agit de 500 logements pour la commune de Bousfer et 32 logements pour la commune de Mers El Kebir. Nos sources indiquent qu'il est prévu l'affichage des listes dans les tout prochains jours. Cette attribution intervient après l'affichage il y a quelques jours des listes des bénéficiaires des 500 logements à El Ançor. Au total, un quota de 1.032 logements répartis sur trois communes de la daïra de Aïn El Turck sera distribué aux mal-logés. Ainsi, il est prévu l'attribution de 500 logements pour les habitants d'El Ançor, 500 autres à ceux de Bousfer et 32 logements pour les habitants de Mers El Kebir. Sans toutefois fixer une date exacte, nos sources indiquent que les opérations de distribution seront lancées à partir du mois prochain à l'occasion de la célébra-

tion de la fête du 1^{er} Novembre.

Selon nos sources, la réalisation de ces logements a été achevée. Les opérations de raccordement aux réseaux divers (eau, électricité et gaz) sont aussi achevées. Une opération pour déterminer les locaux à l'intérieur de ces sites d'habitat a été lancée. Ces locaux devront abriter des équipements publics, notamment une polyclinique, une antenne communale, un bureau de poste, deux agences de Sonelgaz et de la Société de l'eau et d'assainissement d'Oran (SEOR). Une commission de wilaya composée de représentants du wali d'Oran et de différentes directions de l'habitat, de l'urbanisme, de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) a procédé à une opération de contrôle et d'inspection des différents programmes d'habitat prévus pour leur attribution.

Il importe de noter que le wali a instruit auparavant les commissions de daïra de réactiver l'étude des dossiers de demandeurs de logements sociaux. L'enquête ménage, qui a été suspendue en rai-

son de la crise sanitaire, a été ainsi relancée dans la daïra de Aïn El Turck et ce, pour tenter de recenser les mal-logés et, pour le besoin, débusquer et écarter les fraudeurs qui tentent d'induire en erreur ladite commission. Pour l'attribution de ces programmes, les autorités ont été confrontées à un compliqué dilemme pour confectionner les listes des bénéficiaires et ce, en raison du faible quota dont dispose cette daïra face à la forte demande des postulants. En effet, selon les mêmes sources, plus de 8.000 dossiers ont été déposés par les mal-logés des seules communes de Bousfer et d'El Ançor. Un véritable casse-tête pour les gestionnaires de ce dossier. Au cours du mois de décembre dernier, lors d'un exposé présenté à l'ex-wali d'Oran sur l'état des chantiers de construction de logements dans la daïra de Aïn El Turck, les services de l'OPGI avaient indiqué que plus de 1.500 logements répartis sur les communes de Aïn El Turck, Bousfer et El Ançor seront réceptionnés au courant de l'année prochaine (NDLR : cette année).

USTO et Gambetta

Deux tentatives de squat d'espaces publics avortées

K. Assia

Les services de la délégation communale Hamou Boutléïs ex-Seddikia en collaboration avec les services de la police sont parvenus à mettre en échec deux tentatives de squat d'espaces publics. La première opération concerne une extension illicite effectuée à la cité 1.240 logements dans le quartier de l'USTO où un espace a été carrément squatté, ont indiqué des sources responsables précisant qu'une clôture a été érigée ce qui a contraint les services concernés à la démolir et à libérer la voie. La seconde tentative a été avortée au niveau de la place Gambetta après le squat d'un espace vert. En effet, la lutte contre

l'occupation illicite de toute superficie bien public est lancée à travers plusieurs quartiers de la ville d'Oran. Le mois dernier, les mêmes services avaient démoli une clôture érigée dans un espace vert à la cité 500 logements.

Dans le secteur du centre-ville, une tentative de squat d'une bâtisse désaffectée située dans le quartier des Aurès ex-Bastille a été avortée par les services de la délégation communale El Emir en collaboration avec les services de la 16^{ème} sûreté urbaine. Les personnes impliquées, des marginaux avaient percé un trou dans le mur de cette bâtisse dont les occupants ont été relogés dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire en

squat illicite. Sur ce, ils ont été interpellés et des procédures ont été prises à leur encontre.

En août, deux tentatives de squat d'espaces publics ont été avortées dans le centre-ville par les mêmes services. La première opération a ciblé la rue Serrar Mohamed dans le quartier de Saint Pierre où un mur en parpaings avait été érigé pour la construction d'une habitation illicite, pas loin de l'ancien siège de la 17^{ème} sûreté urbaine. La deuxième opération avait été menée au niveau du passage Clausel à la rue Khémisti par les agents de la délégation sus-citée en collaboration avec les services de la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement (PUPE).

La police sensibilise à l'école Selmane El Farissi à Canastel

La sécurité routière thème de la campagne

K. Assia

Depuis la rentrée scolaire, les actions de sensibilisation au profit des élèves tous paliers confondus se multiplient. Jeudi, c'est à l'école Selmane El Farissi dans le quartier de Canastel que les services de la sûreté d'Oran ont lancé leur campagne placée sous le

slogan « ma sécurité est ta responsabilité ». Pilotée par l'officier Touati de la cellule de la communication et des cadres du service de la voie publique, l'opération de sensibilisation a ciblé une centaine d'écoliers et a porté sur le danger de la route. Les policiers ont axé sur la prévention, la sécurité routière et ont expliqué les consi-

gnes à suivre pour éviter les accidents notamment en leur apprenant comment traverser la route. Une centaine de dépliants mentionnant tous les gestes de prévention leur ont été distribués. A noter que ces campagnes d'information sont largement saluées par les parents d'élèves et également le staff administratif et le corps enseignant.

Trois dealers arrêtés et 200 comprimés psychotropes saisis

Trois dealers âgés entre 23 et 31 ans ont été arrêtés par les services de la 7^{ème} sûreté urbaine dans deux opérations effectuées dans le cadre de la lutte contre la criminalité. La première affaire concerne un dealer de 30 ans arrêté, après des investigations approfondies, en possession d'un sac contenant du kif traité, 140 comprimés psychotropes, un montant de 10.000 dinars et une arme blanche. Dans la seconde opération, deux dealers ont été aussi ap-

préhendés à bord d'une moto en possession de 60 comprimés psychotropes, ce qui porte la quantité

globale à 200 comprimés. Ils seront présentés au tribunal à l'issue de l'enquête.

K. Assia

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Benchikhi Nacera, 35 ans, Aïn El Beïda
Alaoudi Fatima, 64 ans, Oran
Benti Djilali Khadoudja, 86 ans, Oran
Beljerou Said, 80 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

17 rabie el aouel 1443

El Fedjr
05h53

Dohr
12h47

Assar
15h52

Maghreb
18h20

Icha
19h38



Cyber-harcèlement

Le mouvement associatif sensibilise les adolescents

J. Boukraa

Le cyber-harcèlement, méconnu du grand public il y a quelques années, tend ces derniers temps à devenir un vrai fléau social. Intimidation, chantage, harcèlement ou encore usurpation d'identité sont autant de crimes commis sur la Toile. La protection des données et des personnes sur internet s'impose comme une urgence. Ainsi et dans le cadre du projet « Les jeunes c'est la solution » porté par l'association Santé Sidi El Houari «SDH» et soutenu par l'UNICEF Algérie, a été organisée hier samedi une campagne de sensibilisation sous le slogan: «Ensemble contre le cyber-harcèlement», au profit des adolescents de 12 à 15 ans, a-t-on appris de Mme Assia Brahimi, présidente de la dite association. Des ateliers sur le kit de l'innovation et de l'expression UNICEF, des jeux et des pièces de théâtre étaient au menu. Notons que le cyber-harcèlement est défini comme « un acte agressif, intentionnel

perpétré par un individu ou un groupe d'individus au moyen de formes de communication ». La loi n°20-05 du 28 avril 2020 relative à la prévention et à la lutte contre la discrimination et le discours de haine comprend 48 articles, répartis en 7 chapitres, traite les mécanismes de prévention contre la discrimination et le discours de haine. Cette loi prévoit une peine d'emprisonnement de deux (2) ans à cinq (5) ans et une amende de 200.000 DA à 500.000 DA, pour quiconque produit, fabrique, vend, propose à la vente ou à la circulation des produits, des marchandises, des imprimés, des enregistrements, des films, des cassettes, des disques ou des programmes informatiques ou tout autre moyen portant toute forme de discours pouvant provoquer la commission des infractions prévues par la loi. Ces dispositions s'ajoutent au nouveau dispositif d'incrimination et de répression de la diffusion et de la propagation de fausses informations portant atteinte à l'ordre et à la sécurité publics.

Nouveau complexe sportif Plantation de 23 hectares de l'espace extérieur avant la fin novembre

Les travaux d'aménagement de l'espace situé en face du complexe sportif en cours de réalisation à Oran et qui s'étend sur une superficie de 23 hectares, «avancent bien» avec comme objectif la plantation de centaines d'arbres avant la fin du mois de novembre prochain, a indiqué le wali d'Oran. Cette opération a été confiée à une entreprise spécialisée locale qui a ouvert ce chantier il y a quelques semaines et qui devrait achever ses tâches avant le 31 novembre, a indiqué Saïd Sayoud à la presse, en marge de sa visite aux chantiers du complexe sportif d'Oran jeudi. Le lancement de ce chantier intervient suite aux instructions données par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderahmane, lors de sa récente visite de travail sur les lieux. Des décisions importantes ont été prises, au terme de cette visite, pour relancer le projet et

lever toutes les contraintes qui avaient freiné la cadence des travaux, a souligné le wali. Parallèlement au lancement des travaux d'aménagement extérieur du complexe sportif, des travaux du même genre seront lancés dans les prochains jours à l'intérieur de cette infrastructure.

Cela a été rendu possible grâce à la démolition, lors des précédents jours, de la base de vie installée par l'entreprise chinoise réalisatrice du projet, a encore précisé M. Sayoud. Le complexe sportif d'Oran, composé entre autres d'un stade de football de 40.000 places, une salle omnisports, un centre nautique et un stade d'athlétisme, devra être réceptionné avant le 31 décembre prochain, soit avant six mois de la 19^e édition des Jeux méditerranéens qu'abritera la ville du 25 juin au 5 juillet 2022, rappelle-t-on.

Pour économiser jusqu'à 60% d'énergie Des points lumineux remplacés par des lampes LED à Misserghine

J. Boukraa

Une opération de remplacement des anciennes lampes à vapeur de mercure qui consomment beaucoup d'énergie par des lampes LED sera lancée aujourd'hui dimanche au niveau de quelques quartiers et rues de la commune de Misserghine. Selon un communiqué de la commune, l'opération va toucher la cité Mobilart Zabana, le boulevard Emir Abdelkader, la cité les Amandiers, la cité Benzerdjeb, l'ancienne cité, la cité les Martyrs ainsi que les stades de proximité. Intégrer les LED dans le dispositif d'éclairage public permettrait d'économiser jusqu'à 60% d'énergie par rapport aux lampes à vapeur de mercure, à niveau d'éclairage égal. Ce type d'éclairage est une alternative écologique et économique car les lampes LED peuvent non seulement durer très longtemps mais aussi consommer nettement moins d'énergie que les lampes classiques. L'action se poursuivra pour toucher l'ensemble des autres cités, précise la même source.

Les LED (Light-emitting diode) ou DEL en français (Diode électroluminescente) sont une technologie d'éclairage qui présente des avantages nombreux comparées aux ampoules classiques (ampoules à incandescence). A puissance lumineuse égale, elles consomment dix fois moins et durent 12 à 15 fois plus longtemps et représentent une solution technologique au rendement très élevé qui commence déjà à faire ses preuves. En Effet, l'éclairage public est un véritable gouffre financier pour les communes. La facture de l'éclairage public des collectivités locales de toute la wilaya se chiffre en millions de dinars. Pour minimiser ces dépenses et répondre aux doléances des citoyens en matière d'éclairage public, les services concernés de certaines communes ont opté pour l'utilisation des lampes LED pour l'éclairage des rues. Une opération de remplacement des anciennes lampes à vapeur de mercure qui consomment beaucoup d'énergie a déjà été lancée il y a trois années dans la commune d'Oran.

TLEMCEM

Des projets remis aux calendes grecques

Khaled Boumediene

Le tramway, le CHU et le complexe omnisports gelés en raison de la chute brutale des prix de baril de pétrole en 2014 et 2015, semblent être renvoyés aux calendes grecques. Les habitants attendent avec impatience une décision saluante de la part des pouvoirs publics pour la levée du gel sur ces projets concernant les transports, la Santé et la Jeunesse et sports. La situation financière difficile avait empêché le lancement des travaux. La question qui taraude aujourd'hui l'esprit: est-ce que ces projets seront-ils un jour lancés ? Il faut rappeler que le projet de tramway de Tlemcen qui devait concilier amélioration de la mobilité et requalification urbaine, pour transformer sensiblement le cadre et la qualité de vie dans cette grande agglomération qui fait partie du groupement Mansourah, Chetouane et Tlemcen, a été confié à l'entreprise du Métro d'Alger, suite à une étude de faisabilité en 2015 d'un montant de 36 millions DA, pour l'insertion d'un tramway pour une population de plus de 300 000 habitants. Ainsi, trois variantes du tracé de ce tramway d'une distance totale de 21 km avec 33 stations et 57 rames avaient été proposées y compris celui devant relier Mansourah au centre-ville de Tlemcen, avec une bretelle vers la localité de Chetouane, selon une étude du groupement de bureaux d'études algéro-portugais Bétur-Ferconsult, pour opter pour les premiers tracés d'itinéraires envisageables de la ligne de tramway. L'étude avait prévu la mise en service de 57 ra-

mes pour le transport d'environ 3 000 voyageurs par heure à travers le périmètre urbain. «Vraiment, le tramway était un grand rêve de nombreux habitants de Tlemcen qui espéraient que l'implantation de lignes de tramway dans la ville contribuerait à la création de centres urbains dans une perspective de développement urbain durable. Ce projet devait également répondre aux problèmes de transport et à l'augmentation des besoins de mobilité de tous les habitants. Autrement dit, les interactions entre la morphologie urbaine du groupement de Tlemcen et les réseaux de transport peuvent dans le cas de nouveaux réseaux de tramway, faire émerger des territoires différents de ceux que nous connaissons à Tlemcen, Mansourah et Chetouane, relativement comparables en tailles. Les transports collectifs urbains et interurbains, tels le train, le tramway, le métro ou bus ont des effets positifs sur la demande de transport, sur le service de transport offert aux usagers, sur les valeurs immobilières le long des lignes de transport, sur les commerces, les emplois, mais aussi sur les espaces publics, sur la sécurité, sur l'image même de l'agglomération et encore sur le bruit, la pollution de l'air et la consommation d'énergie », explique un retraité de la direction des transports de Tlemcen.

Le second projet concerne la réalisation d'un CHU de Tlemcen, qui n'a pas lui aussi abouti depuis des années en raison du gel (avec quatre autres CHU d'Alger, Tizi Ouzou, Constantine et Ouargla), décidé par les pouvoirs

publics en 2015. Cette infrastructure hospitalière devait voir le jour à proximité du centre de transfusion sanguine et du centre anti-cancer ainsi que de la clinique d'ophtalmologie. L'étude avait été menée par 11 bureaux pour un montant global de 750 millions de dinars. «Dommage que ce CHU de 400 lits a été gelé. Il devait constituer un vrai pôle médical pour toute la région de Tlemcen, une fois les projets du CLCC, la clinique d'ophtalmologie et le CTS achevés ! Il devait aussi appuyer l'actuel CHU, qui date de l'époque coloniale et qui est aujourd'hui saturé», lance un père de famille, retraité de l'école paramédicale. Selon cet ancien enseignant, «ce CHU aurait pu apporter sa contribution dans la formation des étudiants et des internes en médecine et odontologie, ainsi que les élèves infirmiers, les sages-femmes, les aides-soignants, les ambulanciers et les kinésithérapeutes ». Le complexe omnisports frappé de la même mesure de gel était attendu par les sportifs de la wilaya de Tlemcen, qui devait bénéficier, au titre du programme complémentaire 2013, de cette grande réalisation sportive. Selon une fiche technique, ce complexe prévu dans la localité de Merazga (Hennaya) s'étend sur une superficie de 60 hectares. Il comporte entre autres un stade de 40 000 places doté de gazon synthétique, une piscine, une salle omnisports, ainsi qu'un vélodrome et d'autres terrains annexes.

La levée de gel sur ces projets constituera une vraie bouffée d'oxygène pour les habitants de la wilaya.

La télécabine reprend du service



L'exploitation commerciale de la télécabine de Tlemcen était programmée vendredi, après un arrêt de dix jours, a indiqué un communiqué de l'entreprise métro d'Alger (EMA). «L'entreprise métro d'Alger (EMA) et

l'entreprise de transport algérien par câbles (ETAC) informent les usagers que la reprise de l'exploitation commerciale de la télécabine de Tlemcen qui relie le Grand bassin à Lala Setti est prévue pour le vendredi 22 oc-

tobre 2021", souligne le document. Cette reprise intervient après un arrêt de dix (10) jours, du 12 au 21 octobre courant, suite à une opération de maintenance préventive et réglementaire, explique la même source.

CHLEF

La Formation s'ouvre au renouvelable

Bencherki Otsmane

La spécialité «montage et maintenance des plaques photovoltaïques» qui n'existait pas auparavant dans le cursus de formation des CFPA de la wilaya de Chlef fait son entrée cette année. Selon Dekkiche Abderazzak, directeur de la formation professionnelle, «cette nouvelle spécialité a été rendue possible grâce à l'acquisition d'équipements pédagogiques nouveaux propres à cette discipline ».

Des stages de courte durée sont destinés à former des techniciens dans l'installation et la maintenance de panneaux photovoltaïques. «A la fin de la formation, les apprenants doivent être capables d'installer, d'entretenir et de dépanner les systèmes de conversion des énergies renouvelables correctement », dira M. Dekkiche.

Pour rappel, les autorités de la wilaya qui ont pris conscience de l'indispensable recours aux énergies renouve-

lables ont opté pour l'énergie solaire. C'est ainsi que de nombreuses écoles ou de sites publics de la wilaya de Chlef sont éclairés grâce à l'énergie solaire.

Les panneaux solaires étant fabriqués à Oued Sly, les équipements réalisés à base de silicium monocristallin pur importés répondent aux normes internationales, dira M. Dekkiche.

Ils développeront au gré de la demande diverses puissances. Ce sont pas moins de 12.000 panneaux qui peuvent sortir chaque année des chaînes de cette usine si, évidemment, la demande existe. La Soprec s'est lancée aussi dans la fabrication des éléments électriques à forte valeur ajoutée entrant dans la composition des panneaux solaires. On cite, à titre d'exemple, les régulateurs de charge, les onduleurs et les batteries stationnaires.

Notre pays dispose du plus gros potentiel en matière d'énergie renouvelable à l'échelle régionale de même

que les capacités les plus appropriées au développement et à l'exploitation de ce potentiel énergétique vert. Ce potentiel demeure le plus important en terme de disponibilité et de puissance et, sans doute aussi, le plus compétitif à développer à l'avenir sous diverses formes. L'Algérie est en effet l'un des plus importants gisements d'énergie solaire au monde.

Par ailleurs, le directeur de la formation professionnelle exhorte les chefs d'entreprises à faire appel à cette main d'œuvre spécialisée dans le domaine des énergies renouvelables.

A noter que pour cette rentrée professionnelle, 9.000 nouveaux apprenants et stagiaires ont été enregistrés. Entre les anciens apprenants et stagiaires, les effectifs ont atteint plus de 14.000 dans les 25 centres de formation et les deux instituts dont dispose le secteur. Pour ce qui est de l'encadrement pédagogique, le secteur emploie 438 enseignants formateurs.

ADRAR

Consultations en orthopédie grâce à un jumelage inter-hôpitaux

Plus de 250 consultations médicales dans le domaine de la chirurgie orthopédique ont été effectuées cette semaine dans la wilaya d'Adrar, dans le cadre du jumelage inter-hôpitaux, a-t-on appris du bureau de wilaya de l'association de l'élite nationale des sciences médicales (NEMS).

Clôturée vendredi, l'opération intervient dans le cadre du jumelage entre l'établissement hospitalier universitaire de Douéra (Alger) et les établissements hospitaliers d'Adrar, Reggane et Aoulef, a précisé le président du bureau de wilaya de l'association, Mustapha Layachi.

Elle a ciblé la prise en charge de maladies orthopédiques complexes chez l'enfant, à travers, dans une première phase, des consultations médicales, et, dans une

seconde étape, la sélection de cas nécessitant la programmation d'une intervention chirurgicale, a expliqué le Pr.Karim Hachelaf, chirurgien-orthopédiste à l'EHU de Douéra. L'opération a donné lieu à des consultations médicales sur des cas de maladies orthopédiques du dos et des articulations, ainsi que des cas nécessitant une pose de prothèse.

Tout en insistant sur la mise en place de structures médicales et de formation au niveau des établissements hospitaliers pour le diagnostic et le traitement de ce type de pathologie, le Pr.Hachelaf a souligné que l'action préventive implique aussi un diagnostic périnatal pour pouvoir déceler très tôt les symptômes de ce genre de pathologies et commencer à les traiter dès la naissance

afin d'éviter de graves complications pouvant nécessiter le recours à la chirurgie.

Une rencontre d'étude et de formation au profit des personnels médical et paramédical des services des urgences, ainsi que des sages-femmes et des spécialistes de la rééducation fonctionnelle, sur le dépistage précoce et le traitement de ce type de maladies, a été également organisée dans le cadre de ce jumelage inter-hôpitaux.

La mission médicale a visité, en outre, des structures hospitalières à Adrar, Reggane et Aoulef, pour s'enquérir des moyens humains et matériels disponibles pour la chirurgie orthopédique, notamment chez l'enfant, et des voies et moyens de les renforcer et les améliorer en prévision des prochaines initiatives de jumelage.

TINDOUF

De nouvelles structures pour la Santé

Le secteur de la santé dans la wilaya de Tindouf a été renforcé par une série de structures susceptibles d'améliorer les prestations offertes au citoyen, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Ces structures consistent en la réalisation d'un service mère-enfant d'une capacité de 60 lits déjà réalisé et d'un service d'hémodialyse de 24 lits devant être lancé prochainement après achèvement des études techniques, a affirmé le wali de Tindouf, Youcef Mahiout, lors d'une émission radiophonique.

Le wali a fait part aussi du choix du bureau d'études chargé de l'élaboration de l'étude d'un projet de réalisation d'un hôpital de 120 lits, ainsi que de la finalisation du cahier des charges d'un projet de réalisation d'une polyclinique au niveau de la cité El-Hikma, commune du chef lieu de wilaya.

La wilaya a programmé, en outre, des travaux de restauration et de réhabilitation des services de l'hôpital mixte «Si El-Haouès» dans le but d'améliorer son état général et les prestations médicales qui y sont assurées.

Le chef de l'exécutif local a signalé, par ailleurs, qu'une enveloppe financière a été affectée à la wilaya de Tindouf pour l'équipement des établissements de santé, dont la polyclinique de Hassi-Khebbi, en sus de l'acquisition d'un Scanner et de deux ambulances médicalisées.

Par souci d'une meilleure prise en charge des malades et leur évacuation dans de bonnes conditions vers les structures de santé hors-wilaya, le secteur va acquérir prochainement deux autres ambulances médicalisées, a annoncé M.Mahiout.

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah

suite et fin

DES SOLDATS TORTIONNAIRES. Guerre d'Algérie : des jeunes gens ordinaires confrontés à l'intolérable. Une recherche universitaire de Claude Juin. Media Plus Editions. Alger 2012. 364 pages, 1400 dinars

Près de deux millions de jeunes gens (de France) ont été appelés ou rappelés entre 1955 et 1962...pour aller «mettre fin à l'action des agitateurs (...), au règne de la terreur (...) et rétablir pour tous la sécurité et la confiance» au sein de départements «français».

Ils étaient partis, tout du moins au début, la fleur au fusil, croyant aller à la découverte de l'Orient... d'un pays dont, globalement, ils ignoraient l'existence. La population européenne, surtout les puissants lobbies colons,

La guerre d'Algérie en France (1955-1962) ou Les combattants du Fln en exil. Récit (romancé) de Ali Boukerma (Préface de Kamel Bouchama). Editions Juba, Alger 2017. 600 dinars, 159 pages.

Si la guerre d'Algérie en France n'a pas été aussi meurtrière (quantitativement) pour les Algériens que la guerre en Algérie même, elle a été presque aussi terrible... les militants nationalistes du Fln se retrouvant «immigrés», agissant dans des eaux hostiles à plusieurs

MASSINISSA. LA LÉGENDE BERBÈRE. Roman (historique) de Auguste Ngomo. Editions La Pensée, Tizi Ouzou, 2020, 302 pages, 850 dinars

Au commencement, il y a le demi-dieu Hercule mort quelque part en Espagne. Sa puissante armée, composée de divers peuples, désormais sans chef charismatique se dispersa... et un groupe de soldats constitué de Mèdes, de Perses et d'Arméniens, recherchant une terre d'accueil accostèrent sur les côtes nord de l'Afrique. Ils s'y installèrent. Les Perses vers l'Ouest et rencontrant les Gétules, peuple local, firent alliance... et se donnèrent le nom de Numides (les Nomades). Les Mèdes et les Arméniens firent alliance avec les Libyens... ils devinrent les «Maures»... Plus tard, cela a donné deux grands royaumes concurrents : à l'ouest le royaume des Massaesydes gouverné

Laghouat, la ville assassinée ou le point de vue de Fromentin. Roman (Récit romancé ?) de Lazhari Labter (préface de Daho Djerbal), Hibr Editions, Alger 2018, 250 pages, 700 dinars

Une terrible histoire qui s'est passée il y a longtemps, il y a très longtemps ! Un pan de l'histoire d'El-Aghouat (Laghouat)

Mars 1852 : Une armée (française) composée de 3.000 hommes et de 600 chevaux, renforcée de 100 spahis, 200 cavaliers et 1 800 dromadaires, 5 bataillons d'infanterie, 4 escadrons et d'une batterie de montagne établit son camp devant les murs de Laghouat... la ville alors dirigée par Benacer Benchohra (l'agha incontesté de la puissante confédération des Larbâa) qui a refusé toutes les offres de reddition. Un échec qui ne fut pas accep-

«LA TORTURE». Essai de Henri Alleg El Moudjahid M.Bourkaib, 2020

Ce livre-témoignage demeure un stupéfiant document sur la torture qu'avait subie, en 1957, Henri Alleg, né le 20 juillet 1921 à Londres et mort le 17 juillet 2013 à Paris. De son vrai nom Harry Salem, membre du Parti communiste algérien, directeur du quotidien «Alger républicain», il était tombé entre les mains des parachutistes français. Il faut imaginer les sévices qu'il a endurés : emploi de la gégène, roué de coups, le supplice de la baignoire, privé d'eau, de nourriture, d'hygiène élémentaire, Henri Alleg ne parlera pas. Il écrira un récit poignant pour en témoigner. Son arrestation date du 12 juin 1957. Les soldats l'attendaient au domicile de Maurice Audin, jeune assistant en mathématiques, lui aussi militant du PCA. Il mourra le 21 juin sous la torture.

Parmi les nombreux ouvrages qu'Henri

LEÇONS D'HISTOIRE... EN LIVRES

étant le tamis cachant le soleil... faisant accroire en une «patrie mise en danger» par des «Indigènes terroristes».

Huit années de guerre...trente mille d'entre eux y périrent... deux cent mille blessés ou gravement malades...

Pourquoi ? Parce que bien d'entre-eux furent confrontés rapidement à une triste et douloureuse réalité : l'exploitation des populations arabes par la population européenne, une surexploitation par les gros propriétaires et grands industriels, un apartheid déguisé, un racisme patent... et une résistance populaire des «Arabes» bien souvent insaisissables.

«En Algérie, (au sein de leur Armée et de la société européenne environnante qui vivaient dans un «totalitarisme ambiant»), ils n'ont pas découvert le mal, ils étaient plongés dedans»... plongés «dans la violence extrême», perdant sans le savoir, et pour les

niveaux : une forte population européenne, certes pas toute hostile (il y eut les «porteurs de valise» et beaucoup de sympathisants) mais ne comprenant pas le combat pour l'Indépendance des «Arabes» («L'Algérie, c'est loin !») et il a fallu attendre les envois massifs d'appelés pour que l'angoisse naisse et se généralise ; une vie communautaire se déroulant dans des conditions économiques et sociales difficiles, bien souvent dans des «ghettos» ; une police qui jouissait de tous les droits, quand elle était appelée «ratonner», d'autant que la justice et une «certaine presse» n'étaient guère pressées de demander des comptes quant aux

par le roi Syphax et à l'est, le royaume des Massyles gouverné par le roi Gaïa, fils du roi Zelalsan, fils d'Iles

et père du prince Massinisa, fils de la reine Telli. Celui qui allait changer l'histoire de l'Empire romain. Une légende berbère venait de naître, laissant bel et bien vivant aujourd'hui encore et pour longtemps, un grand nom de l'Histoire du pays (son tombeau est toujours dressé à El Khroub, près de Constantine, l'ancienne Cirta).

Massinisa, un roi guerrier berbère intrépide, brave et courageux ayant passé la majeure partie de sa jeunesse sur les champs de bataille. Mais, aussi, un homme tombé éperdument amoureux de Sophonisbe qui le lui rend bien, la fille, ô combien belle, fille du roi de Carthage Barca auprès duquel il avait été envoyé pour étudier et parfaire sa formation militaire. Il aura, par la suite, pour (première) épouse l'autre ô combien belle, la guerrière, Azia, fille

té... Déjà, depuis 1844, Thomas-Robert Bugeaud, alors gouverneur général, estimait la prise de Laghouat absolument nécessaire car la ville était la clef pour la colonisation des viles du Sahara, de Ghardaïa à In Salah.

Décembre 1852 : Une autre expédition (dirigée par les généraux Randon, Péliissier, Yusuf et Bouscaren... des noms tristement connus pour leurs macabres «exploits») avec une colonne considérable atteint Laghouat. Elle est «composée de 2 800 hommes et 1.700 animaux dont 1.700 soldats d'infanterie, 2 pièces de montagne de 80 coups chacune, 30 artilleurs avec fusils de rempart, le train l'équipage des dromadaires... en tout 2.100 hommes de troupe, puis 400 cavaliers du goum (ndlr : les goudiers déjà !), 300 Arabes attachés à divers services et 1 499 bêtes de somme (...), 72.000 cartouches de réserve et 60 dans chaque giberne». Plus un régiment de

Alleg a écrits, deux sont de nature très différente, mais se complètent convenablement ; «La Question», publié aux Editions de Minuit en 1958, et «Mémoire algérienne» édité chez Stock en 2005 puis aux Editions Casbah à Alger. Le premier document est un récit circonstancié rédigé dans les geôles de Serkadji à Alger, où il a été transféré après son «séjour» à El Biar. De prison, les petits bouts de papier sortent au compte-gouttes, Gilberte, l'épouse d'Henri Alleg les tape à la machine. Jérôme Lindon, qui dirige les Editions de Minuit, publie l'ouvrage en février 1958. Le livre fait l'effet d'une bombe, la chape de plomb maintenue exprès pour dissimuler ces actes de torture vole en éclats.

Le témoignage va être pour notre lutte de libération, ce que la photo des enfants brûlés au napalm sera durant la terrifiante guerre du Vietnam. La Question est rééditée en Suisse, avec une postface de Jean Paul Sartre. Nils Andersson, un Suisse, qui faisait partie des soutiens de la lutte pour l'indépendance de

plus faibles psychologiquement, «toute humanité» à l'endroit des «Arabes». «Tous des «fells» qu'il fallait éliminer !»

«Je n'avais jamais pensé que la méchanceté des hommes pouvait aller jusque-là : tuer pour le plaisir de tuer» écrit, dans une de ses lettres, un prêtre rappelé en Algérie.

Bien après le retour au pays natal, «l'inhibition de la honte» a conduit inexorablement, de leur vivant, «au néant» et à leur départ vers l'au-delà, «en enfer». Bon voyage du fond du cœur ! A tous ceux qui ne se sont pas repentis... en n'oubliant que parmi les appelés (dont un fameux collectif de trente-cinq des cinquante-cinq prêtres rappelés), beaucoup furent ébranlés dans leur foi et leur amour du prochain, s'insurgèrent et osèrent dénoncer publiquement les exactions et les pratiques honteuses de l'armée française (comme Jean Mueller, un ancien de la Route des Scouts

dépassements ; toute une armée de «harkis» «importés» d'Algérie dans le but de seconder la police hexagonale... et pour couronner le tout, les facilités accordées, de manière directe ou insidieuse, aux messalistes du Mna afin qu'ils infiltrent et combattent les militants du Fln. Sans compter les «mouchards» et les traîtres» habituels.

C'est dans cette atmosphère dangereusement polluée que le jeune militant Khaled (surnom de l'auteur) a tracé son chemin de combattant au sein de la Fédération Fln de France. Un chemin parsemé de luttes, d'héroïsme, de clandestinité, de souffrances, d'embûches, d'em-

de Baga, le roi des Maures, un roi qui préfère une alliance avec Massi plutôt que d'être occupé par les Massaesydes... dont le roi Syphax, ayant «épousé» Sophonisbe (résultat de la géopolitique du temps carthaginois), n'a qu'une envie : trahir Massinisa pour récupérer tout le territoire. C'était sans compter sur le génie de Massinisa, aidé en cela par un ami fidèle, Efès... et par les Romains (dont Scipion... l'Africain) auquel il s'était allié... pour un temps, le temps de récupérer son royaume et de gouverner... jusqu'à l'âge de 90 ans... et ce après avoir réuni le territoire amazigh (jusqu'à la destruction complète de Carthage... les Carthaginois toujours considérés comme des envahisseurs occupant des terres amazighes), créé sa propre monnaie, instauré la paix, installé de nombreuses ambassades à travers le monde connu, développé le commerce dans plusieurs cités, organisé une armée imposante et aguerrie, ouvert

dromadaires, composé de 100 hommes et 100 bêtes (ndlr : le syndrome égypto-bonapartiste). Globalement, une armée de 6 000 hommes contre 800 à 1.000 Laghouatis (un rapport de six, bien équipés, contre un) Très forte résistance de la ville et de ses guerriers (quelque centaine d'hommes en armes dont une grande partie d'adolescents) avec ses actes héroïques et aussi, des femmes-courage (comme Messaouda el Hrazlia)... La bataille fera rage et le 4 décembre 1852, tout «sera emporté dans le bruit et la fureur». Un mot d'ordre : «Pas de blessés, tuez-les tous !». Un carnage affreux. Un massacre sans nom. Sans état d'âme : 2.500 hommes, femmes ou enfants tués (et 60 soldats français tués... dont le général Bouscaren et un commandant) pour une population de 4.000 habitants. Toute une ville jonchée de cadavres. Toute une «ville assassinée». Une trace indélébile dans la mémoire

l'Algérie, se chargera de le republier en terre helvétique. Des extraits de cette vigoureuse charge contre la torture ont été publiés dans plusieurs journaux. «L'Humanité», «France Observateur», «L'Express» ou «Témoignage chrétien». Il faut noter qu'Henri Alleg signera, en 2000, «l'Appel des Douze» pour la reconnaissance par l'Etat français de la torture. Le mérite de Jérôme Lindon fut d'avoir engagé les éditions de Minuit dans un combat honorable, en s'élevant contre la torture et les dérives de «la guerre qui ne dit pas son nom», avec la collaboration du célèbre avocat Jacques Vergès et de l'historien Pierre Vidal-Naquet. Jérôme Lindon publia 23 livres dédiés à la guerre d'Algérie jusqu'en 1962, pour douze saisies et un procès. «La Question» provoqua une onde de choc en frappant l'opinion publique : aux 84.000 exemplaires diffusés, s'ajoutèrent les 90.000 du bulletin «Témoignages et Documents» de Maurice Pagat qui reproduisait le texte en intégralité. À la fin des années 1960, les Editions de Minuit devinrent une tri-

de France, comme les cent cinquante militaires qui assistèrent à la messe de Saint-Séverin le 29 septembre 1955...). Ils furent poursuivis par la justice, emprisonnés ou affectés dans des sections difficiles. Il fallait bien s'en débarrasser et rien de tel qu'une «embuscade»... avec des balles qui ne se perdent pas.

Avis Un auteur engagé qui, déjà en 1960, avait publié un ouvrage **Le Gâchis, un ouvrage rapidement interdit. Appelé du contingent en Algérie en 1957-1958, il y racontait «sa» guerre, sous le pseudonyme de Jacques Tissier. Une photo terrible : un gamin (arabe, bien sûr) de douze ans à qui l'on fait porter un poste radio de dix-huit kilos, qui «ouvre la route» et «nous protège de possibles mines». A l'arrière, on aperçoit les soldats.**

prisonnement, de grèves de la faim, mais aussi d'engagement, de solidarité et de courage. Quatre chapitres sur : la lutte sur le terrain / la vie en prison et les rencontres d'autres combattants (Othmane Belouizdad, Ali Zamoum, Félix Colozzi, Samir Imalayene, Fadel, Daksi...) / face aux «juges» du Tribunal militaire permanent des forces armées / les tentatives d'évasion... Un parcours du combattant en vrai !

Avis Un récit de combat et de résistance. Un récit avec des phrases simples, claires et parfois rudes.

des ports commerciaux tournant à plein régime. L'agriculture était florissante, exportant vers l'Europe d'alors, et le royaume connaissait une certaine activité culturelle et philosophique. Avec lui, «l'Afrique était enfin totalement revenue aux Africains» ! Le reste est une autre Histoire... qui reste à écrire... romancée, svp !... pour les besoins de nos rêves et des futurs réalisateurs de films.

Avis De l'histoire «vivante»... en souhaitant que l'auteur étende son œuvre à d'autres héros maghrébins et africains. Certes, bien avant lui, chez nous, nous avons eu des précurseurs (Tahar Oussedik avec «L'la Fat'ma N'Soumeur», «Oumeri», Bensalah Abderrezak avec «Nesmis», «Les amants de Théveste», Akkache Ahmed avec «La révolte des saints»...) mais restés mal (ou pas) lus et mal compris.

re collective sous le nom de Aâm el-Khalia.

Benacer Benchohra, le «marin du désert» (pour son habileté dans la guérilla des sables), celui qui avait levé d'étendard de la résistance dès 1841, continuera la lutte... en d'autres lieux... presque jusqu'à sa mort en 1875. Il cédera en exil, à l'âge de 80 ans, à Damas où il y est inhumé (cimetière des Maghrébins)

Avis Daho Djerbal a bien résumé ce livre à la forme originale : «C'est un livre d'histoire de la conquête du sud algérien par la France, dite par les propres auteurs de ces massacres sans nom, décrits comme une «promenade militaire». Un roman historique ou de l'histoire romancée (en bonne partie car émaillé de témoignages et de documents...)... une forme d'écriture qui fait participer les acteurs, les victimes, les témoins...

bune éditoriale en faveur de la Cause palestinienne, avec la publication en 1969 de «Pour les Fidayine» de Jacques Vergès, préfacé par Jérôme Lindon, suivi de la «Revue des Études palestiniennes» de 1981 à 2008, et des poèmes du regretté Mahmoud Darwiche au cours des années 1980. Comme François Maspéro, Nils Andersson, Jérôme Lindon incarne un éditeur militant. La sinistre OAS plastiquera, d'ailleurs, ses locaux. Fidèle au modèle éprouvé depuis les années 1950, la maison d'édition demeure toujours d'une taille modeste, ne dépassant jamais la dizaine d'employés pour au plus une vingtaine de nouveaux titres par an. Malade, Jérôme Lindon mourut à Paris le 9 avril 2001. Nous ne saurions trop conseiller aux lecteurs de lire ou de relire cet accablant document contre la bête immonde. C'est d'autant nécessaire que depuis la fin de notre lutte de libération, des «révisionnistes», en mal de notoriété, s'échinent à travestir la réalité historique, persistent à glorifier ceux qui avaient commis des crimes impardonnables, à les blanchir.

AIR ALGÉRIE VOLS NATIONAUX

Vol Départ

DIMANCHE

Oran - Alger	07h30
Oran - Alger	10h45
Oran - Alger	17h45
Oran - Mecheria	08h00
Oran - Tindouf	11h05
Oran - Adrar	12h20
Alger - Oran	09h55
Alger - Oran	16h45
Alger - Oran	20h45
Mecheria - Oran	11h35
Tindouf - Oran	16h15
Adrar - Oran	18h00

LUNDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	09h35
Oran - Alger	14h25
Oran - Constantine	08h00
Oran - Adrar	10h20
Oran - Annaba	13h15
Oran - Béchar	13h30
Alger - Oran	08h45
Alger - Oran	12h00
Alger - Oran	20h30
Constantine - Oran	12h25
Adrar - Oran	14h15
Annaba - Oran	18h00
Béchar - Oran	13h25

MARDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	12h25
Oran - Alger	17h00
Oran - Constantine	08h35
Oran - Adrar	12h05
Alger - Oran	12h25
Alger - Oran	15h45
Alger - Oran	20h45
Constantine - Oran	13h00
Adrar - Oran	16h00

MERCREDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	16h45
Oran - Alger	17h00
Oran - Elbayadh	07h00
Oran - Bechar	10h15
Oran - Timimoune	10h45
Oran - Constantine	11h45
Oran - H.Messaoud	15h55
Alger - Oran	09h15
Alger - Oran	16h10
Alger - Oran	20h45
Elbayadh - Oran	10h15
Bechar - Oran	14h55
Timimoune - Oran	16h10
Constantine - Oran	15h45
H.Messaoud - Oran	20h45

JEUDI

Oran - Alger	06h45
Oran - Alger	09h05
Oran - Alger	16h40
Oran - Ouargla	07h00
Oran - Tamanrasset	08h00
Oran - El Oued	12h20
Oran - Annaba	13h35
Oran - Adrar	14h45
Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	16h40
Alger - Oran	20h40
In Amenas - Oran	17h15
Tamanrasset - Oran	14h45
El Oued - Oran	12h30
Adrar - Oran	19h40

VENREDI

Oran - Alger	07h30
Oran - Alger	10h35
Oran - Alger	17h00
Oran - Timimoun	08h00
Oran - Tindouf	09h00
Oran - H. Messaoud	14h30
Alger - Oran	09h45
Alger - Oran	16h00
Alger - Oran	20h45
Timimoun - Oran	13h40
Tindouf - Oran	14h20
H.Messaoud - Oran	19h45

SAMEDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	10h50
Oran - Alger	17h00
Oran - Béchar	08h10
Oran - Annaba	13h20
Oran - Ghardaïa	14h00
Alger - Oran	09h45
Alger - Oran	16h00
Alger - Oran	20h30
Béchar - Oran	12h40
Annaba - Oran	17h00
Ghardaïa - Oran	18h10

TRAIN - SNTF



DÉPART ARRIVÉE

----- ORAN - ALGER ----

06h10 11h25

08h00 12h00

10h00 14h09

12h30 17h54

15h45 19h46

----- ALGER - ORAN ----

06h10 11h25

08h00 12h00

10h00 14h09

12h30 17h54

15h45 19h46

ORAN - ARZEW

05h30 06h18

08h30 09h18

13h40 14h28

17h05 17h53

ARZEW - ORAN

06h30 07h22

09h30 10h18

15h00 15h48

18h30 19h18

ORAN - Aïn Témouchent

08h10 09h15

13h30 14h35

17h02 18h07

Aïn Témouchent - ORAN

05h57 07h04

09h20 10h24

14h40 15h44

ORAN - TLEMCEN

12h50 15h12

16h00 18h32

TLEMCEN - ORAN

05h40 08h09

10h00 12h22

TLEMCEN - MEGHNIA

17h00 18h23

MEGHNIA - TLEMCEN

06h00 07h24

ORAN - SBA

17h10 18h32

SBA - ORAN

05h30 06h47

ORAN - CHLEF

16h15 18h35

CHLEF - ORAN

06h50 09h16

ORAN - RELIZANE

17h30 19h03

RELIZANE - ORAN

05h45 07h32

ORAN - SAIDA

15h20 17h59

SAIDA - ORAN

07h00 09h42

ORAN - BECHAR

10h20 17h11

BECHAR - ORAN

06h15 13h10



THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

► Mardi 26 Octobre à 15h

«AL ACHRA ET TALATA»



Par : Théâtre régional d'Oran

► Vendredi 29 Octobre à 16h

«KITAR DOUNIA»



Par : Théâtre régional d'Oran

► Samedi 30 Octobre à 17h

One Man Show : «MERYOUMA»



Par Amir Meriem

► Dimanche 31 Octobre

Spectacle festif :

MÉMOIRE DE LA GLORIEUSE
RÉVOLUTION

Par : Direction de la culture d'Oran

MÉTÉO

AUJOURD'HUI

DEMAIN

ORAN

Peu nuageux

Max.24-Min.12



Très nuageux

Max.24-Min.15



MOSTAGANEM

Peu nuageux

Max.22-Min.13



Ensoleillé

Max.24-Min.15



TLEMCEN

Ensoleillé

Max.22-Min.9



Très nuageux

Max.22-Min.11



MASCARA

Ensoleillé

Max.28-Min.17



Peu nuageux

Max.29-Min.16



TIARET

Nuageux

Max.20-Min.9



Ensoleillé

Max.20-Min.9



CHLEF

Peu nuageux

Max.24-Min.11



Peu nuageux

Max.26-Min.15



BÉCHAR

Ensoleillé

Max.27-Min.13



Peu nuageux

Max.28-Min.16



ALGER

Averses

Max.21-Min.13



Peu nuageux

Max.21-Min.13



CONSTANTINE

Pluie

Max.18-Min.12



Averses

Max.19-Min.11



ANNABA

Pluie

Max.21-Min.16



Légère pluie

Max.22-Min.14



THÉÂTRE LA FOURMI

► **Dimanche 31 octobre à 19h00**
Concert de Musique Classique
«CÉLIMÈNE DAUDET»

Organisé par l'Institut Français d'Oranla

INSTITUT FRANÇAIS

Visioconférence
La philosophie du petit prince

► **Mardi 26 octobre à 18h00 à l'IF d'Oran et l'Institut français Tlemcen**
Avec Laurence VANIN, philosophe et directrice de la chaire "Smart City" de l'Université Nice Côte d'Azur. Le Petit Prince a 75 ans ! En 1945 paraissait en France la première édition du manuscrit d'Antoine de Saint-Exupéry et l'Institut français lui rend hommage à travers un voyage philosophique, sur les pas de ce personnage si attachant.

Récital de piano
Célimène Daudet

► **Mardi 26 octobre de 19h30 IF Tlemcen**
Célimène Daudet issue de deux cultures, française et haïtienne, est une soliste dont le jeu et l'engagement artistique sont reconnus par le public et par la presse internationale.

Cinéma
L'homme qui a vendu sa peau

► **Mercredi 27 octobre à 18h00**
de Kaouther Ben Hania, Oscar du meilleur film étranger. Sam Ali, jeune syrien sensible et impulsif, fuit son pays pour le Liban afin d'échapper à la guerre.

Le jeu du rattrapage de l'inflation

CAMBRIDGE – L'inflation fait ces jours-ci la une des journaux du monde entier - et à juste titre. Pour de plus en plus de biens et services, les prix augmentent à un rythme inégalé depuis des décennies. Cette flambée inflationniste, accompagnée de pénuries réelles et redoutées d'approvisionnement, alimente à la fois l'anxiété des consommateurs et celle des producteurs. En menaçant également d'aggraver les inégalités et de faire dérailler une reprise économique durable et inclusive tant attendue après la pandémie de COVID-19, ce phénomène devient également une question politique brûlante.



PAR MOHAMED
A. EL-ERIAN

*Président du Queen's College
de l'Université de Cambridge,
ancien président du Conseil mondial
du développement du président américain
Barack Obama.*

De leur côté, les décideurs des banques centrales du Royaume-Uni et des États-Unis commencent à prendre leurs distances vis à vis du discours sur l'inflation « transitoire ». (La transition cognitive à la Banque centrale européenne est moins marquée, ce qui est logique, étant donné que la dynamique de l'inflation y est moins prononcée.) Mais le pivot est loin d'être achevé et n'est pas assez rapide, en particulier à la Réserve fédérale américaine, l'institution monétaire la plus puissante et la plus importante du monde sur le plan systémique. Les retards dans l'approbation par le Congrès des mesures visant à augmenter la productivité et à améliorer la participation de la main-d'œuvre n'aident pas non plus.

Les raisons de la hausse de l'inflation sont bien connues. Une demande soutenue se heurte à une offre inadéquate - conséquence de perturbations dans les transports et les chaînes d'approvisionnement, à des pénuries de main-d'œuvre et d'énergie.

Bien que notable, cette flambée des prix n'annonce pas un retour à un scénario des années 1970 de taux d'inflation à deux chiffres.

L'indexation rigide des prix de revient est plus rare de nos jours. Les conditions initiales relatives à la formation d'attentes inflationnistes sont beaucoup moins instables. Et la crédibilité des banques centrales est beaucoup plus grande, bien qu'elle soit actuellement confrontée à sa plus grande mise à l'épreuve depuis des décennies.

Mais l'inflation sera néanmoins beaucoup plus prononcée que ce que les hauts fonctionnaires de la Fed avaient pensé lorsqu'ils ont à maintes reprises fait peu de cas de l'augmentation des pressions sur les prix, en considérant cela comme un phénomène temporaire. Même aujourd'hui, leurs prévisions d'inflation - bien qu'elles aient déjà été révisées à plusieurs reprises - sous-estiment encore ce qui nous attend.

Les prévisions d'inflation fondées sur des enquêtes compilées par la Réserve fédérale de New York ont augmenté de plus de 4 % sur un horizon d'un et trois ans. Les répercussions des tendances à l'inflation par les coûts s'amplifient.

Les taux de renoncement des travailleurs américains sont à des niveaux records, car les employés se sentent plus à l'aise à l'idée de quitter leur emploi pour chercher des postes mieux rémunérés ou pour trouver un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Les grèves de travailleurs reparaissent à l'ordre du jour. Tout cela est exacerbé par les consommateurs et les entreprises qui stimulent la demande future, principalement en réponse aux inquiétudes au sujet des pénuries de produits et de la hausse des prix.

La phase actuelle de l'inflation fait partie d'un changement structurel général dans le paradigme macroéconomique mondial.

Nous sommes passés d'une situation de demande globale déficiente à une situation dans laquelle la demande est globalement bonne. Notamment, les ventes au détail aux États-Unis ont augmenté de 13,9 % de plus que prévu en glissement annuel en septembre, ce qui indique qu'il reste encore quelques poches de pouvoir d'achat contenues se traduisant par une demande effective.

Bien sûr, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problèmes relatifs à la composition de la demande. L'inégalité, non seulement de revenus et de richesses, mais également en termes d'opportunités, garde un caractère d'urgence.

Une inflation plus élevée et plus persistante ravive ces préoccupations, parce que ses implications sont multiples : économiques, financières, institu-

tionnelles, politiques et sociales. Ces effets se révéleront de plus en plus inégaux dans leur impact, en touchant en particulier les pauvres. Au niveau mondial, les retombées de cette poussée inflationniste risquent de faire sortir certains pays en développement à faibles revenus de la voie de la convergence économique.

Tout cela confirme encore davantage l'urgence pour la Fed et le Congrès d'une action rapide en vue de s'assurer que la phase inflationniste actuelle n'aboutisse pas inutilement à saper la croissance économique, à accroître les inégalités et à alimenter l'instabilité financière. Une réduction marquée de la relance monétaire, qui fonctionne toujours en mode d'hyper-urgence, est nécessaire, malgré le timing malchanceux qui régit le passage au nouveau cadre politique de la Fed. En outre, les législateurs américains peuvent apporter leur aide en prenant des mesures plus importantes pour améliorer l'offre, aussi bien pour le capital que pour le travail, qui relèvent directement de leur domaine de compétence. Cela implique de passer des mesures visant à moderniser les infrastructures, à stimuler la productivité et à accroître la participation de la main-d'œuvre.

Les décideurs politiques devraient également renforcer la réglementation prudentielle et la supervision du secteur financier, en particulier du système non bancaire. Compte tenu des pressions plus fortes sur les marges bénéficiaires des entreprises et de la capacité supérieure des grandes entreprises à gérer les perturbations de l'offre, elles devront surveiller de près la concentration des entreprises.

C'est une bonne nouvelle qu'après avoir initialement et constamment mal interprété la dynamique de l'inflation aux États-Unis, davantage de responsables de la Fed commencent à bien comprendre la situation.

La Fed serait bien avisée de rattraper son retard encore plus vite. Dans le cas contraire, elle finira par chercher un bouc émissaire, ce qui érodera encore plus la crédibilité de ses politiques et sapera sa position politique.

Il a publié The Only Game in Town: Central Banks, Instability, and Avoiding the Next Collapse.

Ce qui est vraiment pourri au royaume du FMI

NEW DELHI – On peut se montrer critique sur de nombreux points à l'égard du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, mais la crise de légitimité qui touche actuellement ces deux institutions n'est fondée sur aucune d'entre elles. Au lieu de cela, elle a éclaté pour de mauvaises raisons - ce qui ne fait qu'aggraver les vrais problèmes qui minent le bon fonctionnement des institutions de Bretton Woods.



PAR JAYATI GHOSH

Secrétaire exécutive de *International Development Economics Associates*, professeur d'économie à *University of Massachusetts Amherst*, membre de *The Independent Commission for the Reform of International Corporate Taxation* - (ICRICT).

La controverse actuelle découle de la manipulation présumée par la Banque mondiale de son indice annuel *Doing Business* en vue d'améliorer le classement de la Chine et de l'Arabie saoudite. Cette controverse risque bien d'avoir la peau de la Directrice générale du FMI Kristalina Georgieva, qui était la Directrice générale de la Banque mondiale au moment de ces irrégularités présumées.

La Banque mondiale a nommé un cabinet d'avocats américain, WilmerHale, pour enquêter sur la question. Mais son rapport se fonde sur des insinuations plutôt que sur des preuves, ce qui a poussé Joseph E. Stiglitz, prix Nobel d'économie et ancien économiste en chef de la Banque mondiale, à décrire cet indicent comme une « entreprise de démolissage » et une tentative de coup d'État à l'encontre de Georgieva. L'enquête s'est également commodément concentrée pour l'essentiel sur la Chine, en mettant ainsi au second plan le rôle possible du président de la Banque mondiale David Malpass dans l'influence du classement de l'Arabie saoudite, qui a été étonnamment nommée premier réformateur mondial dans le rapport *Doing Business* de 2020.

Le rapport WilmerHale est un don du ciel pour les Républicains du Congrès américain, qui exigent la démission de Georgieva. Mais la ferveur moraliste actuelle à l'égard de la manipulation des données néglige le fait que l'indice *Doing*

Business – qui est à présent abandonné – était depuis le début profondément vicié et ouvertement politique par nature. Malheureusement, il est devenu extrêmement influent dans les appréciations des investisseurs et les choix des décideurs.

Les problèmes de cet indice étaient légion. Tout d'abord, les indicateurs qu'il utilisait ont émergé directement d'une approche orthodoxe de politique économique du « consensus de Washington », indépendamment de sa validité ou de son applicabilité dans différents contextes. Comme l'a fait remarquer l'historien de l'Université de Columbia Adam Tooze, l'indice *Doing Business* a toujours été « une construction chancelante et imprévisible mise en œuvre avec discrétion et à l'aide de jugements complexes ». Ma propre critique s'est concentrée sur la manière dont l'indice considérait toute réglementation gouvernementale comme coûteuse et indésirable, et traitait la fiscalité uniquement comme un coût plutôt que comme un moyen de garantir les infrastructures, les institutions et la main-d'œuvre éduquée dont les entreprises ont besoin pour fonctionner.

En 2018, Paul Romer, alors économiste en chef de la Banque mondiale, a déclaré que l'idéologie de droite de la Banque avait joué un rôle crucial dans les changements méthodologiques qui ont modifié le classement des pays et s'est excusé auprès du gouvernement de gauche du Chili de la baisse artificielle de son classement. Une évaluation plus récente et plus indépendante a souligné que l'indice ne mesure que les règles de jure plutôt que leur mise en œuvre de facto, et « récompense parfois les politiques qui bénéficient aux entreprises au détriment d'objectifs sociaux plus larges ».

Le sort de Georgieva sera scellé lors de la réunion annuelle du Conseil d'administration du FMI ce mois-ci. Mais même si elle conserve son poste, la controverse *Doing Business* a porté atteinte à sa stature et à son influence (ce qui était peut-être l'objectif recherché). Plus im-

portant encore, cet épisode ne doit pas faire oublier les véritables problèmes du fonctionnement des institutions de Bretton Woods : le pouvoir disproportionné des États-Unis ; l'approche profondément procyclique du FMI envers les pays qui cherchent à obtenir son soutien, qui contredit son mandat initial ; et la réticence des économies avancées du G7 à permettre aux institutions multilatérales de résoudre les problèmes mondiaux.

Lorsque le FMI a été créé en 1944, il n'était déjà plus à la hauteur de la vision de John Maynard Keynes d'une Union internationale de compensation, qui devait mettre tous les pays sur un même pied d'égalité.

Au lieu de cela – et sans surprise – l'institution a reflété la puissance relative des pays à cette époque. Les États-Unis ont obtenu la part du lion des droits de vote et des quotas, et, avec les pays d'Europe occidentale, ont été en mesure de déterminer les politiques, les programmes et les allocations du FMI.

Malgré des changements importants dans l'économie mondiale depuis lors, cette structure du pouvoir interne est restée essentiellement inchangée. Même après la dernière réaffectation, en 2016, les États-Unis conservent une part de vote de 16,73 %, tandis que les pays de l'OCDE détiennent une part combinée de plus de 60 %. Durant la présidence de Donald Trump, les États-Unis ont bloqué une nouvelle répartition des quotas qui, entre autres choses, auraient augmenté la part de la Chine. Les États-Unis et l'Union européenne peuvent exercer un droit de veto sur toute décision du FMI. Et dans le cadre d'un accord informel transatlantique de longue date, le directeur de la Banque mondiale est nommé par les États-Unis, tandis que le directeur du FMI est issu d'un pays européen.

Mais la critique la plus accablante du FMI concerne peut-être le fonctionnement de ses programmes. Non seulement les prêts du Fonds restent inadéquats pour les pays qui font face à des

problèmes de balance des paiements, mais ils font face également à tant de conditions défavorables, notamment à des réductions budgétaires si sévères, que la plupart des pays cherchent à les éviter. Malgré cela, le FMI impose même des majorations d'intérêts aux pays contraints d'emprunter massivement au Fonds sur une période prolongée, ce qui nuit à leurs résultats économiques.

L'accent mis par le FMI sur l'austérité budgétaire a été très critiqué, en particulier par ses propres économistes, mais a persisté durant la crise de la COVID-19. Cela va à l'encontre de la raison d'être initiale du FMI : accorder des prêts contre-cycliques aux pays en détresse afin que leurs économies puissent se redresser en causant moins de tort à leur population.

À son crédit, Georgieva a cherché à augmenter le financement non conditionnel du FMI par une nouvelle allocation de 650 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (l'actif de réserve du Fonds). Elle a également appelé à moins d'austérité dans les plans de relance et à une réforme de l'architecture de la dette internationale. C'est peut-être la raison pour laquelle ceux qui tentent de la démettre de ses fonctions s'opposent également à tout changement progressif des institutions de Bretton Woods.

Des efforts en ce sens sont non seulement injustes mais également à courte vue. Si une organisation internationale comme le FMI ne peut pas fournir des biens publics mondiaux de base ni répondre à des fléaux publics planétaires comme la pandémie et la crise climatique, alors elle ne sert plus à rien. Le G7 a fait preuve de discrimination par rapport à sa tâche de leadership mondial, et pourtant ses dirigeants tentent de détourner l'utilisation des institutions multilatérales pour relever les énormes défis transnationaux auxquels nous sommes confrontés. Les historiens à venir se demanderont pourquoi les pays riches d'aujourd'hui ont ainsi agi à l'encontre de leur propre intérêt.

Quel sera le cap fixé par Kishida pour le Japon ?



TOKYO – Le 4 octobre, Fumio Kishida est devenu le 100^e Premier ministre du Japon, succédant à Yoshihide Suga, qui a occupé ces fonctions pendant seulement un an. Kishida accède à ce poste prestigieux après avoir remporté une course à quatre pour la direction du Parti libéral-démocrate. Le 31 octobre prochain, lui et le PLD concourront dans le cadre d'une élection nationale pour les sièges de la Chambre des représentants, chambre basse mais également la plus puissante de la Diète japonaise.



PAR TAKATOSHI ITO

Ancien vice-ministre adjoint
des Finances du Japon*

Aux côtés du Parti Komeito, son partenaire de coalition, le PLD devrait remporter une large victoire. Le dernier sondage de la NHK évoque un soutien de 38,8 % pour le PLD (et de 3,9 % pour le Komeito). Le Parti démocrate constitutionnel, plus grand parti d'opposition, ne réunit que 6,6 % des intentions de vote dans le sondage, suivi par le Parti communiste et ses 2,8 %. Si le PLD l'emporte effectivement d'une marge importante, Kishida sera bien positionné pour exercer un mandat d'au moins trois ans à la tête du PLD, et de quatre ans au poste de Premier ministre, avant les prochaines élections parlementaires. C'est plus que suffisant pour lui permettre d'introduire et d'appliquer les mesures politiques de son choix, et c'est pourquoi il est important de s'interroger sur le cap qu'il s'apprête à fixer.

Durant la campagne pour la direction du PLD, Kishida a promis un virage dans la politique économique, loin du «néolibéralisme» et avec pour destination un «capitalisme nouveau». Il espère créer un cercle vertueux entre redistribution des revenus et croissance, considérant que le néolibéralisme a engendré un écart croissant entre riches et pauvres au Japon. Kishida entend redistribuer plus largement les profits aux employés, clients et sous-contractants (en plus des actionnaires), ce qui implique de passer d'un «capitalisme des actionnaires» à un «capitalisme des parties prenantes».

Son objectif ultime réside dans une classe moyenne à nouveau dominante, et il propose par conséquent un allègement fiscal pour les entreprises qui choisiraient d'augmenter les salaires de leurs employés.

Le programme de Kishida rappelle ici la lettre ouverte adressée en 2018 par Larry Fink, président de BlackRock, à ses homologues PDG. Dans cette lettre intitulée «A Sense of Purpose», Fink écrit que «des entreprises doivent bénéficier à toutes leurs parties prenantes, c'est-à-dire aux actionnaires, employés, clients, ainsi qu'aux communautés dans lesquelles elles opèrent». De nombreuses interrogations demeurent néanmoins. La vision de Kishida autour d'un capitalisme nouveau implique-t-elle l'adhésion aux principes ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) ? Ou est-il simplement nostalgique du bon vieux temps du capitalisme japonais, lorsque l'on attendait des employés qu'ils exercent dans la même entreprise toute leur vie (l'ancienneté déterminant les promotions), et des sociétés qu'elles évitent de licencier en cas de ralentissement sévère ou aux fins d'une restructuration ? Ce n'est que lorsque Kishida aura détaillé son programme économique que nous saurons dans quelle direction le nouveau Premier ministre entend s'orienter. En ce qui concerne la pandémie de COVID-19, qui continue de faire rage au Japon, Kishida appelle à une augmentation des salaires des infirmiers, du personnel soignant et du personnel des crèches. Contrairement au cas de nombreux autres pays, cet objectif peut être atteint principalement via l'action gouvernementale, dans la mesure où la santé, les soins à long terme et la puériculture sont des secteurs très réglementés au Japon. Un plus grand soutien à ces professions sera sans aucun doute salué par

la population. Le système de santé japonais est tristement connu pour sa rigidité et la lourdeur de ses réglementations, les travailleurs de ce secteur étant souvent contraints à des heures supplémentaires non rémunérées.

Si l'accent placé sur cette redistribution a mobilisé l'essentiel de l'attention durant sa campagne, Kishida a également prévu une stratégie de croissance. Il entend investir davantage dans les sciences et technologies, bâtir des infrastructures numériques dans les zones rurales défavorisées, créer des chaînes d'approvisionnement résilientes, et renforcer le filet de sécurité sociale. Parmi ses mesures concrètes, il propose qu'un «fonds universitaire» de 10 000 milliards ¥ (environ 75 milliards •) soutienne la recherche au sein des meilleures institutions.

Le terme «réforme» est en revanche totalement absent de la stratégie de croissance de Kishida. Peut-être l'associe-t-il au néolibéralisme, car employé par euphémisme pour décrire les douloureuses fermetures d'entreprises ou les licenciements massifs destinés à réduire les coûts. Cette association de termes est toutefois malavisée. Le Japon a désespérément besoin d'un gouvernement prêt à entreprendre des réformes pour encourager la transition numérique dans de nombreux secteurs. À défaut, il est difficile d'entrevoir comment Kishida pourra atteindre une meilleure productivité, et par conséquent offrir des salaires plus élevés aux travailleurs ordinaires. Par ailleurs, les licenciements ou fermetures d'entreprises dans des secteurs improductifs en déclin peuvent être gérés au moyen de programmes de reconversion ainsi que de politiques de solidarité sociale de transition. Ces réformes s'inscrivent pleinement en phase avec un capitalisme des parties prenantes. Un important débat lors de la campagne des élections nationales de ce mois-ci réside dans

le volume des versements d'argent aux travailleurs jeunes et à faibles revenus. Le Parti Komeito propose une allocation familiale forfaitaire ponctuelle de 100 000 ¥ pour chaque personne de moins de 19 ans au sein d'un ménage. D'autres partis de l'opposition proposent également des versements en espèces pour les ménages, ainsi qu'une taxe moins élevée à la consommation.

Autre voix du débat, Sanae Takaichi s'est présentée contre Kishida dans l'élection pour la direction du PLD, et a depuis été nommée à un poste décisionnel clé au sein du parti. Lors de sa campagne, elle avait évoqué la Théorie monétaire moderne, suggérant qu'il n'existait pas de limite à l'émission d'une dette publique à condition qu'elle soit libellée dans la propre monnaie du pays. Cela signifie qu'une certaine pression pourrait être exercée au sein du PLD lui-même en direction d'une ouverture des vannes budgétaires. Bien que Kishida ait fait campagne sur des propositions d'introduction de taux d'imposition progressifs sur les intérêts, dividendes et plus-values, il a depuis pris ses distances avec cette idée, dans le cadre de la campagne pour les élections législatives. Il semble désormais qu'une course s'intensifie en faveur d'un creusement des déficits budgétaires, en soutien de versements en espèces radicalement augmentés. Si Kishida rejoint cette course, il pourrait en tirer une certaine popularité à court terme, mais au prix de nombreux risques macroéconomiques pour le Japon à l'avenir.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

*Professeur d'économie à la School of International and Public Affairs de l'Université de Columbia, et professeur principal au Collège doctoral de recherche politique de Tokyo.

Angleterre**Chelsea torpille Norwich et conforte son fauteuil**

Même sans Romelu Lukaku et Timo Werner, blessés en Ligue des Champions, Chelsea a corrigé le dernier du championnat d'Angleterre, Norwich (7-0), samedi, avec un triplé de Mason Mount, et s'est assuré de garder la tête du classement au terme de la 9e journée. Avec 22 points, les Blues pourront regarder l'esprit tranquille le déplacement de Manchester City (3e à cinq longueurs) à Brighton en fin d'après-midi, et celui de Liverpool, 2e à quatre unités, à Manchester United ce dimanche. Les Londoniens pouvaient redouter de perdre en puissance offensive avec les blessures de leur paire d'attaquants à près de 150 M EUR, face à Malmö (4-0). Mais Norwich, qui n'a pas gagné un match en neuf journées et totalise déjà 23 buts encaissés, n'était pas vraiment de taille. Avec des «minots» du centre de formation, Mason Mount (1-0, 8e), Callum Hudson-Odoi (2-0, 18e) et Reece James (3-0, 42e), les hommes de Thomas Tuchel ont plié le match dès la première période. Après la pause, Ben Chilwell (4-0, 57e), pour son 3e but sur les trois dernières journées de championnat, et un but contre son camp de Max Aarons (5-0, 62e), sur un centre de Hudson-Odoi, ont encore cor-

sé l'addition. Les Canaris, tout juste remontés dans l'élite, un an après l'avoir quittée, ont en outre fini le match à 10 après l'expulsion de Ben Gibson (65e) et Mason Mount a encore alourdi le score sur pénalty (6-0, 85e), puis dans le temps additionnel (7-0, 90+1). Avec des matches relativement aisés à venir contre Southampton (15e) en Coupe de la Ligue, Newcastle (19e) et Burnley (18e) en championnat, et le retour à Malmö en C1, avant la prochaine trêve internationale, l'absence de Lukaku et de Werner pourrait finalement bien n'être qu'une péripétie sans conséquence pour les Blues.

Espagne**Ronald Koeman prévient le Real**

C'est l'un des matches les plus attendus chaque saison : le Clásico opposant le FC Barcelone au Real Madrid en Espagne. Ce soir, à l'occasion de la 10ème journée de Liga, les deux géants ibériques croiseront le fer au Camp Nou (15h15). Présent en conférence de presse avant ce choc, Ronald Koeman, l'entraîneur du Barça, a estimé qu'il n'y avait pas de favori à ses yeux à

l'heure actuelle. « De la méfiance dans le camp du club culé ? Je ne sais pas si les gens ressentent ça. Nous ne l'avons pas. Nous savons ce que nous pouvons faire et nous voulons le montrer. Pour un Clásico, il n'y a pas de favori clair. Nous savons ce que nous avons à faire et ce que nous pouvons faire. Nous jouons à domicile, devant notre public. Je n'ai pas peur. Nous voulons démontrer une fois de plus que nous avons une bonne équipe », a ainsi lâché le technicien néerlandais de 58 ans devant la presse. Ronald Koeman, qui a au passage rappelé qu'il se sentait dans l'obligation d'obtenir des résultats pour conserver son poste, aura donc à cœur de faire taire les critiques et de gagner quelques sympathisants par la même occasion.

Paris SG**Neymar disponible pour le choc contre l'OM**

Absent mardi lors du match du PSG contre Leipzig en Ligue des champions, l'attaquant brésilien du Paris Saint-Germain Neymar «ne ressent plus aucune gêne aux adducteurs» et serait disponible pour le choc contre l'Olympique de Marseille ce soir, rapportent les médias français. Le joueur, 29 ans, a bien participé à une grande partie de l'entraînement avec le groupe vendredi matin, ajoutent les médias, précisant que l'attaquant va mieux et ne ressent plus aucune gêne aux adducteurs. «Il est donc

à la disposition de l'entraîneur Mauricio Pochettino pour le choc contre l'OM», au Vélodrome, en clôture de la onzième journée de Ligue 1, précisent ces médias dont Le Parisien et RMC Sport. Le Brésilien était absent mardi lors de la victoire parisienne contre le RB Leipzig (3-2) en phase de groupes de la Ligue des champions. «La priorité, c'est toujours la santé des joueurs. Ney a un petit problème. J'espère que ce n'est qu'une question de quelques jours. Il a senti une douleur à la jambe (lundi à l'entraîne-

ment), avait déclaré Mochettino lors de la conférence de presse d'avant match. Neymar, loin de son meilleur niveau, ne totalise qu'un but et deux passes décisives en sept rencontres disputées avec son club cette saison. Il n'a marqué que sur penalty contre l'OL (2-1), le 19 septembre dernier, en Ligue 1. Le déplacement au Vélodrome pourrait lui permettre de se relancer, lui qui a trouvé la faille à deux reprises lors de ses six matches joués face à l'OM depuis son arrivée en France à l'été 2017, estime-t-on.

Juventus**Dybala opérationnel face à l'Inter**

L'attaquant international argentin de la Juventus Turin Paulo Dybala, rétabli d'une blessure à la cuisse, figure dans la liste des joueurs convoqués, en prévision du choc contre l'Inter Milan ce soir, comptant pour 9e journée de Serie A italienne de football, a annoncé son entraîneur Massimiliano Allegri samedi. «Dybala est disponible, il va bien, il a fait deux sessions d'entraînement avec le groupe donc il est disponible», a estimé l'entraîneur turinois en conférence de presse d'avant-match. L'Argentin était absent depuis une blessure musculaire contractée il y a un mois lors de la victoire des Turinois contre la Sampdoria (3-2). Sans préciser si Dybala sera titularisé face aux Milanais, son retour constitue un vrai apport pour les Bianconeri, qui tentent de remonter au classement après un début de saison raté. Ils pointent à la 7e place après huit journées, trois points derrière l'Inter, 3e.

Borussia Dortmund**Haaland indisponible pour plusieurs semaines**

L'attaquant international norvégien du Borussia Dortmund (Div.1 allemande de football), Erling Haaland, blessé au niveau de la hanche, sera absent pour «plusieurs semaines», a annoncé vendredi son entraîneur. «Il souffre d'une blessure à la hanche qui l'empêche de jouer», son retour prendra «un peu de temps», a l'entraîneur du BVB déclaré Marco Rose, lors d'une conférence de presse. Le joueur de 21 ans a joué l'intégralité de la rencontre perdue mercredi soir (4-0), sur le terrain de l'Ajax Amsterdam, en Ligue des champions. «Il est temps de me concentrer sur ma guérison. Je reviendrai plus fort!», a écrit Haaland sur Twitter, en accompagnant son message d'une photo de

lui remerciant le public. L'absence du buteur du Dortmund est une mauvaise nouvelle pour le club allemand, actuellement deuxième de Bundesliga à seulement un point du leader bavarois. Avec 9 buts cette saison, il partage la tête du classement des buteurs de la Bundesliga avec son homologue du Bayern, le Polonais Robert Lewandowski. A lui seul, il représente près d'un tiers de tous les buts marqués par Dortmund en championnat cette saison. Il reste également le meilleur passeur de son club avec 4 passes décisives à son actif. Haaland a déjà manqué trois matches de compétition récemment en raison d'une contusion à la cuisse, mais il était revenu dans le onze de départ dès la mi-octobre.

Liverpool**Salah met la pression sur le club**

Dans un entretien accordé à Sky Sports, Mohamed Salah a évoqué l'absence d'un accord entre lui et Liverpool pour une prolongation de contrat. Se rapprochant peu à peu de la dernière partie de sa carrière, l'ancien ailier droit de l'AS Roma sait parfaitement qu'il aura très peu de chance de signer un autre très gros bail dans quatre ou cinq ans. Excellent depuis l'entame de l'exercice sportif en cours, Mohamed Salah veut profiter de ses statistiques pour avoir un dernier gros contrat avec les Reds. N'ayant trouvé aucun accord avec la formation anglaise jusqu'à présent, l'in-

ternational égyptien a fait le point sur sa situation. « Ça ne dépend pas de moi, a répondu Salah. Si vous me demandez, j'adorerais rester jusqu'au dernier jour de ma carrière, a-t-il annoncé. Mais je ne peux rien dire de plus, ce n'est pas entre mes mains. Ça dépend de ce que veut le club, ça ne dépend pas de moi. Pour le moment, je ne peux pas m'imaginer jouer contre Liverpool, ça me rendrait triste. C'est difficile. Je ne veux pas trop en parler. Ça me rendrait vraiment triste. Je ne m'imaginer pas jouer contre Liverpool. Mais on verra ce qui se passera dans le futur. »

Football - Ligue 1

Le RCA craque d'entrée,
l'essentiel pour le WAT et le PAC

M. B.

Première journée et premiers couacs déjà pour le champion nat de Ligue 1. En effet, la rencontre entre le RC Arbaâ et l'US Biskra, disputée hier au stade Benhaddad de Kouba, a démarré avec 20 minutes de retard, en raison de l'absence des tests PCR des joueurs de l'équipe locale, ce qui a contraint la direction de faire appel à l'équipe réserve, qui n'a pas joué la veille, car le dossier d'engagement n'ayant pas été complété à temps. Une vraie mascarade pour le team du RCA, mais aussi pour la LFP, qui aurait pu régler ce problème d'une manière plus professionnelle.

Quoi qu'il en soit, les jeunes du RCA ont tenté de limiter les dégâts mais en vain, devant une formation de Biskra qui a fait parler la poudre, avec en sus le but le plus rapide de la saison signé

le jeune Khoualed Mohamed Larbi, après seulement 40 secondes du coup d'envoi. Au stade de Dar El-Beïda, le Paradou AC a assuré l'essentiel face à l'ASO Chlef, grâce à Benbouali (42'). Par le même score, le WA Tlemcen est venu à bout du NC Magra sur une réalisation de Mebarki (31'), qui a offert à son équipe sa toute première victoire de la saison. Enfin, le derby de la capitale entre le NA Hussein Dey et l'USM Alger s'est soldé par un nul. Les Usmistes, qui ont raté un penalty en première période, ont ouvert la marqué par Hamra (41'), avant que Banouh ne remettre les pendules à l'heure (70').



Résultats

NAHD	.....	1-1	.....	USMA
WAT	.....	1-0	.....	NCM
PAC	.....	1-0	.....	ASO
RCA	.....	0-5	.....	USB

MC Oran

Surtout ne pas s'enflammer

Adjal L.

Nul n'ignore que la préparation du MCO n'a pas été celle que son entraîneur Aït Djoudi aurait aimé réaliser. Deux points lui donnaient du souci. D'abord, le niveau affiché par certains joueurs, dont il n'a pas cité les noms pour éviter tout problème de vestiaire. Ensuite, les mauvais résultats enregistrés lors des rencontres amicales, surtout face à des adversaires de paliers inférieurs. De sorte, qu'en convoquant 19 joueurs dont 11 nouvelles recrues, l'entraîneur partait dans l'inconnu face à un CSC affichant de meilleures dispositions. Au final, son équipe a damé le pion au Chabab dans son stade Ben Abdelmalek Ramdane, ce qui constitue un exploit compte tenu des paramètres d'avant-match. Une fois de plus, il est prouvé que le football n'est pas une science exacte, et qu'il déroutera les experts les plus avertis. Cette victoire, les Mouloudéens ne l'ont pas volée car, même si la possession du ballon était constantinoise, les Oranais ont fait front aux attaquants locaux avec courage, le gardien Soufi s'avérant intraitable tout

au long de la rencontre. Même en subissant le jeu, les coéquipiers de Legraâ ont mis à leur actif des contres dangereux qui ont failli apporter leurs fruits. Il faut dire que tous les défenseurs ont été à la hauteur, à l'image de Benamar, Mekkaoui, Khadir et Khali, bien épaulés par leurs camarades du milieu Bounoua, Belaribi, Dahar et Djaâbot. De fait, les Mouloudéens, tout en restant vigilants en défense, ont placé des contres qui obligèrent Mebarakou et le gardien Rahmani à veiller au grain pour ne pas encaisser un second but. Rassurés par le comportement de ses poulains, Aït Djoudi s'est évertué à donner de précieuses consignes, surtout lorsque les Constantinois ont appuyé sur l'accélérateur, multipliant les offensives pour au moins égaliser. Grâce au quadrillage de leur camp, les Hamraoua ont repoussé toutes les tentatives de leurs adversaires fort bien aidés, il faut le mentionner, par les superbes arrêts de leur gardien Soufi, qui a prouvé qu'il est un digne successeur de Litim, aujourd'hui au MCA. Cette victoire, bien sûr, fera beaucoup de bien à un groupe et à son en-

traîneur, abondamment critiqués avant le coup d'envoi du championnat. D'une part, elle leur permettra de chasser le doute et, d'autre part, de croire en leurs capacités à faire bonne figure face à leurs futurs adversaires. En effet, pour le compte de la seconde journée, les coéquipiers de Bounoua accueilleront le PAC, une équipe joueuse qui ne ferme pas le jeu. De sorte qu'ils auront la latitude de mieux s'exprimer, car les espaces ne manqueront pas. Ensuite, ce sera deux déplacements à risques à Médéa face à un Olympique sérieusement renforcé par des joueurs d'expérience, mais aussi par des jeunes prometteurs ramenés de Sétif au nombre de sept. Il faut souhaiter que cette victoire face au CSC serve de révérence pour un groupe qui a envie de réussir malgré toutes les critiques. Pour le compte de la quatrième journée, les Mouloudéens recevront les Sétifiens de l'ESS avec, là aussi, un bon coup à jouer. La seule inconnue est de savoir si, en l'espace de quelques jours, les poulains d'Aït Djoudi pourront réussir à passer d'un système basé sur la prudence à un jeu offensif à domicile.

Coupe de la CAF : JSK-FA Rabat, aujourd'hui à 19h00
Terminer le travail à domicile

M. Zeggai

La JS Kabylie, l'un des deux représentants de l'Algérie en Coupe de la CAF avec la JS Saoura, accueillera cet après-midi son homologue du Maroc, le FA Rabat, pour le compte du match retour du deuxième tour préliminaire. Après avoir admirablement rempli leur mission suite à leur victoire au match aller, les «Jaune et Vert» devraient confirmer leur bonne santé affichée en ce début de saison. Ce ne sera pas une tâche aisée dans la mesure où les Marocains tiennent à prendre leur revanche comme l'a affirmé leur coach belge, Sven Vandenbroeck. Pour cela, les dirigeants et le coach Henri Stambouli ont mis en garde leurs joueurs contre un éventuel relâchement. Du côté de la JSK, on estime que le plus dur reste à faire à Tizi-Ouzou. Le score acquis à Rabat et le terrain peuvent constituer un avantage considérable pour les nôtres qui ont pris une bonne option pour la qualification. Mais cela ne devrait pas autoriser les Kabyles à dormir sur leurs lauriers. Le FA Rabat

s'est déplacé avec la ferme intention de renverser la vapeur. L'entraîneur de la JSK, Henri Stambouli, a exhorté ses joueurs à rester vigilants et à prendre au sérieux cette deuxième manche contre les FAR, malgré l'importante victoire acquise à Rabat. «Nous ne sommes qu'à mi-chemin de la qualification. Donc, malgré le bon résultat obtenu au match aller, on doit rester vigilants et éviter tout relâchement qui pourrait tout remettre en cause», a déclaré le responsable technique des Canaris. Pour lui, ses protégés devront garder toujours cette envie d'aller vers l'avant, d'autant plus que les conditions d'avant-match leur sont nettement favorables. La gestion du match s'avère comme un élément important pour la qualification et, pour cela, Henri Stambouli a exhorté ses joueurs à faire preuve d'abnégation et de détermination tout au long de cette rencontre pour composer le billet qualificatif au prochain tour, et répondre à l'attente de son merveilleux public. Les représentants algériens, qui ont prouvé qu'ils possèdent de solides ar-

guments à faire valoir, ne devraient pas rechigner à la besogne. La JSK, dont l'effectif a été largement remanié avec un mouvement arrivées-départs assez dense, a bien tenu le coup à Rabat grâce à un secteur défensif qui a résisté à tous les assauts de ses adversaires avec, notamment, la nouvelle recrue, le défenseur malien Yacouba Doumbia, véritable tour de contrôle de l'arrière-garde kabyle. Le FAR quant à lui, s'est refait une santé en allant signer une belle victoire à l'extérieur chez l'IR Tanger. Ceci n'empêchera pas les nôtres d'aller chercher leur adversaire, notamment du côté de Tarkhat, un défenseur limité techniquement. Mais les Canaris devront rester sur leurs gardes devant Sabouni, un élément à surveiller, Diney Borges (Cap Vert) Imanishimwe (Rwanda), deux défenseurs qui n'hésitent pas à prêter main-forte, notamment dans les coups de pieds arrêtés. En somme, voilà un derby maghrébin qui s'annonce ouvert à tous les pronostics. Sur le plan psychologique, les «Jaune et Vert» semblent mieux disposés pour composer leur billet de qualification.

MJS - Public dans les stades
Sebgag fixe la date
et les conditions

Le ministre de la jeunesse et des sports (MJS) Abderrazak Sebgag, a annoncé le retour des supporters dans les stades, à partir de la 2e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévue vendredi et samedi prochains. «Le Premier ministre, ministre des Finances, M. Aïmene Benabderrahmane, a donné des instructions pour la réouverture des infrastructures sportives au public, toutes compétitions confondues. La mesure ne concerne pas uniquement les stades de football. Dans ce sens, une réunion s'est tenue au siège du ministère de la Santé, ayant regroupé la Fédération algérienne (FAF) et le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19, à l'issue de laquelle il a été décidé de la réouverture des stades pour les supporters à partir de la 2e journée du championnat de Ligue 1, soit à la fin de la semaine prochaine», a indiqué le premier responsable du département ministériel, sur les ondes de la radio régionale de Laghouat. Toutefois, le ministre a conditionné l'accès des supporters dans les stades, à l'obligation de pré-

senter un pass sanitaire. «Chaque supporter doit se munir obligatoirement d'un pass sanitaire de vaccination, pour pouvoir assister aux rencontres du championnat mais également à celles de l'équipe nationale», a-t-il conclu. Le retour des supporters mettra ainsi fin à 19 mois d'interdiction, instaurée par les autorités en raison de la pandémie de Covid-19. En septembre dernier, le MJS avait annoncé le retour du public dans les stades et salles de sport, sur présentation du pass sanitaire, en vue de la nouvelle saison sportive 2021-2022. «En rappel de la décision du Premier ministre du 13 septembre relative à l'allègement du protocole sanitaire et dans le cadre de la reprise des activités sportives et de jeunesse, il a été décidé la réouverture des infrastructures sportives, publiques et privées, ainsi que la reprise des activités et compétitions dans toutes les disciplines, sous condition du strict respect du protocole sanitaire tel que préconisé par les autorités publiques pour faire face à la propagation de la pandémie du Coronavirus», avait indiqué un communiqué du MJS.

CR Témouchent
Le Chabab réclame
une dérogation pour
son coach tunisien

La direction du CR Témouchent a indiqué, samedi, avoir réclamé une «licence exceptionnelle» pour son entraîneur tunisien, Adel Al Atrach, recruté avant la décision de la Ligue nationale de football (LNF) d'interdire aux techniciens et joueurs étrangers d'activer dans la Ligue deux. «Nous avons sollicité la LNF pour nous délivrer une licence exceptionnelle pour notre entraîneur tunisien. Nous gardons espoir pour que notre doléance soit satisfaite avant le début du championnat, d'autant plus que l'engagement de ce coach s'est fait avant la promulgation des nouvelles dispositions réglementaires portant sur l'interdiction de recruter des entraîneurs et joueurs étrangers en deuxième palier», a déclaré le président du CRT, Houari Talbi. Ce responsable, qui s'exprimait sur la page officielle de son club, s'est, en outre, montré «optimiste» quant aux chances de son équipe, deuxième au classement du groupe Ouest de la Ligue 2 la

saison passée, de réussir un meilleur parcours au cours du nouvel exercice, dont le coup d'envoi sera donné mardi. Cet optimisme trouve son explication, selon Houari Talbi, dans «le soutien des autorités locales, contrairement à la saison passée». Cela a permis à son club de s'offrir pas moins de trois sponsors, «dont l'apport sera intéressant pour notre club qui a beaucoup souffert sur le plan financier la saison passée», s'est-il félicité. En revanche, le président de la formation de l'Ouest du pays a déploré «le mauvais état actuel» du stade municipal, lieu de domiciliation de son équipe, lançant un appel aux autorités de l'APC, propriétaire de cet équipement, pour y remédier afin de permettre aux siens «d'y évoluer dans de bonnes conditions», a-t-il dit. Cette infrastructure a déjà fait l'objet de réserve de la part de la commission d'audit des stades de la LNF, entraînant le report de son homologation, rappelle-t-on.

Ligue des champions d'Afrique : ESS-FC Nouadhibou, aujourd'hui à 18h00 Pour une remontada sétifienne

M. Zeggai

L'Entente de Sétif parviendra-t-elle à rééditer l'exploit et la «remontada» réussis face aux Gabonais du FC Fortune ? C'est la question que se posent les milliers d'inconditionnels de l'ESS qui affrontera ce soir le FC Nouadhibou dans le cadre du match retour du deuxième tour préliminaire. Pour rappel, les «Noir et Blanc» ont complètement raté leur sortie en s'inclinant à Nouakchott (3-1). Une défaite inattendue pour de nombreux observateurs, qui ne s'attendaient pas à ce que l'Entente se fasse malmener de cette façon. Là, l'Entente peut nourrir de gros regrets d'avoir raté sa première manche, ce qui devrait la pousser à sortir le grand jeu cet après-midi pour valider son ticket pour la phase de poules. Pour l'entraîneur de l'ES Sétif, le Tunisien Nabil Kouki, il reste tou-

jours de la place pour une qualification. «Notre équipe est en mesure de se qualifier mais, pour parvenir à cette fin, elle devra sortir le grand jeu ce soir et fournir un rendement de premier ordre», a-t-il déclaré. Pour lui, le fait de disputer ce match retour à domicile, ajouté au but marqué en Mauritanie, «devraient jouer un rôle déterminant». Les Sétifiens, qui ont bien préparé ce rendez-vous, tenteront de remonter le handicap de deux buts, ce qui les propulserait à la phase des poules. A première vue, on peut dire que le représentant algérien a hérité d'un adversaire relativement à sa portée : le FC Nouadhibou, qui accuse un manque flagrant d'expérience sur le plan continental. Mais les Ententistes se sont effondrés inexplicablement en deuxième mi-temps après avoir terminé la première manche avec un avantage d'un but à zéro. Il est certain que le coach de l'ESS a

tiré les enseignements nécessaires pour gérer au mieux ce match retour et faire respecter la hiérarchie. Il s'est montré optimiste quant à l'issue de cette seconde manche. «Nos joueurs sont prêts à relever le défi». Selon nos informations, l'ESS, loin de se considérer dans la peau du favori, n'a rien laissé au hasard et s'est préparée en fonction de l'importance de l'enjeu. Reste à savoir comment vont réagir les joueurs psychologiquement. La mission de nos représentants ne s'annonce guère aisée, mais pas impossible quand on connaît la valeur du groupe sétifien qui reste tout de même capable de réussir de grands exploits. Il faudra néanmoins rester vigilant devant les buteurs de la rencontre disputée à Nouakchott, Moulay Ahmed Bessam ainsi que Hemeya Tanjy, auteur d'un doublé. En tout cas, une chose est sûre, l'ESS n'a pas droit à l'erreur.

Ligue des champions d'Afrique : CRB-ASEC Mimosas, aujourd'hui à 19h00 Le Chabab pour renverser la vapeur

M. B.

A l'instar de l'ESS, l'autre représentant algérien en Ligue des champions d'Afrique, le CR Belouizdad, se trouve dos au mur après sa déroute en Côte d'Ivoire, et sera opposé, ce soir, à l'ASEC Mimosas, dans le cadre du 2^e tour préliminaire retour de l'épreuve reine, avec la force détermination de renverser son adversaire. Battu lors de la première manche, sur le même score (3-1), le Chabab n'aura plus droit à l'erreur à domicile, pour éviter une élimination prématurée de cette prestigieuse compétition. Il faut dire que la mission des Belouizdads ne sera pas

aisée, car en plus du fait que les «Rouge et Blanc» doivent absolument se porter en attaque pour tenter de trouver la faille, ils sont appelés à faire preuve de vigilance derrière pour ne pas encaisser des buts, ce qui risque de leur compliquer leur tâche. Autant dire, qu'avec deux tirs cadrés seulement au stade d'Abidjan, les coéquipiers de l'attaquant Kheireddine Merzougui devront faire preuve d'efficacité et de réalisme devant les buts, pour se racheter et arracher leur billet pour le prochain tour. Pour les supporters, le CRB devra sortir le grand jeu face à une équipe ivoirienne, qui a réussi à refaire son retard lors du match aller, après

avoir été menée au score dès le début de la rencontre. Sur le plan de l'effectif, le nouvel entraîneur brésilien, Marcos Paqueta, va devoir compter de nouveau sur les services de son capitaine Chamseddine Nessakh. Testé positif au Covid-19 avant le premier match, le natif d'Oran a subi un nouveau test à Alger qui s'est avéré négatif. Il est à noter que cette rencontre sera dirigée par un trio arbitral tunisien, conduit par Youcef Sariri, assisté de ses compatriotes Aymen Ismail et Youssef Djami. En cas d'élimination, le CRB sera reversé en Coupe de la Confédération, et disputera éventuellement les 1/16es de finale «bis».

Coupe de l'Emir du Qatar Al-Sadd de Bounedjah sacrés

La formation d'Al Saad où évolue l'international algérien Baghdad Bounedjah a remporté la Coupe de l'Emir du Qatar de football face à Al Rayyan (1-1, 5-4 TB) vendredi soir au stade Al Thumama (Doha). Al Rayyan dirigée par l'ancien international français Laurent Blanc a ouvert le score par l'intermédiaire de l'international algérien Yacine Brahimi (44' sp). L'Espagnol Santi Cazorla a permis à l'équipe de Xavi d'égaleriser (59' sp). Al Sadd remporte ainsi sa 18e Coupe de l'Emir du Qatar.



Cyclisme - Coupe d'Algérie cadets Domination de l'IRBEK et du TCR

Le contre-la-montre individuel de la cinquième et dernière manche de la Coupe d'Algérie «cadets», disputé vendredi dans la nouvelle ville de Sidi-Abdallah (Alger-Ouest), a été dominé par les clubs de l'IRB El Kantara chez les garçons, et par le TC Rouiba chez les filles. C'est en effet Mounir Laloui, sociétaire de l'IRBEK qui a remporté l'épreuve chez les garçons, devant deux représentants d'Amel El Maleh, respectivement Riyad Bakhti et Djaoued-Eddine Nehari. Alors que chez les filles, c'est le TC Rouiba qui a raflé les deux premières places du podium, grâce Si-

hem Bousbaâ, vainqueur devant sa coéquipière Malak Mechab, au moment où la troisième place est revenue à Yamna Bouyakour, du club Amel El Maleh. La compétition s'est déroulée en présence du Wali-délégué de Sidi-Abdallah, Mr Anis Bendaoud, ainsi que le DJS Sofiane Anteghar, le 1er vice-président de la FAC Abès Fertous, le DTN Réda Kahlal, ainsi que du président de la ligue d'Alger de cyclisme, Mr Hacène Begag. Les péripéties de cette cinquième et dernière manche de la Coupe d'Algérie 2021 des cadets se sont poursuivies samedi, avec le

déroulement des dernières épreuves inscrites au programme. La première manche de cette compétition s'était déroulée les 19-20 février dernier à El Kantara, dans la Wilaya de Biskra, alors que la deuxième manche a été abritée par la Wilaya de Tébessa, du 11 au 13 mars, puis c'était au tour d'El Bahia, Oran, d'organiser la troisième manche, fin mai dernier. La quatrième manche, dédiée à la mémoire de Feu Mohamed Allab, ex-entraîneur national de cette catégorie d'âge, elle, a été disputée les 25-26 juin dernier, dans la Wilaya de Blida.

Natation - Championnat arabe Syoud et Ardjoune, seuls représentants algériens

Les nageurs algériens, Jaouad Syoud et Abdellah Ardjoune, représenteront l'Algérie lors de la première édition des championnats arabes de natation (petit bassin), prévue du 24 au 27 octobre à la piscine Mohamed Ben Zayed à Abu Dhabi aux Emirats arabes unis, en vue de «préparer les prochains mondiaux ainsi que les Jeux méditerranéens 2022 d'Oran». Organisée par l'Union arabe de natation, cette première édition du championnat arabe qui se déroule au petit bassin (25 mètres), verra l'engagement des nageurs âgés de plus de 19 ans ainsi que des juniors, répartis en deux tranches d'âge (14-15 ans et 16-18 ans). Syoud (21 ans) sera aligné sur les épreuves de 200m, 400m 4 nages et 100m brasse, alors que son coéquipier Ardjoune (19 ans) sera présent sur les 50m, 100m et 200m dos. «L'instance fédérale s'est contentée d'engager deux nageurs de la catégorie des seniors qui sont également concernés par les Mondiaux et les Jeux méditerranéens d'Oran. Des nageurs ont préféré participer à d'autres compétitions internationales. C'est la deuxième compétition de la saison. Le point négatif, c'est que nous avons pris part à deux compétitions en une période de temps très rapprochée, à savoir les championnats d'Afrique et championnats arabes.», a déclaré Lamine Ben Abderrahmane, directeur des équipes nationales (DEN). Et d'ajouter : «Nos juniors seront absents lors de cette 1re édition, à cause de la crise financière dont souffre l'instance fédérale ainsi que le

manque flagrant en matière de préparation en raison de la pandémie de la Covid-19.» La sélection algérienne de natation, avec 11 médailles (2 or, 2 argent et 7 bronze), avait terminé à la 3e place des championnats d'Afrique Open qui se sont déroulés à Accra au Ghana (11-17 oct.) «L'objectif principal à travers notre participation au rendez-vous arabe d'Abu Dhabi, est de préparer les Jeux méditerranéens 2022 d'Oran où nous avons programmé de participer à une compétition, au minimum, chaque mois. En plus, cette compétition est qualificative aux championnats du monde, prévus en décembre prochain dans le même bassin.», a-t-il expliqué. L'instance internationale de natation (FINA) a officiellement agréé cette première édition des championnats arabes au petit bassin en tant que compétition qualificative aux Mondiaux, prévus le mois de décembre à Abu Dhabi, une occasion pour les nageurs algériens d'améliorer leurs temps respectifs. Pour rappel, le nageur Abdellah Ardjoune détient le titre arabe sur les épreuves de 50m, 100m et 200m brasse (grand bassin), alors que son coéquipier Jaouad Syoud, participera pour la première dans la catégorie seniors, lui qui avait pris part aux championnats arabes juniors (grand bassin) en 2017. Le président de la Fédération algérienne de natation (FAN), Mohamed-Hakim Boughadou, prendra part aux travaux du Congrès de l'Union arabe de natation, prévus en marge de la compétition arabe.

Triathlon - Championnat d'Algérie Victoire de Hellal et Maldji

La première édition du Championnat d'Algérie de triathlon, disputée vendredi au complexe Ferhani de Bab El Oued a été remportée par Ousama Hellal chez les messieurs, et Amina Maldji chez les dames. La compétition a été organisée par le club algérois de Mont-Riant, dont est sociétaire la gagnante Amina Maldji, alors que Hellal défend les couleurs de la formation oranaise, El Bahia Nautique. Les épreuves se sont déroulées sur une distance semi-olympique, à savoir : 750 mètres de nage en eau libre, 20 kilomètres de course à vélo et cinq kilomètres de course à pied. Chez les messieurs, Hellal a bouclé les épreuves en 1 heure, trois minutes et cinq secondes, devant deux de ses coéquipiers au club d'El Bahia, respectivement : Abdallah Ben-Mira (1h05:26) et Abdel-Koddous Ghouti (1h06:44 sec). Une victoire qui confirme la suprématie d'Oussama Hellal sur cette spécialité, car ayant déjà dominé l'ensemble des preuves régionales et nationales disputées au cours des dernières années. «Pour les adeptes de cette discipline, la victoire de Hellal est d'être une surprise. Elle était même très prévisible, vu qu'il domine les débats de-

puis quelques années déjà» a confirmé le sélectionneur national de triathlon, Salah Larkem, ajoutant qu'il s'agit là «d'un bon début, en attendant sa participation à des épreuves internationales, pour jauger ses capacités avec des athlètes d'autres pays». Chez les dames, Amina Maldji l'a emporté en 1 heure, 11 minutes et 50 secondes, terminant ainsi largement sur sa première poursuivante, Inès Aïchour (candidate libre), ayant bouclé les épreuves en 1h17:31 sec, alors que le podium a été complété par Khadidja Aroui, sociétaire du club oranais, Ayour Turk, avec un chrono de 1h19:12. Selon la même source, et à l'instar de Hellal chez les messieurs «la victoire d'Amina Maldji était prévisible chez les dames. Elle a d'ailleurs établi un chrono qui se rapproche de celui des messieurs, et qui pulvérise littéralement l'ancien record de l'épreuve féminine». Cette première édition du championnat national «Open» de triathlon a été marquée par la participation d'un total de 90 athlètes et elle s'est déroulée dans de très bonnes conditions, y compris les épreuves de nages, car la mer était très calme vendredi.

Arbitrage - IFAB

Le hors-jeu toujours en débats

On en a encore en mémoire la polémique déclenchée par l'arbitre anglais Anthony Taylor, qui a validé le but de M'bappé contre l'Espagne, bien que ce dernier ait été en nette position de hors-jeu, confirmé par le VAR.

Adjal Lahouari

Aux contestations des Espagnols, le referee a rétorqué que l'intervention du défenseur espagnol Garcia, en touchant le ballon, a remis en situation légale le buteur du Paris SG. La loi stipule « qu'un joueur qui reçoit un ballon joué délibérément par un adversaire n'est pas considéré tirant un avantage de sa position, sauf en cas de « sauvetage » délibéré par un adversaire. Effectuer un « sauvetage » consiste à intercepter le ballon qui se dirige vers le but avec n'importe qu'elle partie du corps, à l'exception des mains et des bras ». En revoyant l'action, il semble que Garcia est dans ce cas de figure. L'arbitre a considéré que le défenseur du Barça n'était pas dans une situation de « sauvetage », en précisant que M'bappé ne gênait pas Garcia dans cette action. Le referee anglais s'est appuyé sur ce point du règlement adopté par l'IFAB pour accorder le but.

QUELLES SOLUTIONS ?

Du côté espagnol, ce fut bien évidemment une levée de boucliers criant à l'injustice. Les médias ont estimé que l'action de Garcia à propos du « sauvetage » délibéré devait être prise en compte par l'arbitre. La polémique a enflé, un journal madrilène titrant même dans sa Une : « Ils sont en train de bousiller le football », accusant certains directeurs de jeu et l'IFAB d'avoir introduit cette précision. Par ailleurs, les Espagnols ont reproché à l'arbitre d'avoir ignoré une « main » du défenseur français Koundé dans la surface à la 30^e minute. Questionné à propos de cette

affaire, l'ancien arbitre international Roberto Rosetti, responsable de l'arbitrage au sein de l'UEFA, a affirmé : « Ce cas nous montre que l'interprétation actuelle de la loi semble être en conflit avec l'esprit de la loi elle-même, qui est d'empêcher tout joueur de tirer avantage de sa position de hors-jeu. L'avis de l'UEFA est qu'il est possible d'améliorer la formulation pour la rendre conforme à l'objectif de la loi XI et à l'esprit du jeu », a indiqué Rosetti. D'ailleurs, alerté par cette polémique, l'expert italien a précisé avoir pris contact avec la FIFA et avec l'IFAB pour proposer des solutions lors de la prochaine réunion du groupe consultatif technique de l'IFAB qui se tiendra le mercredi prochain. Si l'objectif de l'IFAB est de contribuer à favoriser l'offensive du jeu, à notre humble avis, elle devrait revoir le barème des sanctions concernant les fautes grossières, comme les coups de coude au visage, le ceinturage des maillots de l'adversaire. Un simple carton jaune ne dissuade pas les fautifs qui continuent à commettre les infractions pour entraver les actions de l'adversaire, étant convaincus qu'ils commettent des fautes utiles à leurs équipes, et que la sanction, un carton jaune, est préférable à un but encaissé. Ils savent aussi que des arbitres s'abstiennent de brandir le carton jaune. Il y a quelques années, des instructions ont été données aux arbitres assistants de ne pas lever leur drapeau au départ du hors-jeu. Or, la plupart d'entre eux font de l'excès de zèle en courant vers le poteau de corner, ce qui met dans l'embarras l'arbitre central. Parfois, l'action se poursuit et, après les contestations de l'équipe adverse, c'est l'arrêt du

match et le recours au VAR. Force est de reconnaître que l'ancienne prescription était bien meilleure puisqu'il est conseillé que « pour éviter toute contestation, l'arbitre doit sanctionner le hors-jeu le plus rapidement possible ». Il faut rappeler que l'ancien président de l'UEFA, Michel Platini, a combattu de toutes ses forces l'introduction de la VAR, estimant que l'arbitrage doit rester une activité humaine et non celle d'un robot.

LA LOI XI, DIFFICILE OU INCOMPLÈTE ?

Actuellement, les arbitres sont dans une sorte de confusion alors qu'ils doivent prendre une décision immédiatement, ce que l'arbitre anglais a fait. Il s'agit donc d'une question d'interprétation. Faut-il appliquer la règle dans toute sa rigueur ou tenir compte de l'esprit de la loi XI ? Il faudra sans doute attendre une nouvelle application électronique comme celle du but marqué ou non, le « bip » du bracelet de l'arbitre central étant un indicateur infaillible. Depuis, les contestations des joueurs ont cessé à propos de ces situations, clairement décrites dans la loi IX (ballon en jeu et hors du jeu) et la loi X (but marqué). Ce qui a de positif dans cette affaire, c'est qu'elle a suscité des réactions officielles et va obliger les législateurs de l'IFAB à spécifier plus clairement de nouvelles prescriptions pour que les imbroglios ne se répètent pas. De tout temps, la loi XI est considérée comme la plus difficile à appliquer, à tel point que l'auteur d'un manuel d'arbitrage a écrit à propos du hors-jeu : « C'est une image fuyante. Ballon joué, partenaire jugé. Pas facile cet instantané de photo » !

Tennis - WTA

Ashleigh Barty met un terme à sa saison



L'Australienne Ashleigh Barty, déjà forfait à Indian Wells et pour la Billie Jean King Cup (ex-Fed Cup), ne défendra pas son titre au Masters féminin du 10 au 17 novembre à Guadalajara au Mexique et met un terme définitif à sa saison, a annoncé la N.1 mondiale samedi. « Je voulais que tout le monde sache que je ne participerai plus à aucun tournoi en 2021, y compris le Mas-

ters féminin au Mexique », a annoncé dans un communiqué la championne de 25 ans, qui n'a plus disputé de compétition depuis son élimination au 3^e tour de l'US Open en septembre. « Je dois donner priorité à mon corps et à ma récupération et me concentrer pour attaquer fort la présaison avant l'Open d'Australie en janvier », a-t-elle ajouté. « Avec les incertitudes cons-

tantes du retour dans le Queensland et les exigences de quarantaine, je ne suis pas prête à compromettre ma préparation pour janvier ». Au cours d'une année qui s'achève prématurément, Ashleigh Barty a empoché cinq titres, à Miami, Melbourne, Stuttgart, Cincinnati et Wimbledon, où elle a empoché son deuxième tournoi du Grand Chelem après Roland-Garros en 2019.

Cyclisme - Mondiaux sur piste L'Algérien Yacine Chalel 20e au Scratch

Le cycliste algérien, Yacine Chalel, a terminé à la 20^e place de l'épreuve du Scratch des championnats du monde sur piste qui se déroulent à Roubaix dans le nord de la France. Chalel s'est dit dans une publication postée sur sa page facebook pas content de sa prestation. « Déception hier sur le scratch avec une 20^{ème} place médiocre à la suite d'une course où une erreur de placement aura tout fait basculé du mauvais côté. Il s'agit désormais de tourner la page et de se remobiliser pour la suite », a-t-il dit. Aux Mondiaux-2020 qui se sont déroulés à Berlin en Allemagne, Chalel s'était contenté d'une 17^e place au Scratch, avant d'enchaîner par une 22^e place dans la course aux points, ratant ainsi l'occasion d'offrir à l'Algérie une qualification aux JO

de Tokyo. Les Championnats du monde de cyclisme sur piste ont débuté mercredi au Stade Vélodrome de Roubaix. Jusqu'à dimanche, tous les meilleurs pistards de la planète sont ainsi réunis dans le Nord de la France. Parmi les principales vedettes attendues, il y a bien sûr les Français Benjamin Thomas, Mathilde Gros ou Sébastien Vigier, mais aussi les Italiens Filippo Ganna, Elia Viviani et Elisa Balsamo, ou encore les Néerlandais Harrie Lavreysen, Jeffrey Hoogland et Shanne Braspenninckx. Vingt épreuves sont inscrites au programme des Championnats du monde sur piste, à savoir : la vitesse individuelle et par équipes, le keirin, la poursuite par équipes, l'omnium et l'américaine, aussi bien chez les messieurs que chez les dames.

CAN-2022

Le Cameroun et la CAF signent l'accord

Les autorités camerounaises de football et la Confédération africaine de football (CAF) ont signé vendredi un accord-cadre qui autorise la nation centrafricaine à organiser la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) l'année prochaine. L'accord-cadre garantit les droits des hôtes du Cameroun et permet également au pays d'utiliser le manuel de travail de la CAF pour organiser cet événement sportif. Le ministre camerounais des Sports et de l'Education physique, Narcisse Mouelle Kombi, et le président par intérim de la Fédération camerounaise de Football, Seidou Mbombo Njoya,

ont signé au nom du Cameroun tandis que le vice-président de la CAF, Augustin Senghor, a signé l'accord au nom de la CAF.

« C'est un honneur pour moi de signer cet accord. Le Cameroun va certainement accueillir une merveilleuse CAN », a déclaré M. Njoya après avoir signé l'accord dans la capitale Yaoundé. « Le Cameroun est prêt, à bien des égards, à accueillir la CAN. Nous espérons qu'ils vont se hâter de terminer les travaux restants », a indiqué de son côté M. Senghor. Les jeux biennaux sont prévus au Cameroun du 9 janvier au 6 février de l'année prochaine.

Boxe - Mondiaux 2021 105 pays présents à Belgrade, l'Algérie absente

Six-cent-cinquante (650) boxeurs représentant 105 pays sont annoncés à la 21^e édition des championnats du monde seniors messieurs, prévus dès aujourd'hui à Belgrade (Serbie), alors que l'Algérie sera absente de cet événement mondial. Plusieurs champions du monde et olympique en titre dont Andy Cruz Gomez, Roniel Iglesias, Arlen Lopez et Julio La Cruz de Cuba, seront présents au rendez-vous de Belgrade qui marquera le lancement des compétitions internationales après le déroulement des Jeux olympiques de Tokyo. Des boxeurs de 105 pays participeront aux 21^{es} championnats du monde de boxe masculine de l'AIBA à Belgrade en Serbie. Le nombre de boxeurs inscrits est de 650 athlètes, ce qui est un record dans l'histoire du tournoi. Par ailleurs, après avoir participé aux trois dernières éditions des mondiaux à Almaty en Kazakhs-

tan (2013), Doha (2015) et à Ekaterinbourg (Russie) en 2019, les boxeurs algériens à l'image d'Abdelhafid Benchabla (6^e mondial), Mohamed Flissi (14^e mondial), Oussama Mordjane (10^e), Houmri Mohamed (13^e), ne pourront pas participer au rendez-vous mondial de Belgrade. Les raisons exprimées par la Fédération algérienne de boxe (FAB) sont liées au manque de financement de cette compétition mondiale qui avoisine les 550 millions de centimes, préférant injecter cet argent en vue d'une participation aux différents tournois internationaux, explique l'instance fédérale. Des récompenses pécuniaires importantes seront attribuées aux médaillés du tournoi. Les médaillés d'or de chaque catégorie recevront 100.000 dollars, les médaillés d'argent recevront 50.000 dollars et les deux médaillés de bronze (demi-finalistes) recevront 25.000 dollars.

Covid-19 Le sous-variant du Delta potentiellement plus contagieux



Les autorités sanitaires britanniques ont indiqué vendredi avoir placé sous surveillance le sous-variant du Delta se propageant au Royaume-Uni, qui semble plus transmissible mais pas plus dangereux, dans un contexte d'envolée des cas de Covid-19.

Le variant "AY4.2" représentait la semaine dernière 6% des cas au total au Royaume-Uni, a précisé dans son bulletin hebdomadaire la UK Health Security Agency, qui l'a classé comme "variant en cours d'investigation".

Il ne représente donc pas en l'état un "variant inquiétant".

"Des éléments préliminaires semblent prouver qu'il présente un taux de transmission plus élevé par rapport au Delta", a expliqué l'agence de santé publique britannique.

"Des preuves supplémentaires sont nécessaires pour déterminer si c'est lié à un changement dans le comportement du virus

ou aux conditions épidémiologiques", a-t-elle ajouté.

En revanche, ce variant "ne semble pas causer de version plus grave de la maladie ou rendre les vaccins actuellement distribués moins efficaces", a-t-elle souligné.

Ce variant provoque l'inquiétude au moment où le Royaume-Uni subit l'un des pires niveaux de contamination au monde.

Après avoir enregistré jeudi plus de 50.000 cas pour la première fois en trois mois, il a recensé vendredi 49.298 cas et 180 décès, portant le bilan total de la pandémie à 139.326 morts dans le pays.

Malgré les appels de plus en plus pressants du monde médical, le Premier ministre Boris Johnson refuse de remettre en place certaines restrictions, telles le masque en intérieur, après avoir levé les dernières contraintes en juillet.

Le chef du gouvernement a

néanmoins jugé vendredi "sensé" de porter le masque en intérieur, tout en rappelant que la priorité du gouvernement était de convaincre les plus de 50 ans de recevoir une troisième dose, alors que la campagne de rappel reste poussive.

La vague actuelle est attribuée par certains scientifiques à l'absence de restrictions, à la baisse d'immunité des plus fragiles vaccinés très tôt au Royaume-Uni mais aussi à la faible vaccination des adolescents.

Selon la dernière étude hebdomadaire du Bureau national des statistiques, les taux de contamination sont les plus élevés chez les enfants en Angleterre, avec près de 8% des élèves du secondaires (11-16 ans) infectés mi-octobre, et 3,8% pour les 2-11 ans contre 1,79% pour l'ensemble de la population.

Cela fait espérer un apaisement lors des vacances scolaires la semaine prochaine.

Etats-Unis La pandémie a tué plus de personnes que le SIDA en 40 ans



La COVID-19 est devenue la pandémie la plus meurtrière de l'histoire des Etats-Unis, faisant plus de victimes que le VIH/sida, selon le site d'information The National. L'approche initiale du gouvernement américain à l'égard du VIH/sida et de la COVID-19 était "le déni et l'indifférence", écrit The National dans un reportage publié vendredi.

Lorsque le sida a fait des rava-

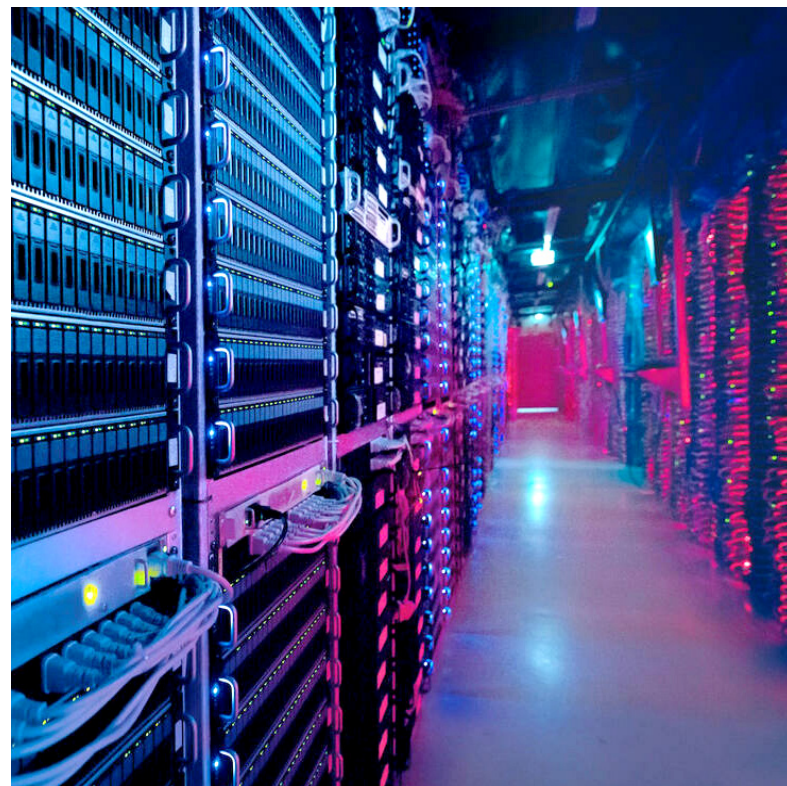
ges dans certaines régions du pays au début des années 1980, le gouvernement fédéral a détourné le regard et a même réduit les dépenses des organismes de santé publique, selon The National.

Quant à la pandémie de COVID-19, lorsqu'elle a été signalée aux Etats-Unis, la Maison Blanche en a minimisé les risques, l'assimilant à "une

grippe ordinaire", souligne le reportage. Ces deux crises, ajoute The National, ont touché de manière disproportionnée les groupes minoritaires et les communautés les plus pauvres.

La pandémie de COVID-19 a fait jusqu'à présent environ 730.000 morts aux Etats-Unis, tandis que l'on estime qu'au moins 700.000 personnes sont mortes du VIH/sida dans le pays.

Le Québec se veut le nouvel eldorado vert et «pas cher» des centres de données



Avec son électricité bon marché et renouvelable, le Québec rêve de devenir un nouvel eldorado pour les géants technologiques, qui y déploient de plus en plus leurs centres de données ("data centers") dans un secteur en plein essor mais très énergivore.

Cinquante centres sont actuellement installés dans la province canadienne, contre 39 début 2019, dont certains sont détenus par des champions de ce secteur devenu stratégique pour l'économie numérique comme Amazon (leader du "cloud", l'informatique à distance, avec sa filiale Amazon Web Services), Microsoft, Google ou encore IBM.

Encore loin derrière la Virginie aux Etats-Unis et sa "Data Center Alley" qui revendique 70% du trafic internet mondial, ou l'Ile-de-France, qui compte plus de 120 centres de données, le Québec veut devenir une option.

Au cours des dernières années, "on a vu de nouveaux joueurs arriver, et de très gros joueurs", se félicite Stéphane Paquet, PDG de Montréal international, l'organisme chargé de la promotion économique de la métropole.

Le géant américain Google, déjà présent dans la province, a prévu de construire son premier centre de données, un investissement de 735 millions de dollars canadiens (489 millions d'euros) sur un terrain d'une soixantaine d'hectares. Même stratégie d'expansion pour Microsoft, qui a acheté un terrain dans l'agglomération de la ville de Québec.

ENVIRONNEMENT

L'un des pionniers, l'hébergeur français OVHcloud, a installé au Québec en 2012 l'un de ses 32 centres de données. A l'intérieur d'une ancienne usine d'aluminium dans la grande banlieue de Montréal, des dizaines de milliers de serveurs sont entreposés dans de vastes conteneurs.

"L'objectif était de nous implanter sur le continent américain et la porte d'entrée naturelle a été le Québec où se trouvait aussi une source d'énergie renouvelable. Ce n'est pas la seule raison, mais ça a fortement joué dans la décision", explique à l'AFP Estelle Azemard, vice-présidente d'OVHcloud pour les Amériques.

Cette infrastructure de 10.000 mètres carrés est située à Beauharnois, à quelques dizaines de kilo-

mètres de Montréal, près d'un barrage hydroélectrique.

L'entreprise, qui figure parmi les leaders mondiaux du "cloud" et de l'hébergement de sites web, a mis au point une technologie pour refroidir la chaleur dégagée par les machines avec de l'eau, ce qui lui permet de se passer de climatisation.

"L'environnement est vraiment au cœur de notre système d'affaires", assure Mme Azemard.

ELECTRICITÉ À BAS COÛT

Argument financier de taille, le Québec se targue de proposer une électricité à bas coût, qui défie la concurrence américaine et européenne avec un prix d'environ 5 cents (en dollars canadiens) le kilowattheure.

"Nos tarifs sont parmi les plus avantageux au monde", vante Cendrix Bouchard, porte-parole d'Hydro-Québec, qui détient le monopole public de production et de distribution d'électricité.

"On vient ici parce que ce n'est pas cher, mais surtout parce que c'est une énergie qui est renouvelable" à plus de 99%, explique à l'AFP M. Paquet.

Les hivers longs et froids de la province francophone permettent également de limiter les dépenses nécessaires pour le refroidissement des machines, selon M. Paquet.

Gloutons en matière d'énergie, les centres de données, dont les serveurs ont sans cesse besoin d'être refroidis pour éviter la surchauffe, émettent près de "4% des gaz à effet de serre du monde, soit davantage que le transport aérien civil" selon un rapport du groupe de réflexion français The Shift Project publié en 2019.

Au Québec, la consommation mensuelle d'électricité des centres de données atteint environ 663 gigawattheures (GWh), soit l'équivalent de la consommation de 40.000 foyers.

"Il vaut mieux mettre des + data centers+ dans des endroits qui sont alimentés en électricité hydraulique, solaire ou même nucléaire, qu'alimentés par de l'électricité produite par des centrales à charbon", salue Hugues Ferreboeuf, de The Shift Project.

"Mais ça ne suffit pas", ajoute-t-il. "Il faut qu'en même temps ils arrivent à maîtriser la croissance de leur consommation, sinon ils vont capter une part trop importante de l'électricité produite par des énergies renouvelables".

La Chine vote une loi pour réduire les devoirs à l'école



La Chine a voté samedi une loi pour limiter les devoirs et les cours extrascolaires, une initiative qui entend réduire la lourde pression qui pèse sur les élèves, a indiqué un média d'Etat.

Au nom de la protection de la jeunesse, le gouvernement a édicté ces derniers mois plusieurs règles paternalistes visant à lutter contre les activités qu'il juge néfastes pour le développement de l'enfant.

Il avait déjà interdit aux mineurs de jouer plus de trois heures par semaine aux jeux en ligne pour lutter contre l'addiction et avait réduit drastiquement le recours aux cours privés de soutien scolaire.

Ces dernières semaines, le pouvoir a également pris des mesures plus idéologiques contre l'idolâtrie des célébrités, les

émissions de télévision jugées "vulgaires" et les artistes "efféminés". Désormais, les autorités locales devront "renforcer leur supervision afin de réduire la charge des élèves en matière de devoirs et de cours extrascolaires", a indiqué l'agence Chine nouvelle, citant la loi votée samedi par le parlement chinois.

"Les parents (...) doivent répartir de façon raisonnable pour les mineurs le temps consacré aux études, au repos, au divertissement et à l'activité physique afin de ne pas alourdir leur charge en matière d'apprentissage et d'éviter toute dépendance à internet." Cette loi dite de "promotion de l'éducation familiale" entrera en vigueur le 1er janvier 2022. Le système scolaire est très sélectif en Chine. Les Chinois se préparent depuis l'enfance au passage, à 18 ans,

du concours d'entrée à l'université, qui détermine si l'élève peut rejoindre ou non l'enseignement supérieur et dans quel établissement. Dans ce contexte, de nombreux parents dépensent des fortunes pour placer leurs enfants dans les meilleures écoles ou les inscrire à des cours particuliers, ce qui pèse sur leurs finances et sur la santé de leur progéniture.

Face au vieillissement de la population, effet collatéral de décennies de politique de limitation des naissances, la Chine cherche à inverser la tendance et autorise désormais les couples à avoir trois enfants.

Mais face à la réticence des parents, refroidis par les coûts relatifs à l'éducation, les autorités espèrent les convaincre de procréer en tentant notamment de réduire la charge scolaire.

Afrique du Sud

Une policière a tué six personnes pour toucher des indemnités d'assurance



Une policière en Afrique du Sud a organisé méticuleusement avec des tueurs à gages le meurtre de son petit ami et de cinq membres de sa famille pour empocher des indemnités d'assurance, a-t-on appris vendredi auprès d'un tribunal. Cette affaire aux détails macabres révélée lors du procès de la policière, Rosemary Ndlovu, a captivé le pays pourtant habitué à un taux élevé de criminalité.

Cette femme de 46 ans faisait systématiquement souscrire aux membres de sa famille des assurances-vie et assurances-obèques, puis organisait un par un leur meurtre. Ont ainsi été tués entre 2012 et 2017, son petit ami, son cousin, sa sœur, sa nièce,

son neveu et un autre membre de sa famille.

Elle a ainsi récupéré environ 1,4 million de rands (81.000 euros) mais elle a été arrêtée avant d'avoir pu ajouter à sa liste le meurtre de sa mère et d'un autre membre de sa fratrie, selon le tribunal.

Avec une soigneuse préméditation, Ndlovu a fait appel à des tueurs à gages pour piéger ses victimes, qui ont été soit tués par balle soit frappés à mort. Elle a personnellement tué une seule personne, sa sœur, en empoisonnant son thé puis en l'étranglant après avoir constaté que le poison ne faisait pas effet.

"L'accusée était soit la dernière personne à les avoir vus vivants soit la première person-

ne à prévenir qu'ils étaient portés disparus", a souligné l'avocate générale, Riana Williams. "Elle se nommait bénéficiaire pour pouvoir profiter des assurances-vie et obsèques", a-t-elle ajouté.

L'accusée a farouchement nié tout au long du procès.

Elle avait été condamnée en 2018, après qu'un des tueurs à gages avait prévenu la police qu'elle échaudait un plan pour brûler la maison d'une autre de ses sœurs. Sa sœur et ses cinq enfants seraient morts calcinés durant leur sommeil.

Ndlovu, qui fut autrefois une policière respectée, a montré peu d'émotion lors de son procès. Sa peine devrait être prononcée au début du mois prochain.

A Indianapolis, des bolides qui se conduisent tout seuls, à 250 km/h



Il y aura des voitures en piste sur le célèbre circuit automobile d'Indianapolis, mais pas de pilote dedans; cela n'empêchera pas les bolides, en conduite autonome, de côtoyer les 250 km/h, une nouvelle étape dans le développement des véhicules sans chauffeur.

Neuf monoplaces seront au départ de l'Indy Autonomous Challenge, une compétition dotée d'un million de dollars, dont l'objectif est clair, "prouver que la technologie autonome peut fonctionner en conditions extrêmes", explique Paul Mitchell, du cabinet ESN, co-organisateur de l'événement.

L'IAC aurait dû faire rouler ensemble les neuf voitures, comme lors d'une course classique, mais les organisateurs ont finalement renoncé, car toutes les équipes n'étaient pas au point.

Au lieu de quoi, les véhicules partiront les uns après les autres, et le plus rapide sur deux tours lancés l'emportera.

Toutes les équipes, composées d'étudiants du monde entier, ont reçu la même voiture, une Dallara IL-15, sorte de petite F1, les mêmes équipements technologiques avec, en vedette, capteurs, caméras, GPS et radars, pour permettre aux autos de se situer.

Ce qui fera la différence, ce ne sont pas les pilotes, absents, mais une quarantaine de milliers de lignes de codes composées par chaque "team". Ce sont elles qui mettront en musique moteur, récepteurs et le puissant ordinateur calé dans le baquet habituellement réservé au conducteur.

L'équipe MIT-PITT-RW, la seule composée uniquement d'étudiants

sans encadrement, a récupéré sa voiture il y a seulement six semaines, explique Nayana Savarna. Cette élève ingénieure de 22 ans a été bombardée, à son corps défendant, patronne d'écurie, elle qui n'a pas encore le permis de conduire.

"Je ne connaissais rien à la course automobile", dit-elle en souriant, "mais je deviens fan". La voiture de la MIT-PITT-RW a atteint 130 km/h en essais, mais Nayana la croit capable de dépasser 160 samedi.

«UNE GÉNÉRATION DE TALENTS»

D'autres ont déjà été beaucoup plus loin. La Dallara aux couleurs de PoliMOVE, partenariat entre les universités d'Alabama et Politecnico de Milan, a remonté jeudi la ligne droite des stands à 250 km/h environ, tout comme celle de la faculté munichoise TUM.

Mais dès le virage suivant, la voiture est partie en tête à queue, finissant heureusement sans dommage sur le gazon. "Ca a été un miracle qu'il n'y ait pas de casse", explique Sergio Matteo Savaresi, professeur à la Politecnico.

En cause, pas de "bug", mais la conjonction de pneus froids et d'une tendance de la Dallara au survirage (les pneus arrière glissent).

"On a atteint les limites de la voiture", résume, satisfait, l'universitaire, qui supervise l'équipe PoliMOVE. "Un pilote professionnel aurait fait exactement la même chose."

La Robocar, modèle du constructeur Roborace, détient, depuis 2019, le record officiel de vitesse pour une voiture autonome, avec 282 km/h, mais il a été établi en ligne droite sur une piste d'atterris-

sage, pas sur un circuit.

L'idée de la voiture qui se conduit toute seule fait fantasmer depuis les années 1950, mais a connu, ces cinq dernières années, un puissant coup d'accélérateur.

La plupart des grands constructeurs automobiles développent leurs propres projets, le plus souvent en collaboration avec des géants de la tech, comme Amazon, Microsoft ou Cisco.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'IAC, dont les participants ne considèrent pas la vitesse comme une fin en soi.

"Si les gens s'habituent à voir des voitures (autonomes) aller à 300 km/h sans accident, que ça marche, ils se diront: peut-être qu'à 50 à l'heure, c'est sûr", fait valoir M. Savaresi.

Selon un sondage publié en septembre par Morning Consult, 47% des Américains considéraient les véhicules autonomes comme moins sûrs que ceux conduits par des humains.

Deuxième objectif, permettre un transfert de technologie. "Plusieurs équipes prévoient déjà de publier, en libre accès, leur programme, après la compétition", annonce Paul Mitchell.

"Certains des algorithmes d'intelligence artificielle les plus avancés vont donc être disponibles pour que l'industrie, des start-ups ou d'autres universités s'en nourrissent", dit-il.

Enfin, le projet vise à "développer une génération de talents", avance M. Savaresi. "Les gens qui ont participé à ce défi vont créer leurs propres entreprises ou travailler pour d'autres", espère Paul Mitchell, "et les innovations tirées de cette compétition vont vivre durant de nombreuses années".

Brésil 80% des jeunes tués dans des violences sont des Noirs



Quelque 80% des jeunes tués au Brésil dans des situations violentes entre 2016 et 2020 étaient noirs, selon une enquête publiée vendredi qui tire aussi la sonnette d'alarme sur la hausse du nombre d'enfants de 0 à 4 ans morts dans des violences domestiques.

Par ailleurs, selon l'enquête de l'Unicef et du Forum brésilien de sécurité publique (FBSP) établie d'après les rapports de police des 27 Etats du pays, 178.277 enfants et adolescents ont été victimes de violences sexuelles entre 2017 et 2020, soit cinq par heure.

Environ 80% d'entre eux étaient des filles de 10 à 14 ans. Les chiffres de 2016 n'étaient pas disponibles pour tous les Etats.

Dans la période de 2016 à 2020, 34.918 morts d'enfants et de jeunes de 0 à 19 ans dans des situations violentes ont été enregistrées dans le pays. Sur ce total, plus de 31.000 étaient des adolescents de 15 à 19 ans, dont 25.592, soit 80%, noirs ou métis, tués la plupart du temps par arme à feu.

"Ce n'est hélas pas une nouveauté", mais les chiffres montrent que "la violence touche les adolescents (noirs) de plus en plus jeunes", a déclaré à l'AFP la directrice exécutive du FBSP, Samira Bueno. "Aucune politique publique n'est en place pour ce groupe" de jeunes souvent pauvres et peu scolarisés", déplore-t-elle.

En ce qui concerne la violence domestique, elle

a tué 1.070 enfants de 0 à 9 ans sur la période au Brésil, un chiffre légèrement à la baisse mais qui occulte la hausse de morts d'enfants de 0 à 4 ans: 142 en 2020 contre 112 en 2016.

Ces chiffres sont "le reflet de la pandémie de covid", à l'intérieur des foyers en 2020, a expliqué Mme Bueno.

"La violence contre les enfants a lieu principalement à la maison. La violence contre les adolescents dans la rue, surtout contre les jeunes noirs", a déclaré la représentante d'Unicef au Brésil Florence Bauer dans un communiqué de presse.

"Il est crucial de mettre sur pied des politiques publiques efficaces de prévention et de réponse à la violence" au Brésil, a-t-elle ajouté.

Luxembourg Production et consommation de cannabis à la maison autorisées



Le Luxembourg va autoriser la culture de cannabis à domicile et sa consommation dans la sphère privée, a annoncé le gouvernement vendredi, une pratique déjà tolérée en Espagne.

Chaque ménage aura droit de cultiver chez lui quatre plants de cannabis, a indiqué le gouvernement lors d'une conférence de presse qui a réuni plusieurs ministres, dont ceux de la Santé, des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Justice.

Cette mesure s'inscrit dans un paquet législatif de lutte contre la criminalité liée aux stupéfiants.

Le Luxembourg maintient l'interdiction de consommer du cannabis en public, mais instaurera une "procédure pénale allégée", limitée à une amende de 145 euros si les infractions de consommation ou d'achat n'excèdent pas trois grammes.

Lors de son élection en 2018, la coalition gouvernementale avait promis une dépénalisation voire une légalisation du cannabis à usage récréatif au moyen d'une production sur le territoire national.

Mais le gouvernement du libéral Xavier Bettel a revu ses ambitions à la baisse pour ménager ses relations avec les pays voisins, notamment avec la France qui craignait l'émergence d'un lieu de trafic à ses frontières.

Le paquet législatif de mesures sera examiné par le Parlement au début de l'année prochaine et pourrait être voté d'ici fin 2022.

L'importation des graines sera possible et une production locale est en discussion.

En Espagne, le commerce et la consommation publique du cannabis sont interdits mais la production pour la consommation personnelle est autorisée.

Sierra Leone La capitale nomme une responsable pour lutter contre la chaleur

La capitale de la Sierra Leone, Freetown, a nommé une "responsable de la chaleur" ayant pour mission de lutter contre les effets des températures extrêmes, une première en Afrique.

Cette responsable nommée "Chief Heat Officer", Eugenia Kargbo, a déclaré vendredi à l'AFP que son rôle, qui implique la planification des vagues de chaleur dangereuses, est le premier de ce type sur le continent. "Les vagues de chaleur extrême affectent notre santé, notre environnement et notre sécurité alimentaire", a-t-elle déclaré, ajoutant qu'elle engagerait également les "communautés vulnérables" pour trouver des solutions. La Sierra Leone, une ancienne colonie britannique riche en diamant, est l'un des pays les plus pauvres du monde, encore en train de se remettre d'une guerre civile brutale de 1991 à 2002 et de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest de 2014 à 2016.

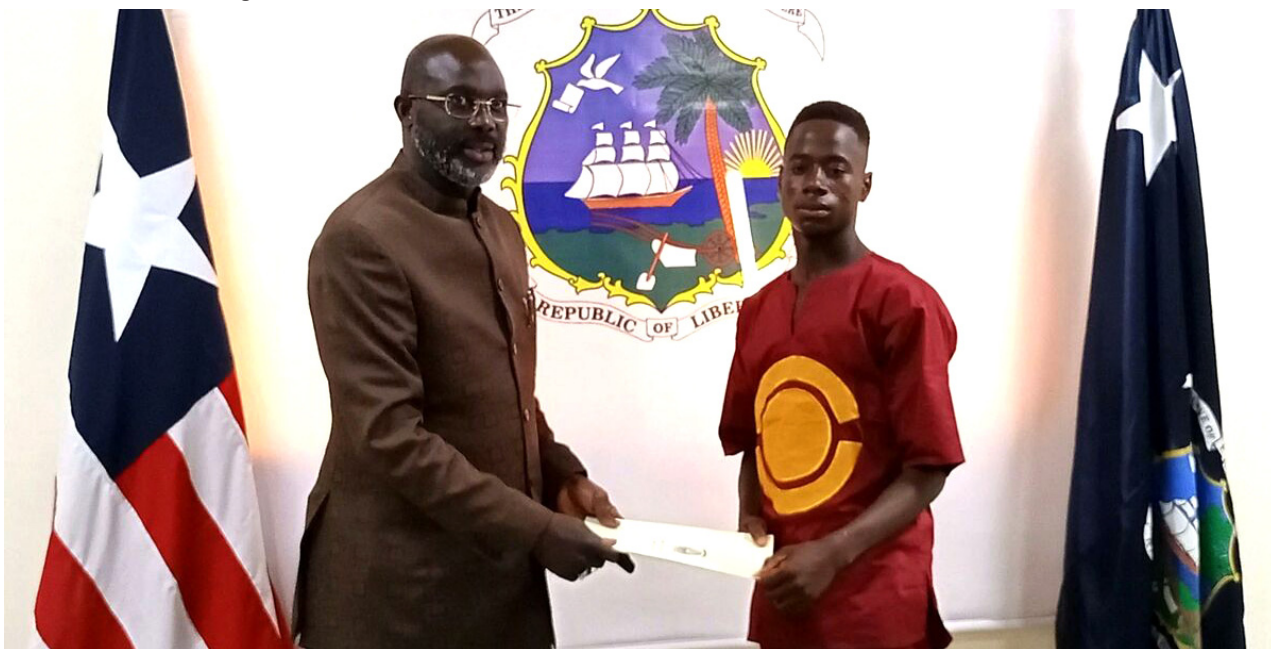
Environ un tiers du 1,2

million d'habitants de sa capitale balnéaire, Freetown, vivent dans des bidonvilles surpeuplés, où Mme Kargbo a déclaré que les résidents étaient plus exposés au changement climatique.

Un incendie dans l'un de ces bidonvilles a fait environ 7.000 personnes sans abri en mars. Des coulées de boue meurtrières se produisent également occasionnellement à Freetown. "Nous devons prendre des mesures pour protéger notre environnement alors que le monde est confronté à une crise climatique", a déclaré Mme Kargbo.

Le conseil municipal de Freetown a nommé Eugenia Kargbo à cette nouvelle fonction cette semaine, selon un communiqué du Centre de résilience de la Fondation Adrienne Arsht-Rockefeller, qui mobilise les villes du monde entier pour faire face à la chaleur extrême. La capitale sierra leonaise rejoint les villes de Miami et Athènes, qui ont également nommé des responsables de la chaleur.

Il est nommé «ambassadeur de l'intégrité» Un garçon ramasse puis restitue 50.000 dollars



Un adolescent libérien qui avait ramassé 50.000 dollars américains et restitué ensuite l'argent à son propriétaire a été nommé "ambassadeur de l'intégrité" de ce pays pauvre d'Afrique de l'ouest et récompensé d'un salaire mensuel par le président George Weah.

L'histoire d'Emmanuel Tuloe, qui conduit une moto-taxi pour gagner sa vie, a fait l'objet d'une large couverture médiatique pour son acte civique au Liberia, où près de la moitié de la population vit dans l'extrême pauvreté.

Il est tombé le 10 octobre dans le nord-est du pays sur un sac en plastique rempli d'argent d'un montant total de 50.000 dollars alors qu'il était à moto, a-t-il raconté vendredi à l'AFP.

A la grande surprise de ses amis, le jeu-

ne de 19 ans a rendu l'argent à sa propriétaire, une femme d'affaires, après l'avoir entendue le lendemain lancer un message à la radio.

"Mes amis me disaient que je suis très stupide et que je ne deviendrai jamais riche de ma vie", a dit M. Tuloe. "Mes parents ne m'ont pas appris à voler, alors j'ai décidé de rendre l'argent qui ne m'appartient pas".

Le président du Liberia, l'ancienne star du football George Weah, a invité Emmanuel Tuloe à une audience au palais présidentiel en début de semaine à Monrovia, lui offrant une récompense de 10.000 dollars pour son honnêteté.

M. Weah, 55 ans, a également offert à l'adolescent une bourse d'études jusqu'au niveau master, l'a nommé "ambassadeur

de l'intégrité" pour le Liberia et lui a octroyé un salaire mensuel de 500 dollars.

"Je ne pense pas que je serai pauvre comme mes amis l'avaient prédit", a déclaré M. Tuloe à l'AFP, expliquant que son rêve est de devenir médecin ou infirmier. "J'encourage tous mes amis à ne pas prendre ce qui ne leur appartient pas", a-t-il déclaré.

Le Liberia, un pays pauvre de 5 millions d'habitants, se remet encore des guerres civiles consécutives de 1989 à 2003 et de la crise Ebola de 2014-2016 en Afrique de l'Ouest.

Le pays souffre également d'une inflation élevée et de fréquentes pénuries de liquidités. Selon la Banque mondiale, 44% de la population libérienne vit avec moins de 1,9 dollar par jour.

La vague de révélations continue de submerger Facebook



Facebook avait conscience de la radicalisation de nombreux utilisateurs et du flot de désinformation en lien avec l'élection présidentielle américaine de 2020, mais n'a pas réagi en conséquence d'après des documents de la lanceuse d'alerte Frances Haugen, obtenus par différents journaux américains.

Ces révélations sont les dernières en date d'une longue série, depuis une première vague d'enquêtes publiées par le Wall Street Journal en septembre grâce à des rapports internes transmis par cette ex-employée du groupe californien.

Vendredi, des articles du New York Times, du Washington Post ou encore de la chaîne NBC portaient sur le rôle de Facebook dans la polarisation intense de la vie politique aux Etats-Unis.

Début novembre, quelques jours après le scrutin, un analyste faisait par exemple savoir à ses collègues que 10% des contenus politiques visionnés par les utilisateurs américains de la plateforme étaient des messages assurant que le vote avait été truqué, d'après le New York Times. Cette rumeur sans fondement, martelée par l'ex-président Donald Trump, a alimenté la colère de nombreux conservateurs et conspirationnistes, qui a culminé avec les émeutes du Capitole le 6 janvier.

Des partisans du milliardaire républicain avaient ce jour-là envahi le Congrès pendant la certification de la victoire du démocrate Joe Biden. Cinq personnes ont trouvé la mort pendant ou peu après l'attaque.

Dans la foulée, Facebook, comme Twitter et les autres grandes plateformes, ont banni Donald Trump et les mouvements extrémistes impliqués dans les émeutes.

Mais d'après les nouvelles révélations publiées ven-

dredi, des employés du groupe californien estiment qu'il aurait pu mieux anticiper le problème.

«LE VOYAGE DE CAROL»

Ces informations ont été extraites de milliers de documents internes remis à la SEC, l'autorité boursière, par Frances Haugen.

Début octobre, elle a répété devant des sénateurs américains que les dirigeants de la firme, Mark Zuckerberg en tête, "financent leurs profits avec notre sûreté".

Elle avait auparavant fait fuiter des études montrant que Facebook a conscience des problèmes psychologiques des adolescentes surexposées aux vies et corps apparemment "parfaits" des influenceuses sur Instagram.

C'est le fil rouge de ces révélations: le géant des réseaux sociaux connaissait les problèmes mais a choisi, en bonne partie, de les ignorer, selon la lanceuse d'alerte et d'autres sources anonymes.

Les articles de vendre-di évoquent ainsi un rapport intitulé "Le voyage de Carol vers QAnon".

Carol Smith, une "mère conservatrice de Caroline du Nord", était un faux compte créé par un chercheur, payé par Facebook pour étudier le rôle de la plateforme dans la polarisation des utilisateurs.

D'après ce chercheur, dès l'été 2019, Carol Smith était exposée par l'algorithme du réseau social à un "torrent de contenus extrêmes, conspirationnistes et choquants", dont des groupes de la mouvance QAnon.

DÉFENSE

Face à cette nouvelle vague de critiques, Facebook a publié un communiqué rappelant ses investissements conséquents pour assainir ses plateformes et soutenir le processus démocratique.

"Mais la responsabilité de l'insurrection revient à ceux qui ont enfreint la loi et à ceux qui les y ont incités", y déclare Guy Rosen, un vice-président du groupe chargé de l'intégrité civique.

Cette défense a peu de chances de satisfaire des élus remontés à bloc contre le réseau social.

D'autant que le flot de révélations ne tarit pas: un consortium d'une dizaine d'organisations de presse, de CNN au Monde, s'apprête à publier des articles basés sur ces documents, d'après le site spécialisé The Information. Et un nouveau lanceur d'alerte s'est manifesté, selon un article du Washington Post paru vendredi.

Ex-membre de l'équipe d'intégrité civique, il a fait une déposition auprès de la SEC le 13 octobre, où il accuse Facebook de faire passer les profits avant les enjeux humains.

Dans ce document, l'ancien employé relate notamment des propos tenus en 2017, quand l'entreprise décidait de la meilleure façon de gérer la polémique liée à l'interférence de la Russie dans la présidentielle américaine de 2016, via sa plateforme. "Ce sera un feu de paille. Des élus vont râler. Et d'ici quelques semaines, ils seront passés à autre chose. En attendant on imprime de l'argent au sous-sol et tout va bien", aurait alors déclaré Tucker Bounds, un membre de l'équipe de communication de Facebook.

D'après le Washington Post, le deuxième lanceur d'alerte assure dans sa déposition que les managers de Facebook sapaient régulièrement les efforts de lutte contre la désinformation et les discours haineux par peur de mettre en colère Donald Trump et ses alliés, et pour ne pas risquer de perdre l'attention des utilisateurs, essentielle à ses volumineux profits.

APARTEMENTS

■ A vendre des apparts types F2 et F3 de luxe, équipés bien placés à Victor Hugo, rue Général Brossard, en cours de réalisation
Tél : 0550.62.64.81

■ A vendre ou à louer appartement F3, 83 m², 5^e étage, 2 façades, l'eau 24/24, cité HLM Hai Seddikia Oran – Tél : 0666.73.62.37

■ Loue appart non meublé ds un immeuble stand neuf à Plateau Oran (rue Adda Benaouda), un F4 au 14^e étage 140 m² avec ascenseur – 0799.85.58.44

■ Loue un grand F2 à Seddikia Oran, à jeune couple sérieux, composé de 2 pièces, cuisine, SDB avec électricité eau chaude 24/24 au 1^{er} étage – Tél : 0666.82.12.40

■ A louer F4 cité Radieuse Maraval pour bureaux, prix (4U) – Tel : 0794.33.95.83

■ Loue F1, centre-ville, 1^{er} (2U) – F1 St-Pierre, RDC (1,5U) – F3 Lescure, 8^e (2U) – F3 Cavai-gnac, 3^e (3U) – F3 meublé, Ain El Turck, 1^{er} (3,5U) – bureau 31 m² rue la Remonte, 1^{er} (3U) – AG ABDALLAH : 041.38.62.87/ 0770.40.87.48

■ F3 à vendre, acté à cité Dar El Hana, Ibn Sina (ex-Victor Hugo) 4^e étage, prix offert 410 U -Tél : 0673.42.85.97

■ A louer ou à vendre F4, 125 m², 1^{er} étage et F3 100 m², 1^{er} étage, usage commercial ou habitation, à Coop El Karama sur gd bd Belgaïd Bir el Djir – Oran-est –0541.59.24.70

■ Vends grand F5 plus F4 2^e étage, fini à 80%, le reste selon le choix de l'acheteur situé à côté Akid Lotfi, Oran – Tél : 0771.12.03.26

VILLAS

■ A vendre à Oran villa de 543 m², d'une façade de 20m, située ds un endroit calme et résidentiel, actée + Livret foncier – 0784.47.66.57

EMPLOIS

■ Recrute aide comptable maîtrisant l'outil informatique (logiciel, comptabilité) et paie, envoyer votre Cv à la boîte mail : cabinetcalessenia@gmail.com

■ Pizzeria à Oran cherche plaquiste –pizzaiolo et serveurs qualifiés sérieux, disponibles de suite – Tél : 0550.93.51.49

■ Entreprise privée à Oran recrute un fraiseur qualifié. Nous contacter au 0661.20.63.35

■ Pizzeria restaurant à Oran cherche machiniste et serveur professionnels, sérieux et qualifiés, disponibles de suite – 0770.98.18.67

LOCAUX

■ Vs avez bien immo à louer ou à vendre ou vs voulez acheter ou à louer terrain, villa, appart, usine, hangar, terrain, promo ; indus, ou agri, hôtel, etc... contactez B. d'affaires : 0550.03.16.64

■ A vendre un local de 100 m² 3,40 m hauteur avec 2 rideaux à Victor Hugo, convient pour bureaux, dépôts, cabinets –Tél : 0550.62.64.81

■ A louer espaces R+2 pour banques, bureaux, sociétés, magasins, sis boulevard qui mène de supermarché Morchid à résidence de wilaya Point du Jour, Oran – tél : 0783.15.14.13

■ A vendre station services actée 7.000 m² sise à Oued Sebbah, daïra Ain Larbaa, W. Ain Témouchent (route nvle Larbaa Oran) 0664.82.93.94

■ Vds hôtel voyageurs maritimes, accès au port de Gha-zaouet, vue sur mer fini à 70%, 54 chbres, 4 faç, 7 étages, café, restaurant, s/fêtes, parc – L/F + PC – 0696.70.31.38 – 0540.08.15.27

TERRAINS

■ A.V terrain avec agrément station d'essence et hôtel de 25.000 m² + Terrain urbanisable de 2.500 m² sur autoroute Est/Ouest Tlélat – 0798.53.14.49

■ A.V terrains promotionnels 480 m² et 600 m² 2F, Bel6Air 550 m² à frange maritime / 950 m² DF Bd Palais d'Or / 760 m² l'Hippodrome 0798.53.11.49

■ Agence immobilière Littoral vend lot 207 m² 02 façades, cité clôturée avec une architecture urbaine, sis Belgaïd + Lot 122 m² traversa + Lot 850 m², 2 façade Savaignon, côté 'Tapis d'or' – 0550.56.65.17- 0783.90.97.58

■ Vends ferme 12 ha, actée + Livret foncier + maison + hangars + sarij + puits à Souani, daïra de Bab El Assa w de Tlemcen – 0696.24.94.31

■ Vente, d'un site d'une carrière sur la route de sou-gueur 3 hectares, Permis minier 9 ans renouvelable. Cont : 0549 24 70 68

DIVERS

■ Loue licence taxi Oran-ville - 0697.16.26.67 intermédiaire s'abstenir

■ Loue licence café Oran – Tél : 0661.27.03.55

■ Location taxi 4000,DA - 0559.34.81.03

■ Vous n'entendez pas bien, votre enfant entend mal, bilan auditif gratuit, pour Rdv - Tél 0560.47.00.22 Oran Tlemcen, Saïda -Mascara-Bouira.

■ A louer licence de taxi à Oran, contacter - 0 7 7 8 . 0 1 . 1 2 . 8 9 - 0770.50.11.58

■ Société à Oran vend un lot de visserie et boulonnerie plus un lot de roulements – 0 7 7 0 . 3 1 . 3 3 . 7 1 / 0771.19.21.16

SENHADJI Amara
24/10/2001
PENSÉE
A la mémoire de notre très chère et regrettée mère et grand-mère
SENHADJI Amara épouse **SENHADJI Hachemi** décédée le 24 octobre 2001
Cela fait 20 ans depuis qu'elle nous a quittés en laissant derrière elle, un immense vide irremplaçable. Ses enfants et ses petits-enfants demandent à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
Puisse Dieu l'accueillir en Son Vaste Paradis.



PENSÉE
C'est le 24.10.2009 que nous a quittés à jamais notre très cher père Monsieur **KAHIA AOUL Mohammed**
Ton absence a laissé un grand vide dans nos cœurs, toi, qui étais généreux et toujours présent pour les tiens et pour les autres. En ce pénible souvenir nous demandons à ceux qui l'ont côtoyé et connu d'avoir une pieuse pensée et réciter la Fatiha en sa mémoire.
Sa veuve, ses filles et ses petits-enfants.



DÉCÈS
Les **DEHIM** et **BENSETTI** ont l'immense douleur de vous faire part du décès de leur épouse, mère, grand-mère et tante,
BENSETTI Houaria ép **DEHIM**,
le 21 octobre 2021. Qu'Allah Le Tout-Puissant lui accorde la miséricorde et l'accepte dans Son Vaste Paradis.
كل نفس ذائقة الموت



Réseau AudiFel شبكة أودي فال
الأجهزة الطبية لتقوية السمع
www.audifel.com
Made in Germany
من أجل نقص سمع الأطفال والكبار والمسنين. Pour une baisse de l'audition chez l'enfant et l'adulte.
AudiFel vous fait un test prothétique gratuit. تفحص سمعكم مجاناً لبرمجة السماعة.
أودي فال

تلمسان - سعيبة - قسنطينة 06 61 10 35 03	عنابة - الجزائر 06 61 10 35 02	وهران 06 61 10 35 01
بجاية - شلف - سطيف 06 61 10 35 05	تيارت - مستغانم - غليزان 06 61 10 35 04	مع تحيات ف.تال

2

11.00 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal 13h00
12.20 13h15, le dimanche...
14.10 Vivement dimanche
15.00 Vivement dimanche prochain
16.00 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
16.40 Vitamine C
17.35 Les enfants de la télé
18.20 Les enfants de la télé, la suite
19.00 Journal 20h00

20.05 Les aventures de Rabbi Jacob



Comédie - France - Italie - 1973
Avec Louis de Funès, Suzy Delair, Marcel Dalio, Claude Giraud, Henri Guybet
Rabbi Jacob, un vieux juif, quitte New York pour Paris, où doit être fêtée la bar-mitsva de son neveu. Pendant ce temps, sur une route de campagne, Victor Pivert, un industriel, se presse en voiture au mariage de sa fille. Soudain, son chauffeur Salomon perd le contrôle de la DS.

3

09.35 Parlement hebdo
11.10 Dimanche en politique
11.55 Les nouveaux nomades
12.30 Je préfère qu'on reste amis
14.20 Cyclisme sur piste : Championnats du monde
16.15 8 chances de tout gagner
16.55 Le Grand Slam
18.30 19/20 : Journal national
19.05 Stade 2
20.00 Météo

20.05 McDonald & Dodds



Série policière - Grande-Bretagne - 2020
Saison 1 - Episode 1/2
- La chute de la maison Crockett
Avec Tala Gouveia, Jason Watkins, Jack Ashton, Cassie Bradley
Seth Murdoch, un sans-abri âgé de 43 ans, a été abattu dans le manoir désert de Maxton Crockett, un riche inventeur et un des plus grands industriels de Bath. Pour mener l'enquête, l'ambitieuse capitaine Lauren McDonald fait équipe avec le timide, modeste mais expérimenté lieutenant Dodds.

4

09.35 Nawak
10.05 Chien Pourri
11.00 Les contes fantastiques de Masha
11.40 Disco Dragon
12.30 Fort Boyard
14.35 Fort Boyard : toujours plus fort !
15.25 Tom et Jerry Show
16.40 Les lapins crétins : invasion
17.55 Lumni, le jeu
18.25 Goldorak
19.25 Culturebox l'émission

20.10 La troupe à Palmade s'amuse avec...



Avec Muriel Robin, Pierre Palmade, Rémi Deval, Amélie de Gallard
C'est le retour de cette troupe prestigieuse, créée en 2005 par Pierre Palmade et qui a permis à toute une génération de comédiens et d'auteurs de faire leurs armes. Rémi Deval, Amélie de Gallard, Rudy Milstein, Alexandra Chouraqui, Agnès Miguras, Laurence Yayel, Marie Lanchas, Julien Ratel, Anne-Elisabeth Bateau et Pierre Palmade interprètent des sketches en duo et trio.

5

09.25 Echappées belles
11.00 Une maison, un artiste
11.35 C l'hebdo
12.35 Revu
13.30 Imprévus
13.50 Les dernières heures de Pompéi
15.30 La cuisine à l'heure espagnole
16.30 Apocalypse : la 2e Guerre mondiale
17.30 C politique
18.55 C politique, la suite
19.50 Ma maison de A à Z
19.55 Sur le front
21.45 Climat : une guerre américaine
22.40 L'œil et la main

arte

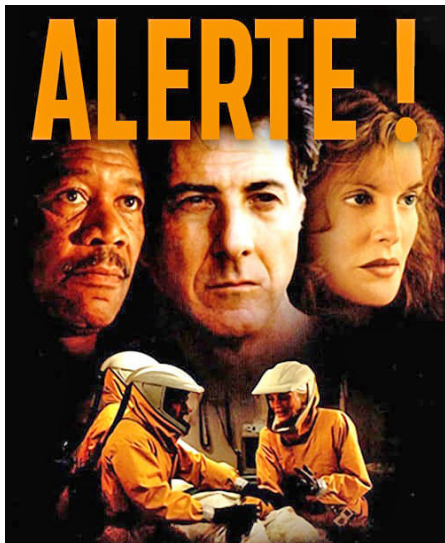
11.15 Le jardin d'Eden
11.45 Tatarstan, la voix des femmes
12.30 Johnny Guitare
14.30 Islande : l'été des renards polaires
15.15 Marie-Antoinette, ils ont jugé la reine
17.00 L'oeil, le pinceau et le cinématographe : naissance d'un art
17.55 Le violoncelle selon Gautier Capuçon
18.45 Arte journal
19.10 Vox pop
19.35 Karambolage
19.55 Vera Cruz
21.25 Charles Bronson, le génie du mâle

TF1

08.30 The Middle
12.35 The Big Bang Theory
16.05 Le transporteur
18.05 Babylon A.D.
20.05 Héros

C 8

08.00 Envie d'agir
08.10 Le mag qui fait du bien
09.15 Les animaux de la 8
12.40 Animaux à adopter
19.40 Formule 1 : Grand Prix des Etats-Unis
22.00 Logan



CINE + FRISSE 19.50

ALERTE !

Film catastrophe - Etats-Unis - 1995
Avec Dustin Hoffman, Rene Russo, Morgan Freeman, Donald Sutherland
En 1967, un village du Zaïre et un groupe de militaires sont décimés par un virus mystérieux. L'armée décide de raser la zone dans le plus grand secret. Trente ans plus tard, le colonel Sam Daniels est envoyé sur place où des cas d'infection très graves ont à nouveau été détectés. Ses supérieurs, le général McLintock et le général Ford, sont convaincus que l'épidémie est endiguée. Pour Sam, il faut immédiatement prendre des mesures draconiennes.

CANAL+ CINEMA 19.51

BLACK BEACH



Thriller - Espagne - Belgique - Etats-Unis - 2020

Avec Raul Arevalo, Paulina García, Candela Peña, Claude Musungayi
En poste à Bruxelles, Carlos, cadre dans une importante compagnie pétrolière américaine, se charge d'opérations discrètes, permettant à la société de faire de fructueuses affaires. Alors que son épouse Susan, est sur le point d'accoucher, Carlos n'attend qu'une chose, être promu associé dans l'entreprise et muté à New York. Mais avant cela, il est chargé d'accomplir une mission délicate : aider Steve Campbell, un ingénieur américain en situation délicate, à quitter un pays d'Afrique très instable.

CINE + FAMIZ 19.50

ABIGAIL : LE POUVOIR DE L'ÉLUE



Film fantastique - Russie - 2019
Avec Tina Dalakishvili, Eddie Marsan, Rinal Mukhametov, Ravshana Kurkova
La petite Abigail Foster et ses parents vivent dans une ville encerclée d'une grande muraille, construite 95 ans plus tôt pour protéger ses habitants d'une redoutable épidémie. Alors que son père Jonathan est forcé de quitter la cité après avoir été contaminé, Abigail se retrouve désemparée. Une dizaine d'années plus tard, Abigail, désormais adolescente, participe à des défis clandestins avec une bande d'amis de son âge.

TÉLÉVISION

TF1

20.05 Alita : Battle Angel



Film de science-fiction - Etats-Unis - Canada - Japon - 2019

Avec Rosa Salazar, Christoph Waltz, Mahershala Ali, Jennifer Connelly
En 2563, 300 ans après une importante guerre baptisée «la chute», dans la ville d'Iron City, le docteur Ido Dyson, un scientifique spécialisé dans les greffes robotiques, découvre les restes très endommagés d'un cyborg dans une décharge. Aidé par son assistante, l'infirmière Gerhad, Dyson redonne vie au robot d'apparence féminine qu'il prénomme Alita.

6

20.05 Capital



Présenté par Julien Courbet

Action : les recettes du bulldozer des super prix. Recette et secrets du discounter hollandais, spécialisé dans le bazar, qui réalise 5,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Ce mastodonte a ouvert 606 magasins en France en neuf ans
• Ventes privées ou villages de marques : qui gagnera la bataille des prix déstockés ?
Les deux circuits géants de déstockage s'affrontent. Avec les confinements à répétition, jamais les enseignes traditionnelles n'ont autant croulé sous les stocks d'inventures.

CANAL+

20.05 Rugby : Top 14



- La Rochelle / Toulon

Avant-derniers du classement après quatre défaites et une victoire, les Rochelais vivent pour l'instant un parcours difficile en Top 14. Pierre Popelin et les Maritimes doivent réagir rapidement pour ne pas laisser le doute s'immiscer dans le vestiaire. Les vice-champions d'Europe affrontent une formation toulonnaise inconstante qui présente un bilan insuffisant compte tenu de ses ambitions avec une victoire, un nul et trois défaites.

PLANETE +

08.28 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
12.27 À droite sur la photo
14.24 Ingénieurs de l'Antiquité
16.13 Singapour, ville sauvage
17.07 Planète safari
19.04 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 Les Présidents et l'humour
21.13 À droite sur la photo

TFX

08.10 Dragon Ball Z



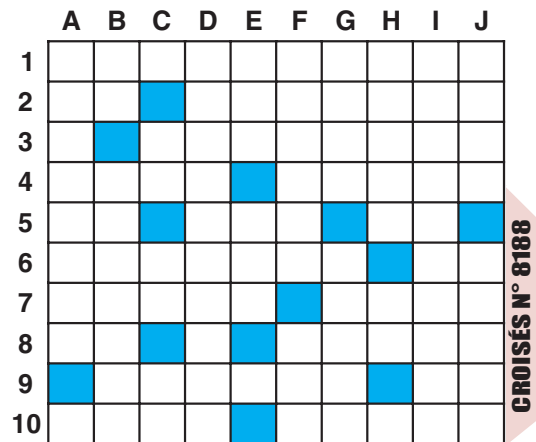
08.40 Friends
12.25 Total rénovation : Ma ville sur mesure
16.15 Cleaners les experts du ménage
20.05 Tatïe Danielle

W9

08.05 HDM : L'hebdo de la musique



09.10 Génération Top 50
11.10 Le visiteur de Noël
12.50 Trois vœux pour Noël
14.40 L'étrange Noël de Lauren
16.20 Jingle Belle
18.05 Une famille pour Noël
20.05 L'apprenti sorcier



Horizontalement:

- Boîte en peau.
- Vaut une once anglo-saxonne. Aussi bêtes que mouchards.
- Font ce qu'il faut.
- Elle est prête à s'éclater pourvu qu'on lui fasse du pied ! Glacée.
- Collées à la colle. Prend son élan. Préposition.
- Reine-des-près. Cas d'espèce.
- Mot à mot. Façon d'aller ensemble.
- Cas d'égalité. Une vie de rescapé !
- Vitré pour la marquise. Conjonction.
- Pronom. Se fait des idées !

Verticalement:

- Graniture des boules de billard.
- Assez fin. Irrégulier.
- Sujet de conversation. Au mieux. Compris de travers.
- Fait autorité.
- Ils ont perdu le nord ! Jeu de l'oie.
- Naviguer. Sans nom.
- Chevalet. Camus.
- Mangé. Contracté.
- Telles des cultures à haut rendement.
- Objet à boucher. Parée.

R	R	N	O	I	T	C	A	R	T	T	A	E	T	E
E	E	O	E	H	C	I	N	N	T	G	R	G	C	
T	D	I	U	E	A	O	E	N	R	A	A	I	B	
N	R	S	F	U	R	M	M	E	A	N	R	R	I	R
E	A	N	S	R	E	A	M	T	S	E	E	A	U	U
T	G	E	E	R	R	E	I	P	M	R	I	S	S	E
I	N	T	A	E	L	G	A	E	E	S	S	E	E	S
N	I	F	P	B	N	R	N	I	R	I	C	E	R	S
R	F	M	A	U	E	T	M	E	T	N	S	E	H	O
E	E	M	R	N	I	U	C	O	E	I	U	E	A	R
T	I	E	C	O	A	A	T	I	T	O	R	T	J	G
A	R	E	R	H	L	O	C	N	D	M	U	E	A	R
M	B	D	C	G	L	S	A	A	I	S	E	T	R	A
V	I	S	I	O	N	H	M	N	O	I	V	A	R	D
M	I	N	O	U	L	A	E	E	D	R	A	B	M	E

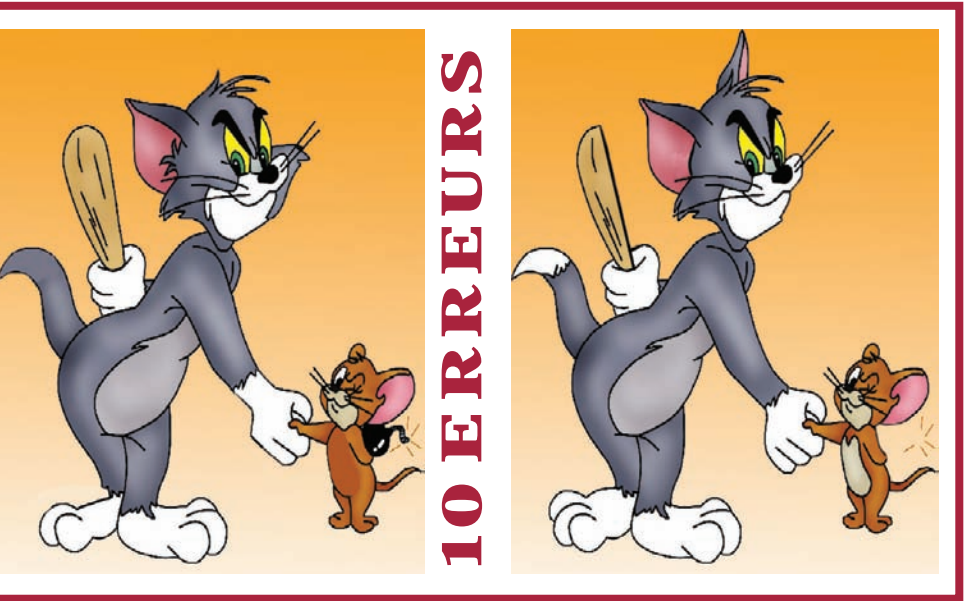
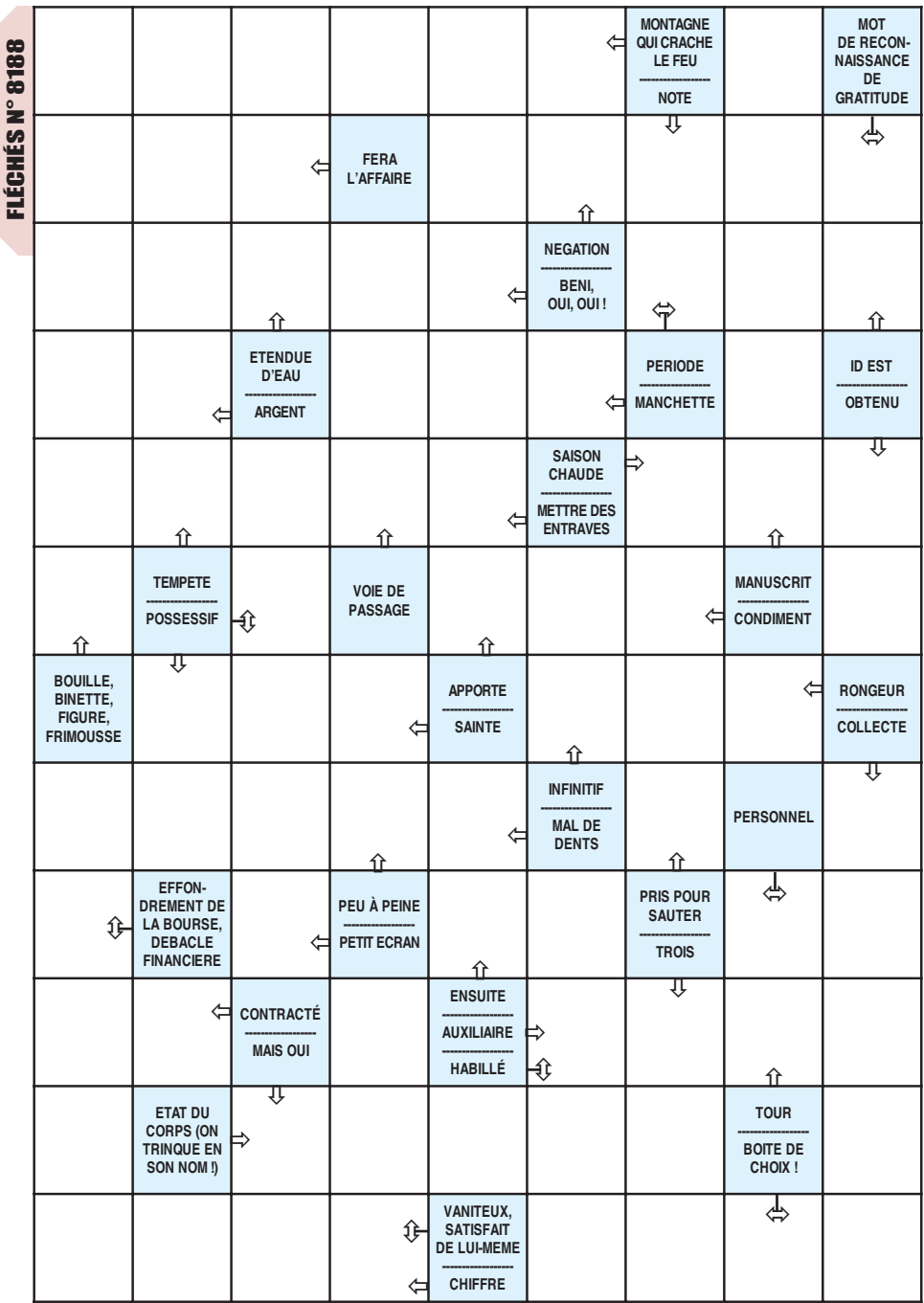
AIMABLEMENT – AISE – AMADOUER – ATTRACTION – AVION – BIAIS – BRIEFING – CAUSE – CHAUMIERE – CHEF – CIRER – DROIT – EFFAREMENT – EGAREMENT – EGRATIGNURE – EMBARDEE – GARDER – GLACER – GRADE – GROSSEUR – HANTISE – HERMINE – LOTO – MATERNITE – NICHE – ŒUF – OUTRE – RAJAH – SCIENCE – TEMPERAMENT – TENSION – TENTER – TERROIR – TETEE – TISSU – TRANSPARENCE – USER – VISION.

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est une grimace en boudant.
- Mon 2e est une plante textile.
Mon tout est un appareil à broyer.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I	S	A										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

10	3	7	3	12	1	6	7	7	6					
9	2	6		4		7	9	6	8					
7	2		2	14	6		5	9	1					
10	3		5	6	2	5	6		5					
4	14	2	3		5	3	4	6						
6	5	6	5	6		7	6	4	13					
5		16	1	5	9	7	7	6	4					
6	10		9	4		6	5		1					
16	9	4	7	6		4		12	5					
6	4	6	2		15		6	14						
7	7			15	4	9	15	4	6					
5	1	5	4	6	6		6		7					
	6		6	2		10	8	6	13					
5	4	6	11	6	2		6		6					
8	6	11	6		12	14	4	6	4					

Jeux proposés par Chérifa Benghani



LES SOLUTIONS

CROISÉS N°8187

J	E	R	E	M	I	A	D	E	S
O	R	E	M	U	S	I	P	E	
B	R		P		S	O	F	A	
A	E	R	A	I		A	F	R	O
R	U	E	L	L	E		E	B	
D	R	U	E		M	E	R	L	E
E		S	M	U	R	F	E	U	R
R	U	S	E		R	N			
I		I	N	U	S	I	T	E	E
E	M	E	T	S		T	E	L	S

SUDOKU N°1187

3	7	9	5	6	1	8	2	4
8	6	4	3	2	9	5	1	7
1	5	2	8	7	4	6	9	3
7	2	8	4	1	5	3	6	9
4	9	6	7	8	3	2	5	1
5	3	1	2	9	6	7	4	8
6	4	3	9	5	7	1	8	2
2	1	7	6	4	8	9	3	5
9	8	5	1	3	2	4	7	6

FOUILLIS N° 8187
VERSET (Vert - Ses)

1	R	2	O	3	C	4	E	5	S	6	T
7	I	8	N	9	A	10	M	11	L	12	G
13	U	14	D	15	P	16	V	17		18	
19	20	21	22	23	24						
25	26										

CODÉS N° 8187

1	R	2	O	3	C	4	E	5	S	6	T
7	I	8	N	9	A	10	M	11	L	12	G
13	U	14	D	15	P	16	V	17		18	
19	20	21	22	23	24						
25	26										

8		5				1					
	4					7	2			9	
						8	5	4			
						9				1	
		6	4	5		8				3	
	8					6	7			2	
9			8		3						
5						3					
3	1	7	6			9	2				



Bélier 21-03 au 20-04
Les réactions imprévues de quelqu'un que vous estimez vont vous contrarier quelque peu. Vous ne vous formalisez pas de cette attitude présomptueuse.



Taureau 21-04 au 21-05
Il se pourrait peut-être que vous rencontriez l'âme sœur. Cette rencontre pourrait se produire tout prochainement. Etant prévenu, vous allez pouvoir vous préparer efficacement à cette heureuse nouvelle.



Gémeaux 22-05 au 21-06
Vous aurez la prétention de faire ce que vous voulez, quand vous voulez. Même si vous êtes réellement en forme, ne présumez pas trop de vos forces.



Cancer 22-06 au 22-07
Une relation lointaine désire se rapprocher de vous mais vos sentiments à son égard vous empêche de faire le premier pas. Une opportunité vous permettra de vous retrouver.



Lion 23-07 au 23-08
Vous pourriez vous lancer dans un projet financier qui pourrait coûter cher. La prudence est recommandée si vous voulez aboutir.



Vierge 24-08 au 23-09
La chance en affaires vous sourit. Vous serez tout à fait capable de bien gérer vos relations avec vos amis et collègues.



Balance 24-09 au 23-10
Il est inutile de ruminer les récents événements malheureux. Le passé est le passé. Vous allez faire de nouvelles connaissances très agréables.



Scorpion 24-10 au 22-11
Vous pourriez tenir sans trop de difficultés tous les engagements que vous avez pourtant pris avec un peu de précipitation.



Sagittaire 23-11 au 21-12
Vous allez pouvoir résoudre rapidement un problème qui vous mobilise un peu trop. Vous aurez l'agréable surprise de vous rendre compte que vos inquiétudes ne servaient à rien.



Capricorne 22-12 au 20-01
La forme physique va vous sourire. Revenez sur certaines décisions hâtives que vous avez prises. Attention un excès d'efforts peut nuire à votre santé. Tous les espoirs vous seront permis si vous savez garder cette grande forme. Agissez avec tranquillité et discernement.



Verseau 21-01 au 18-02
Vous éprouverez le désir de vous transformer. Vous rechercherez une plus grande stabilité dans vos sentiments. Cela représente un moment important et décisif de votre vie. Surtout ne précipitez rien encore car vous pourriez finir par faire fuir l'être aimé.



Poissons 19-02 au 20-03
Vous allez connaître la chance de pouvoir vous débarrasser de préoccupations personnelles et de vos soucis. Vous pourrez vous donner à fond et vous concentrer sur un objectif que vous cherchez à atteindre depuis longtemps.

Biden reporte la déclassification d'archives secrètes sur l'assassinat de JFK



La déclassification de nouvelles archives secrètes sur l'assassinat à Dallas en 1963 de l'ancien président américain John F. Kennedy va être reportée d'un an, a annoncé vendredi le président américain Joe Biden. "Les agences ayant proposé que la déclassification de toutes les informations contenues dans les archives soit reportée, je certifie qu'elle le sera jusqu'au 15 décembre 2022", près de 60 ans après l'assassinat, écrit le président Joe Biden dans un communiqué. En 2017, sous la présidence de Donald Trump, les Archives nationales des Etats-Unis avaient déclassifié à trois reprises une série de dossiers. La Maison Blanche a expliqué dans son communiqué que les archivistes avaient pris du retard dans l'examen des dossiers en raison de la pandémie de Covid-19 et avaient besoin de temps. Ce report est nécessaire "afin de prévenir toute atteinte à la sécurité militaire, aux opérations du renseignement, au maintien de l'ordre public et à la conduite de relations extérieures", a souligné le président Biden. Il a expliqué que toutes ces considérations apparaissaient comme étant "plus importantes que l'intérêt général de voir une déclassification immédiate".

Washington annonce avoir tué un dirigeant d'«Al-Qaïda» en Syrie



L'armée américaine a annoncé vendredi avoir tué un dirigeant du réseau terroriste "Al-Qaïda" dans une frappe de drone en Syrie. "Une frappe aérienne américaine menée aujourd'hui dans le nord-ouest de la Syrie a tué le haut dirigeant d'Al-Qaïda Abdul Hamid al-Matar", a indiqué le commandant John Rigsbee, un porte-parole du commandement central de l'armée américaine (Centcom) dans un communiqué. La frappe a été menée dans la région de Soulouk, dans le nord de la Syrie sous contrôle turc.

"Nous n'avons constaté aucun signe de victimes civiles à la suite de la frappe, qui a été menée par un drone MQ-9", a-t-il précisé en référence au drone armé surnommé "Reaper" ("la faucheuse" en anglais). "Al-Qaïda continue de représenter une menace pour les Etats-Unis et nos alliés", a-t-il indiqué. Le groupe "utilise la Syrie comme une base de repli pour se reconstituer, se coordonner avec ses affiliés et planifier des opérations à l'étranger". "L'élimination de ce haut dirigeant d'Al-Qaïda affectera la capacité de l'organisation terroriste à planifier et mener des attentats contre des citoyens américains, nos partenaires et des civils innocents", a-t-il ajouté.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

L'UE ne financera pas de murs anti-migrants aux frontières



L'Union européenne ne financera pas "de barbelés et de murs" aux frontières pour empêcher les arrivées de migrants, comme réclamé par douze pays dont la Lituanie et l'Autriche, a déclaré vendredi la présidente de la Commission Ursula von der Leyen. "J'ai été très claire sur le fait qu'il y a une position commune de longue date de la Commission et du Parlement européen, qu'il n'y aura pas de financement de barbelés et de murs", a indiqué la cheffe de l'exécutif

européen à l'issue d'un sommet des Vingt-Sept à Bruxelles où la question a été discutée. La Lituanie construit une clôture barbelée le long de sa frontière avec le Bélarus pour endiguer un afflux de migrants que le régime d'Alexandre Loukachenko est accusé d'orchestrer.

Le président lituanien Gitanas Nausėda a déclaré vendredi à Bruxelles que de telles mesures étaient "des plus nécessaires à court terme pour gérer cette crise". "Si la Litua-

nie construit une barrière (...) elle devrait pouvoir compter sur notre solidarité. Ce n'est pas aux contribuables lituaniens de financer cela seuls", a estimé le nouveau chancelier autrichien Alexander Schallenberg. Les ministres de l'Intérieur de 12 pays (Autriche, Bulgarie, Chypre, Danemark, Estonie, Grèce, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Pologne et République tchèque, Slovaquie) avaient écrit le 7 octobre à la Commission pour demander à l'UE de financer la construction de telles clôtures.

Nigeria: des hommes armés attaquent une prison

Des hommes lourdement armés ont pris d'assaut vendredi soir une prison de l'Etat d'Oyo, dans le sud-ouest du Nigeria, a annoncé samedi un porte-parole de l'administration pénitentiaire, sans préciser le nombre de détenus libérés. "Des hommes armés venus en nombre ont attaqué avec des grenades l'établissement pénitentiaire d'Abonlogo dans la soirée de vendredi", a déclaré à l'AFP Olanrewaju Anjorin. "De nombreux détenus ayant pris la fuite ont déjà été retrouvés", a-t-il affirmé, sans préciser le nombre de prisonniers qui ont réussi à s'évader. Il n'était pas en me-

sure non plus de confirmer si des personnes avaient été blessées ou tuées au cours de cette attaque.

Selon plusieurs médias locaux, près de 1.000 détenus ont été libérés au cours de cette attaque. Il n'était pour l'heure pas possible de vérifier cette information. Le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, fait face à une forte insécurité et de vastes pans de son territoire subissent les activités de groupes criminels. Le 13 septembre, une prison avait aussi été attaquée dans le centre du pays, dans l'Etat de Kogi, où 240 détenus avaient été libérés par la force.



Affrontements meurtriers au Pakistan



Un parti islamiste radical pakistanais à l'origine d'une violente campagne antifrançaise a annoncé samedi la mort de cinq de ses partisans lors d'affrontements avec la police à Lahore, dans l'est du pays, après la mort de deux policiers dans ces troubles. Vendredi, plus de 1.000 membres du Tehreek-e-Labbaik Pakistan (TLP) se sont rassemblés après la prière pour réclamer la libération de leur chef détenu, bloquant les routes et tirant des projectiles. Les protestations se sont poursuivies samedi.

Le TLP, officiellement interdit par le gouvernement qui l'a classé organisation "terroriste", a été à l'origine d'importantes manifestations contre la France qui, au début de l'année, ont conduit l'ambassade à appeler tous ses ressortissants à quitter le pays. "Tehreek-e-Labbaik Pakistan a perdu deux personnes vendredi soir et trois autres aujourd'hui à cause des tirs de la police", a tweeté le parti samedi. La police de Lahore n'a pas voulu commenter cette annonce, mais a déclaré vendredi soir que deux de ses agents étaient morts.

EDITORIAL

Par Abdelkrim Zerzouri

DROIT SUR LA VÉRITÉ

Polisario, avec la participation en tant que pays observateurs de l'Algérie et la Mauritanie qui devrait également exprimer sa position sur la question.

Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts ces trois dernières années et la situation n'est vraiment plus la même que celle qui a vu les quatre parties s'asseoir, à la fin de l'année 2018, autour d'une table à New York pour débattre autour des voies et moyens à mettre en pratique pour trouver une issue politique à ce conflit qui date de près d'un demi-siècle. Les deux parties, le Maroc et le Front Polisario, doivent reprendre des négociations directes sous l'égide des Nations unies pour ne pas laisser croire que le Maroc négocie avec trois parties.

Pour le moment, on n'a entendu que l'avis de l'Algérie sur ce format des tables rondes, jugé inefficace et contre-pro-

ductif, servant plus le Maroc qui fait obstacle à toutes les tentatives de l'ONU pour organiser un référendum d'autodétermination depuis que le Sahara était sous occupation espagnole. Un droit inaliénable auquel n'ont jamais cessé d'appeler clairement, pourtant, toutes les résolutions de l'ONU. Le Maroc qui cherche toujours à dévier le débat de cet objectif, et qui a réussi jusque-là à faire perdurer le statu quo avec l'aide de puissances étrangères, ne peut plus continuer à cacher le soleil avec un tamis. Maintenant, c'est de deux choses l'une, soit la reprise des négociations entre les deux principales parties engagées dans le conflit, en l'occurrence le Maroc et le Front Polisario, telles qu'identifiées explicitement par toutes les résolutions du Conseil de sécurité, soit le retour au langage des armes, qui a en fait déjà commencé depuis l'intervention militaire marocaine à Guergharate au mois de novembre dernier.